PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du 3 novembre 1957
Puteaux

Sommaire

Le président (Christian Pineau) 1
Maurice Deixonne 1
Bailly (Belfort) 16
René Guillemoteau (Alpes-Maritimes) 19
Léon Boutbien 21
Marcel Mérigonde 26
Charles Lussy 29
Le président (Charles Lussy) 35
Guy Desson 35
Colin (Oran) 38
René Cassagne (Gironde) 40
Edouard Depreux 44
Gaston Defferre 49
Claude Fuzier (Seine) 58
M. Guibert 64
Lamine Gueye 66
Guy Mollet 68
Maurice Deixonne 82
Pierre Commin 83
Marcel Mérigonde 83
Pierre Commin 85
M. Fouquart 86

Séance du dimanche 3 novembre 1957 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Christian Pineau.
Assesseurs : Colin (Oran), Bottemer (Haut-Rhin), Vauchel (Ille-et-Vilaine), Bajard (Dordogne).

Le président (Christian Pineau)

Je donne la parole à Deixonne, qui va faire un rapport introductif.

Maurice Deixonne

Mes chers camarades, bien que j'aie la volonté d'être aussi bref que possible, il n'est peut-être pas inutile de rappeler les origines d'une crise qui sont en train de se perdre dans la nuit des temps.
Sauf erreur, c'est le 30 septembre que la crise a débuté et nous ne savons pas encore quand elle va se terminer, cela dépend un peu de nous, d'ailleurs.
Eh bien, je vous rappelle que c'est sur la loi-cadre de l'Algérie, un peu oubliée

Coll. Fondation Jean-Jaurès

dans toute cette affaire, que la crise a commencé.
Vous vous rappelez que Guy Mollet et moi-même nous étions allés à une certaine conférence de la table ronde, pour persuader des gens, qui n'ont pas l'air encore de comprendre ce qui se passe en Algérie, de faire des concessions raisonnables aux temps nouveaux.
Nous étions arrivés à un accord et je puis dire sans la moindre flagornerie que Guy Mollet a déployé là-bas des talents de persuasion reconnus par nos adversaires, mais, malheureusement, l'accord auquel nous étions arrivés a été violé.
Vous savez qu'il s'est engagé entre Soustelle, d'une part, les Indépendants, d'autre part, une manière de surenchère, et finalement, pour garder la clientèle de ce qu'ils croient être l'opinion européenne là-bas, ils ont manqué à la parole donnée.
Ce n'est peut-être pas le lieu d'analyser les concessions que nous avions cru devoir faire qui, d'ailleurs n'allaient pas très loin, et de démontrer comment la position affichée par Soustelle est véritablement injustifiable.
Toujours est-il qu'ils n'ont pas craint de nous lancer sur cette affaire, alors qu'encore une fois, l'accord était réalisé au fond, j'en ai la conviction profonde, de lancer le pays dans une crise inextricable et qui s'annonçait en effet fort difficile.
Qu'avons-nous fait à ce moment-là ?
Eh bien, nous avons conseillé sans nous être donné tellement le mot, Guy Mollet, moi-même, au Président Coty, d'appeler au gouvernement les responsables de la crise. En bonne logique, en bonne doctrine républicaine, c'est ce qui aurait dû être fait. Je n'incriminerai pas le Président Coty de ne pas l'avoir fait, car il faut dire qu'il n'a pas trouvé beaucoup d'échos auprès des responsables de la crise pour prendre la responsabilité du pouvoir ; M. Soustelle s'est défilé, les Indépendants également, si bien que le Président Coty, sachant de quel prestige Guy Mollet jouissait bien au-delà du Parlement, dans le pays, a fait appel à lui pour essayer de sortir de l'impasse.
Guy Mollet a fait le bilan de la situation, il a déclaré dès le début que, devant la gravité de la situation économique et financière, il ne pouvait affronter une nouvelle épreuve du pouvoir sans pouvoirs spéciaux pour faire face à cette situation et vous savez que les Indépendants, consultés à ce moment-là, lui ont répondu par la négative. Ils s'en sont même vantés dans la presse. Rappelez-vous les articles de M. Vayron, notamment, qui déclare : "Oui, c'est bien nous qui avons déclaré à M. Guy Mollet que nous n'entendions pas lui donner les moyens de faire face à cette situation."
Alors, Guy Mollet n'a même pas jugé utile d'aller devant le Parlement, il a rendu une réponse négative au Président Coty, qui a chargé successivement - je vais vite - M. Pleven, d'une mission d'information, puis M. Robert Schumann, d'une mission d'expertise, et c'est à ce moment précis...

Guy Mollet - Il y a d'ailleurs eu Pinay. Pinay est allé devant la Chambre avant Schumann.

Maurice Deixonne - Non, Non… Enfin...

Guy Mollet - Pour l'histoire, la tentative Pinay se place avant la mission Schumann.

Un délégué - Et après celle de Pleven.

Maurice Deixonne - Vous voyez que bientôt, de cette crise, on va en perdre de vue la nature. C'est en tout cas au moment où on ne pensait plus aux Indépendants - ils n'étaient plus dans le circuit - qu'on a vu M. Duchet, qui a monté une machine de propagande que nous n'avons pas à surestimer, faire entendre que si les indépendants étaient réellement appelés, eh bien, cette fois, ils ne déclineraient pas l'offre qui leur serait faite.
Placé devant cette situation, le Président de la République a donc appelé M. Pinay et je pense résumer la situation d'un mot : il nous est arrivé sans programme et sans majorité.
Le jour où on fera l'historique de ce que les Indépendants ont assumé comme responsabilités depuis un mois, on en sera véritablement effrayé.
Obtenir moins de 200 suffrages, sur lesquels, je l'ai dit quelque part, il y en avait bien une trentaine de complaisance, car il y a des parlementaires, vous le savez, qui, sachant que l'entreprise n'avait aucune chance, se sont dit : Eh bien, on peut toujours apporter notre suffrage, cela ne nous engage pas du tout.
Voilà le genre d'audience que M. Pinay, se présentant moins avec un programme qu'avec une déclaration d'intention, a obtenue devant le Parlement.
J'ouvre d'ailleurs une légère parenthèse ; je comprends le groupe et le Comité directeur d'avoir pensé qu'à ce moment, nous ne devions pas matraquer les Indépendants, Pinay, personnellement, dans son discours, a été à peu près correct à l'égard du Parti.
Mais il n'y a pas de doute, que, par rapport aux bagarres qui vont tôt ou tard se déclencher dans le pays, il faudra bien que nous mettions à la disposition de nos militants les moyens de répondre à certaines affirmations de MM. les Indépendants.
Quand, par exemple - je prends ce seul exemple, c'est là un des points essentiels de la thèse de Pinay -, il dit que les impôts ne sont pas utiles pour faire face à la situation financière, je dis sans forfanterie et sans gloriole, que le Parti est en état de démontrer, je ne dis pas d'affirmer, mais de démontrer, que les seules économies sont insuffisantes pour résoudre les problèmes qui nous sont posés.
Eh bien, cette démonstration, il faudrait qu'elle soit divulguée un jour ou l'autre.
Mais enfin, Pinay ayant échoué et le Président Coty commençant à se faire de graves soucis, il a donc à ce moment demandé un rapport d'expertise sur la situation, et au vu de ce rapport, fait appel à Guy Mollet derechef, qui, cette fois, est allé jusqu'à la présentation au Parlement.
Mes chers camarades, je ne sais pas si nos discussions d'aujourd'hui porteront sur la tentative de Guy Mollet ; s'il devait en être ainsi - mais je pense que c'est

surtout l'avenir des problèmes actuels qui doit nous préoccuper -, je ne serais pas surpris que certains d'entre vous lui fassent le reproche d'avoir là encore, peut-être, comme autour de la table ronde, fait trop de concessions.
Mes chers amis, je crains que vous ayez à vous défendre contre le reproche relatif diamétralement inverse. J'ai lu en effet, dans une certaine presse, mettons dans l'éternelle Dépêche de Toulouse, que c'était au contraire la peur des responsabilités qui avait finalement conditionné l'échec de Guy Mollet. Et j'ai lu dans un journal socialiste qu'effectivement Guy Mollet avait en somme, comment dirais-je, renforcé le ton et le contenu socialiste de son discours, parce qu'il n'avait pas le désir d'arriver à une solution positive.
Eh bien, mes chers camarades, je voudrais dire deux choses simplement à ce sujet : la première, c'est que si Guy Mollet, dans ses répliques, a été effectivement justement sévère, pour ses interlocuteurs ou ses contradidteurs, il ne l'a fait que parce qu'il avait déjà l'assurance que les Indépendants, qu'il n'avait pas découragés au début, l'avaient conduit, si je puis dire, dans un véritable piège, étaient bien décidés à lui refuser leurs voix. Par conséquent, il ne faut pas dire que c'est un dessein primitif de Guy Mollet d'avoir eu cette attitude de combat, mais elle s'est très exactement calquée sur celle qu'il a pu constater chez les Indépendants.
Et puis, d'autre part, je voudrais vous faire part, pour y avoir assisté, de l'immense satisfaction de nos camarades parlementaires qui, justement, sont un peu dans mon état d'esprit, sont un peu quelquefois, comment dirais-je, contents de voir qu'on ne dit pas tout ce qu'on aurait à dire dans de pareils débats, de voir Guy Mollet non pas sortir tous ses dossiers, mais répondre d'une façon extrêmement incisive, extrêmement combative, aux arguments qui lui étaient présentés. Et j'ajoute que les félicitations du groupe, qu'il s'agisse de membres de la majorité ou de la minorité, ont été quasiment unanimes à la sortie de cette séance mémorable, où si Guy Mollet n'a pas convaincu les Indépendants, il a en tout cas recueilli une fois de plus le témoignage de l'affection et de l'estime de tous les camarades du Parti.
(Applaudissements)
Nous en arrivons à la tentative de Gaillard. Et là, j'ai pris quelques notes pour essayer d'être aussi bref que possible.
Voici exactement les contacts qui ont eu lieu avec M. Gaillard :
D'abord, une entrevue dudit Gaillard avec Guy Mollet, consulté comme il arrive souvent, comme il arrive souvent et toujours, même, à titre d'ancien Président du Conseil, à une époque où Gaillard n'avait pas fixé les lignes de son programme. Le jeudi matin, 31 octobre, j'ai été reçu par Gaillard, en qualité cette fois de président du groupe parlementaire socialiste.
Un peu plus tard, nos amis Commin et Gazier ont été invités à déjeuner par Gaillard. L'après-midi, à 14 heures, réunion du groupe et du CD, devant lesquels il a été fait rapport. Le soir, à 18 heures, nouvelle délégation auprès de M. Gaillard, comprenant Guille et moi-même et enfin, convocation du Conseil national.
D'abord, au sujet de la procédure, vous remarquerez, mes chers camarades, que

les deux rencontres que nous avons eues sur le terrain officiel en tant que représentants du Parti avec M. Gaillard, ont eu lieu au Palais Bourbon.
Voici la raison qui nous a été donnée : supprimer tout ce qui pourrait ressembler à une mise en scène, après plus d'un mois de crise, où l'on a vu les mêmes délégations devant les journaux télévisés ou non. Eh bien, vous savez que cela ne présente plus aucun caractère attractif pour le public, bien au contraire, et pour ma part, moi qui suis ennemi de tout ce qui ressemble à du cabotinage, j'avoue que sur ce point-là, j'approuve pleinement la discrétion dont a fait preuve Félix Gaillard.
Par contre, il est un point plus litigieux : quand il a manifesté son désir de ne recevoir que le président du groupe, je n'oublie pas pour ma part que nous avions désigné une délégation pour se rendre tout au long de la crise auprès de ceux avec qui nous aurions à prendre contact. Eh bien, cela, c'est un petit problème qui se pose à nous et dont je compte saisir le groupe.
Je lui demanderai d'ailleurs de bien peser les avantages et les inconvénients d'une prise de position intransigeante qui pourrait peut-être nous créer des difficultés, mais enfin, c'est un petit problème de savoir si c'est à nos interlocuteurs de désigner les représentants du groupe ou au groupe lui-même.
Ceci dit, que s'est-il dit au cours de ces entretiens ?
Eh bien, d'abord, M. Gaillard nous a rappelé quel était le climat dans lequel se situe sa tentative.
Il nous a répété ce que vous avez lu dans la presse, qu'il veut faire un gouvernement de défense républicaine, avec participation socialiste.
Il y tient pour quelles raisons ?
Il nous en a énuméré trois :
- la question sociale, qui est déjà posée, qui s'est même posée de façon dramatique à l'occasion de certaines grèves, et dont l'ampleur ne peut que s'accroître ;
- le problème de notre commerce extérieur. Une des premières tâches du gouvernement va être de négocier à l'étranger un apport de devises qui nous permettra de maintenir nos importations ;
- enfin, l'Algérie, où nous risquons de voir le problème internationalisé devant l'ONU. Il n'y a pas de doute que si nous n'avons pas de gouvernement ou si nous avons un gouvernement faible, les trois périls que je viens d'énumérer, péril social, péril du chômage par manque de devises, péril de voir l'Algérie lancée dans l'aventure, ces trois périls-là deviendront d'une actualité que nous avons peine à imaginer aujourd'hui.
Pour toutes ces raisons, dit-il, un gouvernement de minorité n'aura pas l'autorité requise. Telles sont les raisons de sa prise de position.
Programme ?
C'est là que je réunis et que je systématise des indications que je prends, très objectivement, mais dans une conversation qui a suivi naturellement quelques détours.
Sur le plan économique et financier, M. Gaillard prend pour base le fameux rapport des experts. Vous me direz : qu'est-ce que c'est que ce rapport ? Il n'en

existe qu'un seul exemplaire remis au Président de la République. Peut-être sera-t-il publié un jour ? La presse ne s'est pas fait faute, d'ailleurs, de donner des indications que Guy a reconnues comme exactes, lui qui a eu l'occasion de le consulter, mais enfin, ce n'est pas un document public que nous puissions ici vous remettre.
Il ajoute d'ailleurs - il s'agit toujours de M. Gaillard - que la crise, en se prolongeant, ne fait qu'aggraver les données sur lesquelles s'étaient penchés les experts.
Il ne m'a pas, à moi ni, je crois, à Commin et Gazier, cité les chiffres qui semblent avoir été cités aux réunions du groupe radical et qui ont été repris par la presse.
D'ailleurs, ils ont été contestés par certains. Mais, quoi qu'il en soit, il dit avec beaucoup de conviction, et sur ce point, nous pouvons mettre sa parole en doute, que chaque jour qui s'écoule aggrave la situation.
Il compte utiliser tous les moyens qui sont à sa disposition pour parer aux besoins immédiats qui ont été constatés par les experts.
Par exemple, avant de la Banque de France. Néanmoins, a-t-il précisé, le Trésor peut attendre encore au moins jusqu'à la fin de la semaine qui s'ouvre.
Economies massives pour réduire l'impasse à 600 milliards de francs. C'est le même langage qu'avait déjà tenu M. Pleven.
Recours aux impôts : sensible différence avec Pinay qui les excluait.
Mais, ajoute-t-il, et sur ce point nous sommes d'ailleurs pleinement d'accord avec lui, j'imagine, impôts n'ayant pas de caractère inflationniste. Il ne s'agit pas par exemple de majorer la T.V.A. et enfin, car il estime que tous ces moyens seront employés simultanément, recours à l'emprunt.
Je l'ai poussé un peu sur ce point-là, vous allez voir pourquoi, en lui demandant : Pensez-vous faire appel à une contribution volontaire ?
- Non, répond-il, car, au total, cela ne serait pas très efficace.
À un emprunt forcé ?
Là, il me répond qu'il a un projet qu'il a déjà étudié qui est au moint et qui consisterait à faire un emprunt obligatoire sur les augmentations de rémunération à venir, c'est-à-dire que si d'importantes augmentations de salaire, de traitement, de rémunération peut-être agricoles, devaient intervenir, il semble qu'il a déjà pensé à cette idée, à cette hypothèse d'en bloquer une partie qui ne serait pas payée en numéraires.
Mais il ajoute qu'il n'a pas pris position définitive sur cette idée. Elle sera peut-être d'actualité, dit-il, dans deux mois ; peut-être ne le sera-t-elle jamais.
Par conséquent, c'est là un problème, un projet qu'il garde, pour l'instant, "sous le coude", en quelque sorte, et qui n'est pas d'actualité immédiate.
Je vous dis quelques mots de commentaires sur ce point particulier, je vais vous dire pourquoi :
- J'ai déjà reçu un certain nombre de lettres relatives, soit au discours de M. Taquet (?), à l'Assemblée Nationale, soit à ce qu'a déclaré la presse sur une future majoration de l'indemnité parlementaire.
J'ai voulu, bien entendu, sonder plus spécialement les intentions du Président du

Conseil, futur, ou possible, pour savoir quelle était son opinion, si un blocage d'une partie au moins de l'indemnité parlementaire pourrait s'inscrire dans un programme général.
Vous voyez que, pour l'instant, la réponse est négative, mais je ne veux pas terminer ma parenthèse avant d'avoir donné cette précision que le groupe socialiste nous a mandatés, Charlot et moi, dans les discussions qui ont lieu actuellement avec le questeur pour faire revaloir cette thèse que les parlementaires, sans tomber dans une certaine démagogie, à laquelle nous résisterons toujours, qui consiste à faire du député ou du sénateur une manière de "hors-la-loi" - car c'est cela, il y a tout de même des lois à appliquer -, mais nous avons également pensé que, dans la situation très grave qui est celle du pays à l'heure actuelle, et où l'on demande des sacrifices à tout un chacun, - cela, nous n'y échapperons pas ! - eh bien, les parlementaires se devaient de montrer le chemin.
C'est pourquoi, même en l'absence du dépôt immédiat d'un projet Gaillard, nous avons décidé - et cette idée semble avoir été retenue par tous les groupes, sauf les Communistes qui ne participaient pas à nos débats - de bloquer momentanément une partie de l'indemnité parlementaire de façon à éviter une autre source de démagogie et d'anti-parlementarisme.
Ceci dit, j'ai posé à M. Gaillard la question de savoir s'il était pour une défense ferme de la monnaie ?
Il a déclaré que l'opération des 20%, il l'avait faite parce qu'elle était devenue nécessaire, mais qu'il n'était pas du tout un "dévaluassionniste", et qu'il comptait se battre sur une parité du franc et du dollar, très proche de celle qui est actuellement fixée.
Tenir les prix ? Eh bien, là, il s'est déclaré partisan d'un retour à l'ordonnance de 1945 qui, vous le savez, permet de fermer les boutiques des commerçants qui se rendent coupables de hausses abusives. Il s'est même montré un peu inquiet, un peu irrité - c'est peut-être beaucoup dire ? - des critiques injustes dont il est l'objet à ce sujet.
Il tient à nous faire savoir que 150 bouchers dans la Seine ont été traduits devant le tribunal correctionnel, et 40 condamnés.
Je lui ai dit : "C'est très bien, cela, cette fermeté, mais ne vous est-elle pas venue trop tard ? Est-ce que vous n'avez pas commencé par lâcher sur les prix ?"
Là, il s'est expliqué en déclarant qu'en juin l'indice avait pratiquement sauté et il a profité de cette fâcheuse opportunité qui lui était offerte, pour supprimer une partie des subventions trop lourdes pour le budget par lesquelles on avait jusqu'à présent essayé de maintenir l'indice.
Je lui ai posé également cette question, et je m'excuse de ne pas l'avoir dite l'autre jour, je l'ai oubliée, mais c'est pourtant important, au groupe socialiste : que penseriez-vous de réformes de structure intervenant pour réduire les circuits de distribution ?
Eh bien, je dois dire que la réponse a été fort favorable et qu'il m'a rappelé qu'il avait été lui-même un des initiateurs des projets de marchés-gare et que, par conséquent, cette idée ne lui faisait pas peur, bien au contraire.

Je l'ai également interrogé sur ce problème des indexations.
Vous savez que notre économie devient très lourde et que chacun veut prendre ses garanties : les anciens combattants, les locataires, les ouvriers - cela va de soi -, les paysans, avec la loi Laborde, si bien qu'on ne peut plus faire la moindre fixation de prix, par exemple, sans qu'on se heurte à des répercussions qui dépassent quelquefois terriblement le problème limité qui était posé à l'origine.
Sa réponse c'est que si on pose le problème de la loi Laborde, par exemple, eh bien, il faudra également poser le problème du SMIG, et un certain nombre d'autres, et selon lui, c'est l'expression dont il s'est servi, c'est une véritable "nuit du 4 août". Il ne l'envisage donc pas dans l'immédiat.
La loi-cadre agricole ?
Il m'a fait d'abord une réponse faible. Il a déclaré textuellement qu'il n'y était pas opposé, mais il s'est empressé d'ajouter ceci : il a déjà pris - vous le savez - des décrets qui fixent les prix des objectifs jusqu'en 1961... ce que d'aucuns pourraient croire risqué puisque, après tout, le gouvernement, au moment où ont paru ces décrets, était déjà démissionnaire. Alors, fixer les "affaires courantes" pour jusqu'en... 1961, c'était faire preuve d'assez d'audace !
Eh bien, il pense qu'il faudra continuer à prendre un certain nombre de décrets pour donner satisfaction fondamentale à l'opinion paysanne, mais il ajoute qu'une loi de ratification devra intervenir - c'est son expression -, et si vous vous reportez d'ailleurs à ses déclarations à l'Assemblée, au moment du vote sur la question de confiance, vous verrez qu'en effet le vote de la loi préparée par notre ami Kléber Lousteau - il l'a dit en propres termes - lui apparaissait déjà le couronnement de tout ce qui est en train de se faire en ce moment.
Je lui ai parlé également... - voyez-vous, je lui ai posé d'autant plus de questions que j'étais seul et alors je me suis fait du scrupule et, comme dit Charles Lussy, je me suis un peu déguisé en "homme-orchestre" ! - de ce que j'appelle ses promesses immédiates aux paysans,
Par exemple : donner 65 litres d'essence à l'hectare, au moins pour la fin de l'année, en attendant de rétablir le carburant agricole ?
De même, qu'est-ce que vous comptez faire au sujet du poids spécifique du blé, puisque c'est vous qui en avez parlé ?
Réponse : Je n'ai pas fait de promesses, j'ai simplement dit que c'était des choses possibles et à envisager.
Et, sur ce point-là, si vous voulez bien vous reporter aux débats, je n'ai pas pu dire le contraire, je suis obligé de lui donner raison. Il a envisagé cela comme des choses possibles, mais c'était en effet en litige dans les 95 milliards d'impôts sur lesquels le précédent gouvernement ne s'était pas encore prononcé.
Je lui ai même suggéré - croyant exprimer votre opinion - que nous voulions en tout cas, nous Socialistes, plutôt que des mesures portant sur la totalité des producteurs de blé, des mesures capables de payer aux petits livreurs le prix garanti.
Il a écouté cela ; je dois dire qu'il n'a pas pris d'engagement.
Il n'a pas paru hostile, mais il m'est impossible, sur ce point-là, de fournir une réponse nette.

Ce qui est en tout très net, c'est qu'il a compris que, lui aussi, demanderait les pleins pouvoirs sur le plan économique et financier, car toute cette tâche, comme l'avait dit lui-même Guy Mollet, est urgente, elle ne peut pas attendre, et il est bien évident qu'on ne peut pas livrer de toute façon de pareilles mesures aux aléas d'un débat parlementaire.
Donc, pleins pouvoirs économiques et financiers, mais je lui ai fait préciser, et Commin l'a confirmé, qu'il n'entendait pas demander les pleins pouvoirs sur le plan social.
Il estime, en effet, que ces problèmes, dont je vais maintenant vous parler, peuvent être aisément réglés sur le plan parlementaire.
Il croit qu'il y aura une majorité pour voter un certain nombre de textes d'intérêt social dont maintenant je vais vous entretenir.
Sur ce plan-là, il a même commencé par des considérations générales que je vous rapporte.
Non seulement, dit-il, je suis d'accord avec le plan Gazier, mais je crois même qu'il faut amplifier et solenniser ce qu'il a appelé le colloque permanent et indispensable avec la classe ouvrière.
Cela, ça nous change évidemment sensiblement de ce qu'avait dit Pinay !
Il est, lui, pour mettre vraiment les travailleurs dans le coup, dans le coup d'une expérience qui ne peut pas se dérouler sans eux.
Alors, l'objet de ce colloque permanent ? Les salaires ? Là, j'avoue que notre conversation n'a pas été très loin dans ce sens.
En tout cas, il a tout de même donné cette précision qu'il est pour le plan social, le troisième plan de modernisation et d'équipement qui ferait aux producteurs leur part dans les futures augmentations de la productivité.
Il a abordé spontanément le projet Gazier sur les comités d'entreprises, pour préciser qu'il ne prenait nullement à bon compte le rapport déposé devant le Parlement, devant l'Assemblée Nationale sur ce texte.
Là, il estime que certaines dispositions démagogiques ont dénaturé l'idée initiale du texte gouvernemental. Il en reste, lui, à ce qu'il croit être les idées principales de Gazier, à savoir : un rapport trimestriel doit être fait par chaque chef d'entreprise à ses employés, à ses travailleurs, sur le marché de cette entreprise, et il veut également, comme Gazier, que les membres du comité d'entreprise ès qualités assistent aux assemblées des actionnaires.
Voilà ce à quoi il tient et ce qu'il estime possible d'obtenir.
À ma question, il s'est déclaré plus réticent sur la réforme des conseils de prud'hommes. Il n'a pas dit : "Non", il a dit : "C'est à examiner."
Spontanément, il m'a parlé du fameux projet sur les honoraires médicaux remboursés à 80%.
Il y a là, selon lui, un problème réel, et il n'est pas du tout pour le laisser prescrire, mais ce qu'il ne veut pas, c'est fonctionnariser la médecine et il a cité avec une certaine horreur l'expérience anglaise qui, dit-il, est en train de mal tourner.
Il a précisé que ce projet, qui était spécialement connu sous le nom de "projet Gazier", viendrait en discussion tout de suite après les "urgences" et ces

Fondation Jean Jaurès

"urgences", ce sont les pleins pouvoirs, c'est le budget, n'est-ce pas. Il viendra après les "urgences" et après également le projet de réforme de l'enseignement. Il accorde une priorité au projet de réforme de l'enseignement dont la discussion a déjà commencé à l'Assemblée Nationale, par rapport à ce projet Gazier. Et il précise encore que pour bien mettre au point l'accord de la majorité, une table ronde sera nécessaire sur ce point.
J'ai fait allusion à un autre projet de Gazier, car la liste était longue, celui qui tend à donner une manière d'assurance aux travailleurs contre les menaces de chômage : les trois mois de salaires garantis.
Réponse : À étudier.
Mais, spontanément, il m'a parlé de la réforme de l'enseignement et il m'en a parlé avec conviction et chaleur.
Il m'a cité, par exemple, ces détails qu'en France nous avons 1 ingénieur pour 3 en Angleterre, et il pense, ce qui est malheureusement exact, que nous sommes un des pays où les barrières de castes - on peut le dire : de castes - sont les plus difficiles à franchir, un des pays où la promotion par l'école est véritablement la plus restreinte au monde.
C'est pourquoi, dit-il, la réforme de l'enseignement est, pour moi, un problème de justice et même un problème national.
Il a ajouté - j'ai pris textuellement ses termes - : "Je ne nie pas le problème, et même je le pose." Mais, il ajoute qu'on n'évitera pas, là aussi, une table ronde, soit avant la reprise du débat, soit pendant le débat car Billières lui-même, selon lui, envisage des modifications à son texte, ne serait-ce que pour l'ajuster aux possibilités financières qui sont actuellement les nôtres.
En tout cas, je vous rappelle que, dans son esprit, ce texte viendra en discussion après les "urgences" et avant le projet Gazier sur les 80 %.
J'en ai profité pour lui demander quelle serait son attitude si un parlementaire, comme ce fut le cas lors de la présentation du ministère Guy Mollet, l'interrogeait sur l'abrogation de la loi Barangé ?
Il s'aligne purement et simplement sur la réponse de Guy, à savoir : texte d'origine parlementaire, a réglé sur le plan parlementaire, chaque ministre votant selon sa conscience.
Au cours de ces discussions, il fut, mes chers camarades, très peu question des problèmes internationaux. Je dois dire que, sinon la nécessité, bien entendu, de maintenir la paix, de ne pas souffler sur le brasier, de faire face à nos obligations européennes, enfin notre position sur le désarmement, etc. Cela fait l'objet d'un large assentiment qui dépasse de beaucoup le groupe socialiste.
Par contre, l'Algérie a été, bien entendu, évoquée sans d'ailleurs que cela pose, dans l'esprit de M. Gaillard, comment dirais-je... des problèmes majeurs.
Voici ce que je peux dire : il se réfère très exactement à la dernière déclaration qui a été faite par Guy Mollet, et quand on lui demande s'il envisage un moyen de mettre fin au conflit, un moyen rapide, il déclare qu'il voudrait que les propositions de cessez-le-feu soient reprises d'une façon plus spectaculaire, je ne sais pas, d'ailleurs, par quel moyen exact ?
Je lui ai en tout cas posé la question : "Est-ce que vous entendez bien discuter

avec les combattants, ce qui est le seul moyen d'y arriver, c'est-à-dire avec les membres du FLN singulièrement ?"
Réponse affirmative.
Au sujet de la loi-cadre, il pense, comme Guy Mollet, qu'il faudra peut-être présenter des ajustements de détail mais, au fond, le même texte qui avait soulevé tant de passions passerait maintenant probablement comme une lettre à la poste au Parlement.
Il est contre le dessaisissement de l'affaire algérienne au profit de tiers, de voisins, même quand ils le réclament.
Là aussi, il se réfère à la déclaration de Guy : si le Maroc et la Tunisie veulent nous prêter leurs bons offices pour faciliter les rencontres, d'accord. Comme arbitres : non.
Publication du rapport de la Commission de sauvegarde ?
Il m'a répondu qu'il ne l'avait encore pas lu, et je n'en suis pas surpris car peu nombreux sont ceux qui ont eu connaissance d'un tel document.
Démobilisation éventuelle d'une partie du contingent ?
Là, très chaleureusement, il s'est prononcé pour. L'économiste qu'il est sait que nous avons besoin, pour l'instant, d'une certaine main d'oeuvre supplémentaire évidemment, dans le bâtiment et ailleurs, et rien qu'au regard de cette exigence, il en est partisan.
Toute une partie des conversations a roulé sur les réformes de nos institutions qui, vous le savez, prennent une place croissante au fur et à mesure que la crise tend à se muer en crise de régime.
Sur la modification du titre 8, définition de l'Union française, comme Pleven déjà, il pense que c'est une opération de longue haleine au cours de laquelle, si nous voulons la mener à bien, il faudra consulter les représentants qualifiés de nos différents territoires.
Quant au renforcement de l'exécutif, il m'a fait part, sans les préciser d'ailleurs toutes, d'un certain lot d'idées qu'il verse aux débats.
D'abord en ce qui regarde la réforme de la constitution, le droit de dissolution serait confié au Président de la République après consultation des deux présidents d'Assemblées.
Il veut également revoir ce qui concerne la question de confiance. Evidemment, nous avons tous, surtout ceux qui suivent des débats, des précisions dans l'esprit, il n'a pas éprouvé le besoin de les donner, si c'est nécessaire on en reparlera. Je crois d'ailleurs que d'une façon ou d'une autre, le Parti devra mettre un dispositif en jeu, c'est déjà commencé du reste, pour prendre position valablement sur ces problèmes, il s'est borné à une énumération.
Il veut également constitutionnaliser les dispositions déjà existantes qui interdisent au Parlement de prendre l'initiative des dépenses.
D'une façon générale, il m'a laissé entendre que le droit d'amendement dans son ensemble était probablement à réviser.
Sur le règlement de l'Assemblée Nationale, il estime que les débats sur l'ordre du jour ne grandissent pas le Parlement, qu'il y aurait peut-être lieu de fixer d'avance une part dans la semaine qui serait réservée aux projets d'initiative

Fondation Jean-Jaurès

gouvernementale et une autre aux propositions d'origine parlementaire. Mais j'ajoute, il a bien insisté là-dessus, que tout cela, ce sont des propositions qu'il entend, lui, verser aux débats de la Commission qui aura à se préoccuper de ces problèmes, ce n'est pas son dernier mot, c'est une base de discussion.
Je lui ai posé la question, à ce moment-là, de la loi électorale et de son rapport avec la révision de la Constitution, car vous savez que certains partis tiennent beaucoup plus à la réforme de la Constitution qu'à la réforme de la loi électorale et inversement.
Eh bien, il a rappelé avec simplicité que son Parti avait déjà pris position en faveur du scrutin d'arrondissement, que lui-même, M. Gaillard, avait pris une initiative parlementaire par le dépôt d'un texte, donc sa bonne foi ne peut pas être suspectée là-dessus. Mais je lui ai dit : "Mais si vous n'arrivez pas à convaincre tous vos partenaires de la nécessité de cette réforme ? Envisagez-vous une position de repli comme par exemple la loi à laquelle le camarade Weill-Raynal a attaché son nom ? Est-ce que cette réforme sera liée à celle de la Constitution ?"
Il m'a dit qu'il envisageait deux comités parallèles travaillant d'une façon concomitante et se complétant, ce sont ses propres expressions.
Il a ajouté encore ceci, c'est que le langage qu'il me tenait, il l'avait tenu aux représentants qualifiés du MRP, ce qui a une certaine importance, car vous savez que certains partis ne sont pas très chauds pour une réforme électorale.
Enfin, j'en arrive à la structure de son gouvernement. Vous savez qu'il le veut durable. Il le veut durable, cela résulte même du programme assez large dont je viens de vous faire part.
En ce qui concerne les personnes, il m'a déclaré, bien entendu, qu'il était prématuré d'en parler, mais il envisage, et vous le savez, un ministère restreint, ne comptant pas plus de 30 membres, et plutôt moins.
Avec quels partis ? Eh bien, il pense que ce que Guy Mollet, dit-il, a cherché à faire, il doit, lui, essayer de le réaliser, c'est-à-dire avoir des Socialistes et tout ce qui, dans la majorité républicaine, veut bien collaborer à cette oeuvre de sauvegarde.
Il ajoute que les Socialistes auront toute leur part.
Quant aux Indépendants, eh bien, il pense qu'il ne peut faire appel qu'à ceux qui, au sein de leur propre groupe, se sont battus, soit pour un vote favorable, soit pour une neutralité bienveillante, à l'égard du gouvernement Guy Mollet.
J'ajoute un mot de commentaire ici, cela paraîtra peut-être bizarre à un certain nombre de nos camarades que cette espèce d'Indépendants existe, mais je dois vous dire qu'elle existe. Dans les couloirs, nous avons vu des gens qui faisaient même beaucoup de bruit, comme M. Temple, pour déclarer que M. Duchet les ammenait dans une impasse, que c'était scandaleux, etc, et d'autres qui sont plus discrets, comme M. Laniel ou comme M. Paul Reynaud, adoptaient exactement la même position.
Eh bien, lui estime que son devoir est de faire appel à cette catégorie d'Indépendants, mais de ne pas compter le groupe des Indépendants pour 100, car il n'a aucune espèce d'espoir de les réunir sous sa houlette, il faut bien le

savoir.
Alors, je lui ai dit : mais en prenant ainsi un certain nombre d'hommes triés sur le volet du côté des Indépendants, d'abord pensez-vous qu'ils vont marcher personnellement, pensez-vous qu'ils ne vont pas traîner derrière eux au moins une partie de leur groupe - la totalité il n'en est pas question ? Oui, déclare M. Gaillard, et il nous engage très fortement, les uns et les autres, à oublier nos ressentiments et il fait appel, il nous l'a dit plusieurs fois, à des événements qui ont été bien plus graves que ceux que nous avons pu constater au cours de l'investiture de Guy. Il y a eu quelques paroles sévères, mais enfin, tout est resté courtois tandis que, dit-il, au temps où Herriot et Poincaré s'affrontaient, on en était aux injures et cela ne s'est pas produit une fois, mais pendant des semaines, et cependant qu'il l'a fallu, Herriot et Poincaré se sont réunis, non pas pour l'éternité, cela n'a duré qu'un certain temps, mais ce qui devait être fait l'a été à ce moment-là.
"Voilà, dit-il, dans quel esprit nous devons aborder ces conversations."
Il ajoute, et voici sa conclusion, que c'est un état d'esprit qu'il veut essayer de faire triompher. Il ne fera au Parlement qu'une déclaration très courte, mais il tient, voyez-vous, à deux choses qui me paraissent d'ailleurs intéressantes. "Je ne reviens pas sur la collaboration avec la classe ouvrière, mais la collaboration avec le Parlement," dit-il et il en parle dans des termes qui me paraissent intéressants.
Il rappelle qu'au temps du cartel, il existait une délégation des Gauches et qu'elle était vraiment associée à l'oeuvre gouvernementale. Eh bien, ce qui se faisait dans ce temps-là, il voudrait le faire avec une majorité plus large, plus composite.
Alors, je lui ai dit : "Si la table ronde, vos tables rondes, une fois de plus, ne tiennent pas leurs promesses", il m'a répondu : "Je sais bien que c'est difficile, mais c'est pourtant la voie dans laquelle il faut essayer."
Il s'agit, selon lui, de donner une conscience de majorité et par là même de refaire marcher la machine parlementaire.
Il m'a également cité, ce qui n'était pas pour me déplaire, les mémoires de Combes, qui ont été publiées récemment. Eh bien, Combes, qui n'était pas un homme de premier plan, a su cependant animer une certaine majorité, garder le contact avec elle.
Alors, voyez-vous, mes chers camarades, c'est dans cet esprit qu'il voudrait travailler, et voilà les propositions sur lesquelles M. Gaillard aurait souhaité que nous puissions lui rendre réponse dès lundi, mais il a ajourné sa présentation à mardi par déférence pour le Conseil national.
Ce compte-rendu que je viens de vous faire, je l'ai présenté sous une forme à peine différente au groupe parlementaire socialiste et au Comité directeur réunis.
Je dois vous dire, non pas les débats qui ont eu lieu, cela nous entraînerait trop loin, mais les décisions qui ont été prises.
Eh bien, mes chers camarades, le président du groupe que je suis devenu a constaté avec beaucoup de satisfaction un accord à peu près général sur un certain nombre de points.

D'abord, à l'unanimité moins une voix, le CD et le groupe ont déclaré voter le préjugé favorable à l'investiture.
On se réunira encore après avoir entendu le discours de Gaillard, car il s'agit pour le moment, bien entendu, d'une prise de position sur les déclarations dont je vous ai fait part. Si celles du Parlement apportaient des éléments nouveaux, ou contraires à ceux que je viens de vous exposer, le groupe et le CD l'apprécieraient, mais pour l'instant, à l'unanimité moins une voix, je tiens à préciser que nous sommes tombés d'accord.
Il y a eu également unanimité sur un autre point. Georges Guille a dit : "Mais tout cela est très gentil, nous voilà favorables à une investiture si elle se présente comme cela, mais pourquoi s'entête-t-il à demander notre participation ? Est-ce qu'on ne pourrait pas le persuader de former son gouvernement sans nous ? Il aurait nos voix, notre soutien, nous sommes des hommes de parole, nous l'avons montré, est-ce qu'en entrant dans son gouvernement, on ne va pas compliquer sa tâche au lieu de la faciliter ?"
J'ai répondu, et je n'ai pas été le seul, tous ceux qui avaient vu Gaillard l'ont fait, que s'il y avait une idée qu'il excluait, c'était bien celle-là. Néanmoins, après tout, j'ai admis très volontiers que je n'avais peut-être pas plaidé la cause avec assez de persuasion et j'ai simplement demandé au groupe de m'adjoindre l'auteur de la proposition Georges Guille pour que tous deux on puisse mettre véritablement toute la force de conviction qui nous est permise.
A l'unanimité donc, Georges Guille et moi-même nous avons été envoyés de nouveau pour prendre contact avec Gaillard.
Ensuite, la décision suivante a été également prise à l'unanimité, à savoir que si par hasard on arrivait à convaincre Gaillard, il n'y avait pas de problème, ce n'était pas la peine de vous déranger. On aurait vraisemblablement voté l'investiture et du moment qu'il n'y avait pas participation, on prenait, si je puis dire, sur nos épaules le soutien. Mais on s'est dit que si Gaillard refusait, alors cela deviendrait plus grave, et sur la proposition de Guy Mollet qui a été votée à l'unanimité, on a dit que si la réponse était négative, le Conseil national serait convoqué.
Eh bien, mes chers camarades, je n'ai plus à vous rendre compte maintenant que de cette suprême entrevue qui a eu lieu entre Gaillard, Guille et moi.
Nous lui avons fait part d'abord des décisions que je viens de vous rappeler. Pour être absolument sincère, sans manquer complètement à l'objectivité, nous avons légèrement forcé la dose où il le fallait, c'est-à-dire que sans dire que le préjugé favorable à l'investiture avait déchaîné des torrents d'enthousiasme, nous avons dit que cela avait été pris avec beaucoup de chaleur, et ma foi ce n'était pas totalement inexact.
Nous avons ajouté, et là peut-être avons-nous alors forcé en sens inverse, qu'en ce qui concernait la participation, ce n'était pas du tout acquis, que, par conséquent, il serait peut-être prudent de se contenter du soutien. Guille a même trouvé cette formule : "Pourquoi diable insistez-vous pour troquer une certitude que nous vous apportons contre des hypothèses, car en vous entêtant à demander la participation socialiste, nous sommes dans le brouillard, nous ne pouvons pas

vous dire d'avance ce que fera le Conseil national."
Eh bien, la réponse de Gaillard a été la suivante, c'est que maintenant il n'était plus libre de sa décision. D'abord, il s'était engagé devant le public par ses déclarations faites à la presse et, ce qui lui semblait plus grave, devant son groupe. C'est ainsi qu'il avait été mandaté et il lui paraissait impossible de revenir sur cet accord.
Nous lui avons dit : "Prenez garde, ne vous laissez pas enfermer, le public n'est pas du tout antipathique aux gouvernements de minorité, il sait bien les difficultés qui attendent un gouvernement trop large et voir une équipe plus restreinte et plus nerveuse, jeune par-dessus le marché, ce n'est pas pour lui déplaire." On lui a donné tous les encouragements qui nous sont venus à l'esprit.
De même, on lui a dit, en ce qui concerne le groupe radical : s'il y a une chose dont lui ne peut pas douter, c'est de la fidélité, de l'absolue loyauté, qui est une des traditions du groupe parlementaire socialiste, donc qu'il ne croit pas qu'on lui donnera davantage par notre participation que par notre soutien.
Réponse de Gaillard : "Je sais bien que ce que vous dites est vrai, mais j'en suis au point où je ne peux pas créer cette déception chez mes propres amis."
Et là je vous prie de mesurer l'argument, il nous a dit que s'il revenait sans la participation socialiste, il n'était même pas sûr du tout d'obtenir la participation d'un certain nombre de Radicaux... (rumeurs)... Eh bien, c'est comme cela, et il nous a dit que prenant l'exemple de René Billères, il n'était pas sûr dans ce cas d'obtenir son concours, et que nous lui demandions vraiment quelque chose de dur à avaler.
Toujours dans cette lancée, il a fait allusion, parlant notamment de ce qui se passe dans le sud-ouest, auquel il tient plus ou moins, à l'union entre Socialistes et bons Radicaux, je sais bien, a-t-il dit, qu'il y en a de toutes sortes, qui est encore dans ce désordre des esprits et des choses une des rares choses solides auxquelles on peut se raccrocher.
Il a dit cela avec une certaine sincérité, avec beaucoup de sincérité selon moi.
On ne s'est pas encore tenu pour battus. Oh ! je ne vais pas vous raconter tout ce qui s'est dit, je résumerai. Nous lui avons dit : "Mais en admettant que notre participation à votre gouvernement rassure vos amis radicaux, vous croyez que les modérés, ça va leur donner envie de voter pour vous ? Est-ce que vous n'allez pas installer l'instabilité au coeur même de votre équipe ?"
Gaillard nous a répondu que les problèmes que nous nous posons, les modérés se les posaient aussi, que la pression des faits que nous ressentons doit s'exercer également sur eux, par conséquent que les velléités centrifuges seront par là même limitées.
Il sait bien, ajoute-t-il, qu'une équipe nombreuse ne présente pas pour autant une garantie de durée, mais il reprend les arguments de la difficile négociation que nous allons avoir à soutenir à l'étranger, à l'étranger où la France, on ne le dira jamais assez cela, tient le record dans la réputation des pays pour l'instabilité ministérielle.
Gaillard nous dit même : si mon gouvernement ne dure pas un jour de plus, l'étranger le croira, car l'étranger n'est pas très au courant malgré tout de ce qui

se passe en France, il juge sur le résultat global et du moment que l'assise parlementaire sera plus large, même si ce n'est pas vrai, l'étranger nous accordera, à ce moment-là, un préjugé favorable de sérieux, un crédit que nous n'aurons pas sans cela.
Et là, il a trouvé des accents que, je vous le dis franchement, j'ai trouvé touchants, il a dit : "Au surplus, vous savez bien que je suis un jeune parlementaire, que je ne suis pas un grand parlementaire. Eh bien, si on me lance dans cette bagarre sans que j'aie autour de moi une équipe assez large, l'échec est assuré d'avance."
Voilà ce que nous avons entendu. Je ne peux pas vous raconter tout ce qui s'est dit. Nous avons fait appel, Quille et moi, à un registre varié jusqu'à des arguments qu'il me serait difficile de vous dire du haut de cette tribune.
Je veux tout de même en retenir quelques-uns uns ; Guille lui a dit : "Dites donc, si vous nous aviez proposé çà à nous, un soutien du genre de celui qu'on vous propose, car c'est cela, 100 députés, 100 mandats, 100 voix régulières assurées, et pas un portefeuille, vous ne croyez pas que cela nous aurait été agréable ? Qu'est-ce que vous pouvez demander de mieux ?"
J'ai renchéri pour ma part en lui disant : "Au fond, si on faisait l'analyse des crises, on verrait que ce n'est pas tellement les Indépendants qui nous ont fichus par terre, c'est bien certains de vos amis radicaux."
Oui, on lui a dit tout cela et bien d'autres "vacheries" encore, passez-moi l'expression, mais il nous a répondu qu'il était têtu comme un paysan de je ne sais quel pays, il nous a opposé la douce et ferme obstination qui est un peu dans sa manière, bref nous sommes descendus de son bureau pour aller rendre réponse à Commin. La réponse étant négative, Commin a lancé les invitations au Conseil national, et c'est pourquoi vous êtes ici.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je demanderai à ceux d'entre vous qui veulent prendre la parole de bien vouloir s'inscrire, dans la mesure du possible, ce matin, de façon que nous puissions organiser le débat s'il y a lieu.
La parole est à Bailly, Belfort.

Bailly (Belfort)

Camarades, je viens ici vous donner le point de vue de ma fédération du territoire de Belfort et je dois vous dire que nous sommes actuellement atterrés de voir la réaction de l'opinion publique. Je ne parle pas uniquement de nos camarades, que nous avons réunis dimanche en commission exécutive et en commissions, mais je parle également de l'opinion publique, des gens modérés, qui ne sont pas partisans.
Vous savez qu'à Belfort nous avons une usine qui est très importante, c'est l'Alsthom qui compte 9 000 ouvriers. Or, c'est à l'Alsthom surtout - car l'Alsthom est la moitié de Belfort - que j'ai essayé de voir la réaction de l'opinion publique.
Or, qu'il s'agisse non seulement des ouvriers mais des employés, des petits

"ronds de cuir", ils sont absolument dégoûtés du parlementarisme - le mot n'est pas trop fort - et ils ont une lassitude totale et ils sont prêts à accepter n'importe quel gouvernement pourvu qu'il y ait un gouvernement.
Voilà où nous en sommes, voilà l'opinion que j'ai recueillie dans le monde ouvrier du territoire de Belfort.
Ceci, évidemment, est assez grave parce que non seulement ils sont prêts à accepter n'importe quel gouvernement, mais ils sont prêts, en particulier dans notre région de l'Est, à aller au Communisme – et je parle de gens modérés, de gens qui n'étaient pas du tout partisans.
Quant à l'opinion de nos camarades, exactement, elle tend vers un front populaire et on a beau leur dire : "Mais calculez, arithmétiquement parlant vous verrez qu'il n'y a pas de majorité de Gauche, de front populaire actuellement au Parlement." On a beau leur dire : "Faites attention, rappelez-vous que les événements de Hongrie ne sont pas si vieux, rappelez-vous les événements de Tchécoslovaquie, etc." Il faut reconnaître que malgré tout, il y a un courant aveugle, instinctif peut-être, à la base qui se dit : "Il faut en sortir et il n'y a qu'un seul moyen, c'est un front populaire." Et l'on perçoit cet argument que l'on entend toujours : "Je crains plus les gens de droite que je ne crains les gens de gauche."
Il faut bien se mettre dans cet état d'esprit que les camarades de la base n'ont pas encore senti que les Communistes étaient menés par l'étranger ; ils voient encore les Communistes de 1936.
Ce qu'il y a de grave également, c'est ce que je vous disais tout à l'heure : on est prêt à accepter n'importe quel gouvernement et l'opinion publique tout entière dit : "Il faut un gouvernement et ne pas poser de conditions."
Je crois que nous avons peut-être eu tort et j'ai entendu tout à l'heure dans le rapport de Deixonne, je crois qu'on parle de problèmes à longue échéance qu'il ne faudrait pas traiter maintenant parce que, dans l'immédiat, je crois qu'il faut faire un gouvernement et prendre la première réforme indispensable : la loi électorale. Je crois que c'est cela qui presse le plus et que toutes les autres réformes, si nécessaires fussent-elles, sont à plus longue échéance. Je pense aussi que l'opinion publique est favorable, dans sa grande majorité, à un scrutin majoritaire quel qu'il soit. Personnellement, peut-être par ma formation, je pense que le système électoral anglais de la loi majoritaire à un seul tour, si injuste soit-il, permet seul de voir une majorité qui gouverne et je pense que même si nous devions, à la première législature, faire les frais de cette opération de scrutin majoritaire à un seul tour, il faudrait la faire, parce qu'il y aurait au moins un gouvernement de majorité qui pourrait gouverner et je suis sûr qu'après une législature de droite, nous aurions, à ce moment-là, une législature de gauche. En tout cas, nous n'aurions pas ce spectacle abominable aux yeux de l'étranger d'avoir un pays qui n'a pas de gouvernement alors qu'il y a des problèmes très graves comme l'Algérie, en particulier, sans parler des problèmes financiers !
Je pense que nous avons eu tort, dans le projet d'investiture de notre camarade Guy Mollet, de poser des problèmes comme la réforme des comités d'entreprise.

Je sais bien que c'est nécessaire, cette réforme des comités d'entreprise, mais il faut voir la réalité, les comités d'entreprise ne pourront fonctionner décemment que lorsque la classe ouvrière pourra s'instruire dans des universités ouvrières et sera capable de discuter avec les patrons. Or, nous n'en sommes pas là ! Les comités d'entreprise, à l'heure actuelle, servent à distribuer des patates et c'est tout ! C'est exact, je vois le comité d'entreprise de l'Alsthom, qui est pourtant une grande boîte, les gars ne sont pas capables de discuter avec les patrons et les patrons sont capables de leur faire avaler n'importe quelle couleuvre !

La situation économique à l'Alsthom est très favorable actuellement parce que les locomotives électriques, en particulier, que l'on fabrique à raison de 8 par mois, vont voir leur fabrication augmenter de 30 à 40% et l'Alsthom va également augmenter ses locaux, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elle veuille augmenter ses ouvriers, pas du tout ! ...

De même pour la réforme de l'enseignement, je suis moi-même enseignant et je sais qu'il faut faire une réforme de cet enseignement, mais peut-être pas immédiatement.

A l'heure actuelle, nous avons le feu à la maison, il faut courir au plus pressé, il faut donc ne pas mettre des conditions draconiennes mais en mettre une : qu'on ait l'assurance que dans les trois mois qui vont suivre on ait une réforme électorale, parce que si nous arrivons, de crise en crise, à la dissolution, nous aurons la dissolution avec la même loi électorale, c'est-à-dire avec la même absence de majorité !

En ce qui concerne M. Gaillard, je crois que, dans l'opinion publique, il y a un préjugé favorable. Pourquoi ? Parce qu'il est jeune, parce qu'il est dynamique ; je crois que ça nous a fait du tort que dans la liste ministérielle on ait parlé de gens qui sont maintenant imbuvables comme Daladier ou comme le père Queille. Dans l'opinion publique actuellement on dit : "On voudrait un jeune pour que ça change." Les difficultés ne viendront pas de nous, parce qu'au Parti Socialiste nous ne sommes pas opposés aux jeunes, la meilleure preuve est que nous sommes ici, mais c'est au Parti Radical que M. Gaillard rencontrera les plus grandes difficultés. Est-ce que vous croyez que les vieilles barbes du Parti Radical vont accepter de gaîté de coeur qu'un jeune de 38 ans soit Président du Conseil ? Ils vont lui jeter des peaux de bananes et je crois que les difficultés les plus grandes viendront non pas de nous mais de son propre parti.

Donc, camarades, je ne veux pas parler plus longtemps, je ne veux pas abuser de ce micro, simplement j'ai voulu vous donner honnêtement la réaction de l'opinion publique belfortaine et non seulement de nos camarades du Parti, mais également des modérés.

Je dois vous dire que je connais assez bien Belfort et que j'ai la chance de m'être présenté au nom du Parti et, René Naegelen peut vous le dire, il en était même étonné, j'ai réussi à faire 25% des voix dans ce territoire de Belfort. C'est vous dire que, quand même, je connais bien l'opinion publique et qu'elle réagit assez favorablement.

(Applaudissements)

Collection Jean Lacouture

Le président - La parole est à Guillemoteau des Alpes-Maritimes.

René Guillemoteau (Alpes-Maritimes)

Camarades, je n'ai pas l'habitude d'abuser ou d'user beaucoup de cette tribune. Mais la situation, actuellement, est assez grave pour qu'un vieux comme moi vienne ici donner un point de vue sur la situation, ayant, je crois, une connaissance assez profonde et de l'opinion publique et de l'opinion du Parti.

Je voudrais surtout, mes camarades, vous montrer l'opinion de l'homme de la rue sur la situation du moment et montrer surtout la contradiction qui existe incontestablement entre les chances que l'histoire offre à la France et l'impuissance d'un Etat qui est paralysé actuellement par le pire des byzantinismes.

Ce byzantinisme, mes camarades, nous l'avons même dans le Parti, il faut le reconnaître ; trop souvent on discute sur des mots et sur des virgules. La France, voyez-vous, risque d'en mourir au moment précis où, pourtant, les circonstances extérieures et intérieures du pays sont conjuguées pour offrir un relèvement qui paraît presque miraculeux.

Je vous demande si la France et la SFIO vont être assez aveugles pour continuer les querelles byzantines au lieu d'agir et de sauver tout ce qui peut et qui doit être notre avenir, ce qui doit refaire la France avec sa grandeur d'autrefois.

J'ai dit, mes camarades : les chances que l'histoire donne à la France et dans bien des cas, d'ailleurs, ces chances ont été mises en valeur par des camarades du Parti Socialiste au gouvernement. Quelles sont ces chances - les chances immédiates, bien sûr ?

En Algérie en particulier, où se trouve actuellement la clé qui ouvre l'avenir du pays.

Eh bien, l'influence du FLN décline de jour en jour. Ses voies de ravitaillement en armes sont coupées. Actuellement, les populations musulmanes semblent tourner le dos aux agitations du FLN. Les bandes du FLN se désagrègent, fait important, les récoltes de 1957 ont été faites sans avoir besoin de la protection de l'armée, ce qu'il avait fallu faire en 1956.

Les réseaux clandestins sont actuellement désorganisés. La rébellion n'est plus qu'une entreprise de sabotages locaux et on peut dire que la situation en Algérie n'a plus la virulence qui pouvait justifier une intervention internationale.

Dans le même temps, mes camarades, nous constatons, sur le plan diplomatique, une amélioration de la situation de la France. On ne peut pas nier que le Spoutnik et les événements turco-syriens ont ouvert les yeux à nos amis américains. Il devient évident pour l'Amérique que la position de la France en Afrique est le plus sûr barrage à l'expansion communiste vers Casablanca et Dakar et que les pétroles sahariens ne doivent pas, demain, tomber dans des mains qui, déjà possédant les pétroles du Moyen-Orient, savent en faire un moyen de chantage.

Il n'est pas contestable qu'actuellement le front atlantique est en train de se ressouder et, il y a un an, il semblait prêt à éclater.

Dean Achison lui-même aujourd'hui semble regretter de ne pas avoir suivi Guy

Fondation Jean Jaurès

Mollet dans l'affaire de Suez et, ces jours derniers, au Congrès américain, Mistress Bolston disait : "Si la France abandonne l'Algérie, ce sera l'URSS qui la remplacera."
Il est de toute évidence que la grande offensive des pays arabes contre la position de la France en Afrique est en train de faire long feu. Ça, ce sont nos chances immédiates.
Mais nos chances dans le temps sont aussi sérieuses, il faut les revoir et les regarder au moment de prendre une position absolument catégorique sur une participation ministérielle.
Sur le plan économique, nous avons - et cela encore grâce à l'action de nos camarades au gouvernement - tous les atouts pour résoudre le problème de l'énergie, ainsi d'ailleurs que celui des matières premières.
Or, ces deux problèmes résolus, ce sera, j'en suis certain, le problème de la balance des comptes et, par conséquent, celui des devises qui se trouvera résolu.
Est-il besoin de rappeler que les gisements de pétrole du Sahara peuvent, dans 10 ans, couvrir les besoins de la France et, dans 20 ans, devenir les fournisseurs de l'Europe.
Le fer de Guinée, du Sahara, du Gabon, double et triple nos réserves de Lorraine. De même pour la bauxite de... et de Guinée, de même pour le manganèse.
En France, depuis un an, l'expansion économique s'est maintenue et elle s'est maintenue alors que partout ailleurs dans le monde et en Europe cette expansion économique avait faibli, même en Allemagne. Toutes les régions françaises se développent et se développent de façon presque miraculeuse.
Et pendant ce temps-là, le Parlement s'essouffle pour des constitutions ministérielles !
Ne sentez-vous pas, mes camarades, que devant de telles contradictions, le peuple de France et celui de l'Europe commence à se demander si nous ne sommes pas dans une maison de fous !
Nous, Socialistes, nous sommes à la base de toutes les améliorations apportées dans ce pays. Nous avons le devoir de persévérer dans cette action et de sauver la France. Nous sommes un parti de gouvernement. Nos camarades au gouvernement ont donné la preuve de ce que le Parti Socialiste pouvait faire. Aussi, notre devoir est d'être là où des décisions vont être prises et d'y préserver tout ce que nous voulons défendre.
Autant nous considérions comme une erreur de tactique l'essai de constitution du cabinet de Guy Mollet il y a quelques jours étant donné les désastreuses conditions où il devait se constituer parce que ce cabinet ne pouvait faire la politique que de Pinay et donnait au Parti Socialiste toutes les responsabilités de l'opération et l'impopularité des mesures qui s'imposent.
Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Si nous sommes présents dans un cabinet de défense républicaine sans prendre les responsabilités de la Présidence du Conseil, nous pourrons empêcher certaines mesures fâcheuses qui pourraient être prises en notre absence. N'oublions pas que ce gouvernement va demander les pleins pouvoirs. Il faut donc que nous soyons là pour voir les dispositions qui

Fondation Jean Jaurès

vont être prises et empêcher que ces dispositions soient contre la classe ouvrière.
Nous seuls pouvons défendre les intérêts des travailleurs, nous seuls pouvons dire non à des mesures réactionnaires ; soyons donc là pour dire non quand il le faudra.
Nous n'avons rien à abdiquer de notre idéal, rien à renier de nos conceptions, mais nous devrons être clairvoyants et nous ne pouvons abandonner le poste d'observation que constitue la participation.
Le gouvernement a des mesures draconiennes à prendre pour résoudre les questions financières et économiques et nous saurons empêcher qu'elles affectent les conditions de vie des travailleurs et permettent qu'elles soient équitablement réparties.
Nous ne pouvons faillir dans cette voie nationale. Les masses travailleuses, d'ailleurs, soyez-en sûrs, seraient en droit de nous dire : "Vous avez fui les responsabilités en nous sacrifiant, en agissant ainsi vous reniez votre passé."
Cet essai de constitution de gouvernement aujourd'hui est le dernier qui puisse se tenter avant que le mécontentement populaire ne se manifeste d'une façon très grave et très sérieuse.
La carence du pouvoir est la préparation à l'aventure, mes camarades. Pensez à ceux qui guettent cette occasion favorable !
Par conséquent, assez de byzantinisme et ne sombrons pas dans le ridicule.
(Applaudissements)

Léon Boutbien

Camarades, la France a besoin d'un gouvernement ; la crise est là et l'impératif qui pèse sur nos épaules est redoutable.
En pleine crise du commerce extérieur, en pleine tendance inflationniste grave sur le marché intérieur, nous voyons, de jour en jour, la situation se détériorer, se dégrader, et ceci dans un climat que notre camarade de Belfort a exactement décrit.
Une indifférence quasi générale, une hostilité non déguisée au régime parlementaire et aux institutions républicaines et quelque chose comme un scepticisme profond naissent dans l'opinion publique à l'égard de la démocratie elle-même.
On est prêt, dans ce pays, aujourd'hui, pour sortir de cette situation, pour sortir de cette crise, à accepter une formule providentielle, et je considère, pour ma part, que c'est parfaitement redoutable, car, à la différence de 1934, si les institutions républicaines étaient aujourd'hui menacées, vous n'auriez plus la possibilité de trouver dans le pays le sursaut suffisant pour faire face aux menaces qui pèseraient sur la République.
Mais je peux le dire à cette tribune, car nous sommes ici entre nous, pendant cette période de crise il y a eu un événement qui a porté un coup redoutable à l'autorité de l'Etat républicain, ce fut la grève de l'électricité ; jamais une grève n'a véritablement eu un tel caractère, jamais une grève ne s'est développée avec l'absence d'autorité de l'Etat ; jamais le peuple n'avait pris conscience qu'en définitive l'autorité de l'Etat pouvait être mise en balance par une catégorie

Confédération Jean Jaurès

sociale de ses citoyens.
C'est tellement vrai et tellement net que cette paralysie de l'économie française pendant 24 heures a modifié et a bouleversé les consciences républicaines les plus authentiques. Je ne veux pas discuter sur le bien-fondé de la grève, mais je dis simplement que le fait de l'avoir laissée se développer, alors qu'il n'y avait pas d'interlocuteurs, qu'il s'agissait du secteur public, cela remettait en cause beaucoup de notions pour lesquelles nous avons lutté.
Camarades, quand nous luttions contre les compagnies privées qui distribuaient l'électricité, nous luttions avec la conviction qu'un service public ne devait pas être la propriété d'une minorité, mais nous n'avons jamais dit, en luttant pour la nationalisation, qu'il devait être la propriété de ceux qui le faisaient fonctionner et qu'il cesserait par là-même d'être service public.
Cela a été grave, et je considère que dans la désintégration des rapports de forces de l'Etat c'est un facteur sur lequel les Communistes vont s'appuyer désormais, car n'oubliez pas que profitant de notre désintégration progressive, de ce manque d'autorité, de cette décomposition, les Communistes mènent habilement un jeu qui conduirait rapidement sur des chemins dont nous savons tous les redoutables conséquences.
Alors, aujourd'hui, un parti comme le nôtre, un parti courageux, un parti qui s'est battu de tout temps pour faire prévaloir les conquêtes sociales de la Résistance, un Parti qui a su se dépasser lorsque l'intérêt des travailleurs et l'intérêt du pays l'exigeaient, ce Parti doit répondre de manière claire à une question qui lui est posée.
Il ne s'agit pas de biaiser ; vous savez que le problème qui se pose aujourd'hui c'est : ou la participation ou pas la participation.
Vous sentez bien que si vous dites que vous votez l'investiture et que vous ne votez pas la participation, compte tenu des déclarations faites par notre ami Deixonne, la réponse du Président du Conseil désigné sera celle que vous devinez.
Mais ce qui est beaucoup plus grave que cela c'est que si l'on se laisse entraîner à cette position qui consiste à voter l'investiture sans prendre nos responsabilités directes quand viendrait l'heure, qu'adviendrait-il ?
Je voudrais que nous fassions entre nous un examen très honnête de la question.
Est-ce qu'il s'agit, en fait, de défendre du ministérialisme, comme on le défendait avent 1914 ? Est-ce qu'il s'agit de défendre une thèse de participationnisme, pour la participation, dans je ne sais quel but, quel caractère politicien qui nous serait offert ?
Vous sentez bien que non, qu'aucun de nos camarades, aucun d'entre nous ne serait susceptible de se laisser entraîner par une telle facilité.
Mais aujourd'hui, dans cette période de transition historique que nous vivons, une participation à l'exécutif prend un tout autre caractère que dans une période d'économie libérale.
Nous avons d'abord à maintenir l'acquis et ce n'est pas tellement facile, car toutes les conquêtes sociales de la Résistance ont modifié, d'une façon sensible, les structures économiques, les structures sociales, les structures politiques de

notre pays.
Nous avons modifié les structures économiques par les nationalisations qu'il faut défendre contre toutes les attaques d'intérêt privé.
Nous avons à défendre les lois sociales que nous avons fait voter qui ont modifié la condition d'existence des travailleurs, toutes les lois sociales du gouvernement de notre camarade Guy Mollet en particulier. Enfin, vous le sentez tous, l'intervention même de l'Etat dans l'économie, dans la mesure où elle peut orienter cette économie vers une sélection du crédit, vers une politique de construction, de constructions scolaires, autant d'éléments qui conditionnent une position d'ensemble.
Déjà maintenir l'acquis est une condition indispensable.
Il y a aussi un autre point. On va voter l'investiture, le gouvernement va demander les pleins pouvoirs. Est-ce que vous croyez que vous ne porterez pas la même responsabilité aux yeux de l'opinion publique sur le contenu de ces pleins pouvoirs si vous les avez votés sans être capables de participer à leur exécution ?
Alors, posez-vous bien la question.
C'est bien de l'intérieur du système que se juge l'efficacité du pouvoir ; il vaut mieux être présent qu'absent, dans de telles circonstances.
Enfin, la France va arriver à un débat redoutable à l'ONU, est-ce que vous croyez qu'un gouvernement de minorité aura l'autorité morale et politique nécessaire, dans un moment aussi grave sur le plan international ?
Est-ce que vous ne pensez pas qu'aujourd'hui le fait même que le gouvernement ait une autre assise, une assise plus large que le précédent, ne soit pas un facteur positif de la politique française, alors qu'elle est présentée à l'opinion internationale comme une accusée et qu'elle doit démontrer non seulement ses intentions, ses résultats, et faire justice des accusations qui pèsent sur elle ?
Est-ce que vous croyez que ce pays ne mérite pas un autre sort plus heureux que d'être toujours torturé, déchiré, comme il l'est, exploité par des puissances étrangères qui viennent ici pour le mystifier, le transformer ?
Véritablement, j'ai la conviction, en disant que nous sommes pour la participation, que nous avons cette préoccupation qui reste, hélas, celle du monde moderne, depuis que nous sommes entrés dans le Pacte Atlantique, depuis que nous avons participé à une organisation de défense du monde libre, nous sommes bien obligés de tenir compte de l'assise parlementaire pour cette défense.
Vous savez très bien, aujourd'hui, que toute la politique extérieure russe menée contre la France vise à la dislocation de ce Pacte Atlantique, de façon à ce que la voie soit ouverte pour qu'elle arrive sur Paris ; et alors, quelles seraient les forces que vous opposeriez si vous disloquiez l'assise internationale sur laquelle repose aujourd'hui l'existence même de notre pays ?
C'est peut-être une réalité redoutable, mais il faut en tenir compte.
Ne croyez pas que notre prise de position en matière de participation ne demande qu'une condition de conservatisme, nous avons beaucoup de tâches à accomplir dans les mois qui viennent.

Fondation Jean Jaurès

Je vous ai dit au début que la situation de notre commerce extérieur exigeait des mesures rapides, des mesures rapides en application immédiate et aussi des mesures à plus long terme ; mais il faut que l'on puisse appliquer ces mesures sans porter atteinte au plein emploi, sans porter atteinte au progrès économique, sans porter atteinte au progrès social, c'est-à-dire sans porter atteinte pratiquement à tout ce qui a eté le fondement de la politique socialiste au cours des dernières années.

Alors, avez-vous réfléchi qu'à partir du 1er janvier prochain la France va engager sa première tranche du marché commun ?

N'êtes-vous pas un peu inquiets de voir dans quelles conditions cette approche se fait ?

Ne croyez-vous pas que tout peut être mis en cause par le fait même que nous n'aurons pas préparé suffisamment notre économie, notre opinion à cette chose nécessaire ?

Il y a plus, vous sentez bien que notre rôle au sein d'un gouvernement de ce genre serait de hâter la réalisation d'une véritable réforme électorale.

Une des grandes difficultés actuelles vient de là.

Le Parti s'est prononcé pour un type de scrutin majoritaire, je demande au Parti de se battre sur cette position, mais de ne pas rester intransigeant si l'on demande des positions qui permettraient de dégager une loi majoritaire et une réforme de la Constitution.

Camarades, sur ce point je voudrais mettre le Conseil national en garde contre des improvisations trop hâtives. On a trop tendance à confondre les réformes du règlement de l'Assemblée Nationale avec les réformes de la Constitution.

Si sur le problème de la réforme de la Constitution nous sommes d'accord pour aborder la réforme du titre 8 qui concerne l'Union française, je vous assure que certains projets qui ont circulé ces temps derniers méritent, de la part du Parti, un examen approfondi, avant d'engager ce pays dans une voie qui pourrait le conduire soit au régime présidentiel, soit à un régime qui risquerait de mettre en cause les bases démocratiques réelles sur lesquelles il fonctionne.

Enfin, nous avons aussi une chose à faire, et c'est là qu'il faudrait que les camarades comprennent pourquoi, dans une certaine mesure, la participation de certains modérés à une expérience Gaillard pourrait avoir un effet positif dans l'avenir de la politique française. Je crois, pour ma part, qu'il faut absolument éviter - et ceci n'est plus du domaine de la doctrine politique, c'est du domaine de la tactique politique -, nous avons tout intérêt à éviter, lors des prochaines consultations électorales, qu'une cristallisation des Droites se fasse, cristallisation des Droites dont les Indépendants seraient les chefs de file, ce qui cesserait d'avoir le caractère activiste des mouvements d'Extrême Droite, comme Poujade, ce qui rassurerait certains, et ce qui mettrait en difficulté l'avenir législatif lui-même.

Si l'on ne tente pas une opération de dislocation de droite, si l'on n'essaie pas de montrer aux modérés leur contradiction interne et si l'on n'extrait pas de ces modérés ceux qui auront, sur l'essentiel des problèmes, voté à peu près comme nous, je dis très franchement que si nous ne faisons pas cela, nous commettrons

Fondation Jean Jaurès

une erreur de tactique politique.
Je trouve que l'idée du compromis, outre ses avantages sur le plan de l'autorité de l'Etat et du gouvernement, a cet autre avantage ultérieur de créer l'impossibilité, pour les Indépendants, de se cristalliser contre le régime, contre ce qui existe, puisqu'ils seront pris eux-mêmes dans l'engrenage et qu'ils seront divisés eux-mêmes.
Enfin, on nous a parlé d'une menace de front populaire qui naîtrait par la base. J'ai entendu des camarades nous dire cela ; je voudrais m'expliquer.
Nous sentons parfaitement l'importance du facteur social dans la conjoncture actuelle, facteur social d'autant plus apparent qu'aucune mesure, pendant la période de crise, n'est prise contre les menaces ; mais est-ce que vous croyez que le front populaire va naître à travers des prétextes de revendications serrées ?
Est-ce que la valeur des revendications autant qu'elles existent, qu'elles sont valables, que nous les soutenons, suffit à les justifier ?
Mais non !
Le camarade qui nous parlait d'Alsthom a dit une chose que j'ai retrouvée dans beaucoup de bouches chez les camarades ouvriers : c'est la crise de l'autorité de l'Etat, cette espèce de désespérance qu'ont les hommes de pouvoir voir une perspective se dessiner devant eux qui les amène insensiblement à se regrouper derrière des organisations de force, d'autorité, et quelquefois même de dictature.
Le front populaire naîtra alors autant de la revendication sociale qui sera d'ailleurs suscitée que de la peur, et à ce moment-là on reconnaîtra, dans ce pays, le climat de 1947, climat dans lequel les ouvriers libres étaient l'objet de menaces incessantes sur le lieu de travail, pour les forcer à adhérer à l'organisation, pour les amener à entrer dans le front populaire, et cette fois-ci ils seront dans une situation telle qu'ils n'auront plus les assises d'un gouvernement
Aussi longtemps qu'on laisse se développer l'action du Parti Communiste sans remédier à ses excès, autant on laisse étrangler les libertés essentielles à la base, on crée par là même les conditions du front populaire.
Il ne s'agira peut-être, en la circonstance, que d'une petite proposition transactionnelle, où un M. Mendès-France acceptera les Communistes pour être investi, et les événements iront vite.
Si nous commettions l'erreur de suivre un tel mouvement, je puis dire que ce serait une coupure dans le Parti, une coupure profonde avec les électeurs du Parti qui ont vu dans le Parti le meilleur rempart contre toutes les dictatures, contre toutes les tentatives de démocratie populaire.
Réfléchissez, camarades, l'enjeu en vaut la peine. Je comprends les difficultés ; mais je voudrais faire une observation avant de conclure. Lorsque j'entends certains camarades faire des grands discours sur ce qu'on appelle les doctrines politiques en présence, je veux bien... Je veux bien... Je ne crois pas d'ailleurs que ce soit aussi simple que cela paraisse ; que les uns disent : "Nous sommes pour l'impôt", que les autres disent : "Nous sommes pour l'emprunt", je veux bien ; l'expérience démontre que quand ils sont au pouvoir ils sont en face de réalités et ils font selon les besoins l'impôt ou l'emprunt et les grandes

Fondation Jean-Jaurès

discussions s'éteignent devant les exigences du moment ; nous-mêmes, Socialistes, nous n'hésitons pas à faire un emprunt bien que nous soyons prêts à une certaine pression fiscale.
Dans certaines conjonctures il n'y a pas qu'une vérité, il peut y en avoir plusieurs. Nous sommes aujourd'hui à un tournant décisif de l'histoire de notre République 4ème du nom ; nous l'avons gagnée cette République, elle a été le produit de la Résistance française, ne l'oublions pas, elle est sortie de l'occupation, elle est sortie du noir, elle a relevé ce pays, elle l'a transformé, elle a assuré une prospérité économique au pays qui est incontestable et incontestée.
Il n'y a que cette espèce de crise de confiance, cette crise de morale du pays, parce que le pays ne trouve pas une voie qui aboutisse à la fermeté ; cette voie est dans l'effort, le travail et aussi dans la liberté.
C'est pourquoi je reste convaincu qu'une prise de position nette du Parti, une prise de position sans équivoque, une prise de position sans subterfuge, sans faux-fuyant, est le seul langage que le pays comprendra, dont il nous sera reconnaissant beaucoup plus que si, demain, nous laissions tout aller, car si une majorité se dessinait dans le sens de l'opposition, non seulement la crise rebondirait, mais la situation se trouverait aggravée.
Dites-moi, ne craignez-vous pas d'être rapidement amenés à faire des concessions plus grandes dans quelques semaines, peut-être même n'aurez-vous pas à verser des larmes amères si vous sentez que par une responsabilité prise aujourd'hui, contraire à celle que je souhaite, vous meniez le Parti dans une voie que je considère avec beaucoup d'inquiétude, une voie d'apparente facilité, mais qui, au terme, est une voie tragique pour la République, tragique pour le Socialisme international, tragique pour la liberté, et cela je ne le veux pas.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mérigonde.

Marcel Mérigonde

Camarades, aujourd'hui dans ce Conseil national, je ne veux pas tenir le langage d'un parlementaire évoluant au milieu d'une ambiance mal connue de nos militants ; je tiens à donner ici le langage que j'entends exprimer dans nos sections, celui qui m'est tenu constamment, celui des petites gens qui ne comprennent plus rien à la stratégie parlementaire et qui jugent notre politique d'abord à ses résultats.
Le drame, d'ailleurs, de notre action socialiste, c'est qu'il faut, constamment, expliquer cette action, et que nous n'avons que peu de moyens pour y aboutir.
Nous sommes réunis ici pour dire si nous allons apporter notre participation, non seulement à M. Gaillard, mais peut-être à tout autre gouvernement dirigé par un homme du Centre, voire par un MRP, car l'acceptation de M. Gaillard de former le gouvernement ne dépend pas seulement de l'acceptation du Parti Socialiste, il l'a dit et redit ; la participation, pour moi, ne se justifie que si le Parti est capable d'apporter un minimum des solutions envisagées par lui lors de ses Congrès, et en aucun cas il ne peut participer si le programme de ses partenaires s'oppose à

la ligne générale des revendications exprimées par lui.
Il me semble donc nécessaire de rappeler au début de mon propos, comme ne manquent pas de le faire les camarades de nos sections que nous rencontrons, les directives générales du Congrès de Toulouse, directives votées, je le précise, à l'unanimité des membres de ce Congrès.
C'est précisément, dit la motion de Toulouse, en raison de la hardiesse des réalisations déjà effectuées qu'il ne peut être question pour le Parti d'accepter un quelconque ralentissement de l'effort pour l'amélioration de l'existence des travailleurs.
Il n'existe pas, en particulier, de raison valable pour justifier, sous quelque forme que ce soit, une pause sociale.
Il est possible, en toutes circonstances, par des transferts, des mesures non coûteuses ou par un prélèvement équitable sur les augmentations du revenu national, de continuer le progrès social.
Pouvons-nous, dans les circonstances actuelles, appliquer, en partageant le pouvoir, les directives de notre Congrès de Toulouse ?
Avons-nous le droit de reporter l'exécution des mesures envisagées à une date plus opportune ?
Avons-nous le droit d'entrer dans le jeu de la Droite qui, après avoir jeté bas le gouvernement Bourgès-Maunoury, sur la loi-cadre, pour l'Algérie, dans ses grandes lignes, en harmonie avec nos décisions de Congrès ou de Conseil national, a fait dévier le problème sur le plan économique ?
Notre camarade Guy Mollet, dont la déclaration était fidèle, notamment à la fois sur le plan social et sur le plan algérien, à notre Congrès, a été renversé par 290 voix, c'est-à-dire à 8 voix de la majorité absolue des membres composant l'Assemblée Nationale.
Pouvons-nous espérer qu'un gouvernement, quel qu'il soit, nous donnera le minimum de satisfaction que la classe ouvrière est en droit d'attendre ?
Un des principaux mobiles auxquels les partis conservateurs obéissent est le suivant : Guy Mollet et le Parti Socialiste sont trop patriotes, trop fortement épris de l'indépendance nationale pour accepter, si peu que ce soit, une unité d'action avec le Parti Communiste.
À l'abri de ce paravent, ils estiment pouvoir continuer maintenant à assurer la défense des privilèges de leurs mandants. Là se trouve le danger.
Si, sur le problème algérien, le Parti a réussi à empêcher une action commune avec le Parti Communiste ou avec les satellites du Parti Communiste, au prix parfois de difficultés réelles, il a pu le faire, car l'opinion publique sent confusément tous les dangers qui s'attacheraient à la perte de l'Algérie.
Il faut dire aussi que l'égoïsme joue, et tous les Français ne réagissent pas de la même façon car tous ne sont pas directement intéressés par le problème algérien.
Voyez-vous, on donne en France plus facilement le sang de son voisin que l'argent de son propre portefeuille. La femme du militant socialiste qui a son fils en Algérie, ou qui va partir en Algérie, est moins accessible à la raison que la mère de famille libérée de ses soucis ou n'ayant pas encore ces mêmes soucis.
Mais il est un domaine où tous les Français, et plus particulièrement toutes les

Fondation Jean-Jaurès

Françaises, et particulièrement les vieux, sont logés à la même enseigne, c'est le problème des prix et des salaires.
Dans ce domaine, alors, et c'est là que je bornerai mes observations, je veux poser une série de questions :
Si le Parti est capable d'apporter rapidement des solutions, s'il est capable de les faire partager à M. Gaillard, ou à tout autre, alors, je le dis nettement, il faut participer.
Si les techniciens de notre Parti ont des remèdes pour stopper la hausse des prix, il faut qu'ils soient rendus publics et rapidement. Si on peut répondre aux problèmes qui se posent à la ménagère autrement que par la belle formule d'organisation des marchés, il faut le dire, et vite.
Si on peut dire, par exemple, comment on empêchera la pomme de terre vendue 12 francs à l'arrachage d'atteindre 30 francs sur le marché parisien, il faut le proclamer. Si l'on peut dire comment on va arrêter la hausse du prix du litre de vin, qui se traduit par une dépense supplémentaire de 1 500 francs par mois dans un ménage moyen, il faut le dire.
Si on peut expliquer comment on s'y prendra pour éviter qu'une heure d'ouvrier payée 200 francs par le patron à son ouvrier est revendue 800 francs à l'usager, dans l'industrie automobile, par exemple, il faut le déclarer immédiatement.
Il ne faut surtout pas suivre les statistiques fixant la hausse du coût moyen de la vie à 4 ou 5% quand chacun sait, à moins qu'il ne fréquente jamais les marchés, qu'elle atteint 30 à 40% pour les produits de consommation courante, et si l'on en croit certaines rumeurs, l'augmentation de la viande, suivra par ailleurs celle du sucre, alors qu'on permet des bénéfices scandaleux pour les gros sucriers, cette situation ne fera qu'empirer.
Voyez-vous, quand j'entends parler de M. Gaillard, je ne peux pas ne pas me souvenir de l'intervention émouvante, presque désespérée, de notre camarade Loustaud au groupe, disant combien il avait de difficultés pour faire accepter toutes les dispositions qu'il comptait prendre justement pour bloquer un certain nombre de hausses du coût de la vie sur les matières agricoles.
Si nous avons nos solutions, il faut les présenter au Président du Conseil pressenti.
Si nous ne les avons pas dans l'immédiat, il ne faut pas participer car, dans l'incapacité où nous serons de présenter des solutions efficaces et rapides, nous serons débordés par une action conjuguée des centrales syndicales et nous serons alors dans l'impossibilité de retenir nos hommes qui, actuellement, se battent avec les problèmes de tous les jours et avec des adversaires qui, pour eux, camarades de travail, partagent tout le temps les mêmes difficultés.
Oui, Gazier, tu as raison de défendre les positions doctrinales du Parti, tu as raison de défendre les comités d'entreprise, le remboursement à 80% des frais médicaux, les conseils de prud'homme, mais ce que demande avant tout la ménagère, c'est de pouvoir vivre avec son salaire en octobre 1957 comme elle vivait en avril 1957.
Oui, Guy, tu as raison de proclamer que le Fonds de solidarité est une conquête irréversible, mais elle est en fait réversible dans la mesure où le vieillard de

novembre 1957 ne peut acheter davantage qu'en novembre 1955, malgré les 32 100 francs du Fonds national de solidarité, car lui, ce qu'il dépense, c'est uniquement pour sa nourriture, pour son chauffage, et il voit son pouvoir d'achat réduit.
Oui, nous avons raison de faire de la réforme de l'enseignement un de nos principaux objectifs car l'absence de réformes crée pour nos campagnes notamment des difficultés terribles, les maires ne savent pas comment orienter leur politique de construction scolaire, mais le problème le plus important est celui des prix. Ou il est possible de stopper les prix, de les faire reculer, et alors, nous ne serons pas entraînés à un front populaire qui, personnellement, ne me gênerait pas si nous étions sûrs de le diriger, ou nous ne pourrons les stopper et alors, il sera préférable de ne pas nous heurter à nos camarades syndicalistes libres puisque nous serons dans un gouvernement soucieux surtout de maintenir un régime qui ne serait républicain que de nom puisqu'il négligerait les intérêts immédiats de la classe travailleuse.
Je vais peut-être employer une formule qui va hérisser un certain nombre de nos camarades, mais je considère que la notion de régime à défendre pour un grand nombre de travailleurs est malheureusement actuellement liée au régime alimentaire qui est le leur.
Pourquoi, d'ailleurs, leur reprocherait-on, quand cela est vrai pour les tenants du capitalisme actuel qui défendent avant tout leurs privilèges ?
Si Guy est tombé, c'est parce qu'il s'attaquait aux revenus des classes aisées de la nation. Si Bourgès-Maunoury est tombé, c'est qu'au-delà de la loi-cadre, il se heurtait à la grosse culture de ce pays, insatiable, poussant devant elle les petits cultivateurs pour qui l'organisation actuelle rend difficile toute existence normale. Plus que les querelles doctrinales, la lutte pour la vie de tous les jours risque de jeter la classe ouvrière dans l'aventure ; nous n'avons pas le droit de nous séparer d'elle et la condition de notre participation doit être nette : ou M. Gaillard, ou n'importe qui, vous serez capable de préserver dans l'immédiat le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, ou alors, nous ne participerons pas. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Charles Lussy.

Charles Lussy

Camarades, j'ai, jusqu'à présent, dans les assises du Parti depuis janvier 1956, pris des positions peu favorables à la participation. Je ne le regrette pas, mais ce que je voudrais, et c'est mon propos aujourd'hui, c'est que le Parti, et ceux qui pensaient comme moi, avec moi en minorité, veuillent bien reconnaître qu'il doit y avoir une certaine logique dans les attitudes que l'on prend et ne pas discuter aujourd'hui du problème de la participation comme s'il se posait pour la première fois devant le Parti Socialiste.
J'ai entendu certains arguments dont j'avoue qu'ils ne peuvent pas influencer ma façon de voir, aussi bien ceux qui viennent nous dire : il faut participer parce que, si vous ne participez pas, vous allez jeter le Parti dans l'opposition et, par

conséquence inévitable, dans le front populaire, que ceux qui, en face, nous disent : il ne faut pas participer parce que, si vous participiez, vous jetteriez la classe ouvrière qui sera mécontente du sort qui lui sera fait par un gouvernement dans lequel figureraient les Socialistes, dans le front unique, dans l'action commune qui, à leurs yeux, est encore plus importante que le front populaire sur le plan politique.

Non, ce n'est pas cela qui me préoccupe, et si je voulais donner une préface à mes propos, je répondrais immédiatement à Mérigonde qui vient de poser une série de questions : Avez-vous des solutions pour celles-ci ? Avez-vous des solutions pour celles-là ? Et je lui répondrais, parce que c'est le fond de ma pensée : nous aurions pu, en toutes occasions, présenter ces solutions si nous étions restés nous-mêmes, si, comme je le souhaitais et comme je l'ai demandé au Parti, on avait admis que pour le Parti Socialiste, il ne peut y avoir qu'une formation gouvernementale valable, le gouvernement homogène, défendant les solutions du Socialisme. On aurait pu le faire si, à tous ces problèmes, on avait opposé des solutions que nous possédions parfaitement, mais qui exigent qu'on apporte dans le régime capitaliste des réformes profondes auxquelles celui-ci se refuse au lieu d'en être, suivant une expression connue, le gérant loyal, et aussi si on avait pu dire et faire en sorte que chacun comprenne qu'il fallait toucher au profit, le réduire, donner au monde du travail non seulement la place qui lui est due, mais les conditions d'existence qui lui sont dues, en un mot, si, au lieu, depuis des années, de nous enliser dans une action gouvernementale qui n'était pas la nôtre et de défendre une politique qui n'était pas la nôtre, nous avions pu, à chaque problème, dire : il n'y a qu'une solution, c'est celle qu'apporte le Socialisme, c'est la transformation sociale, mais pour cela, il faut que les travailleurs qui sont la majorité le veuillent bien et nous donnent la force nécessaire pour accomplir ce qui reste notre mandat.

Voilà, camarades, la réponse que nous aurions pu faire.

Nous ne l'avons pas faite et aujourd'hui, nos actes nous suivent et je voudrais rapidement, devant le Conseil national, présenter le raccourci de ce qu'a été cette législature.

Les élections de 1956 se sont déroulées sous le signe du Front républicain. Qu'elles aient été une victoire pour le Front républicain, pour les Gauches ? Les chiffres semblent l'indiquer.

Si l'on admet que les voix radicales soient toutes des voix de gauche, il y a de toute évidence une majorité de voix qui se sont exprimées à gauche.

Si l'on ne tient compte que des voix purement Front républicain, il est certain qu'elles représentaient sinon la majorité absolue, dans tous les cas une majorité possible.

Mais, camarades, et je m'excuse d'en parler à nouveau dans ce Conseil national, nous vivons sous le signe d'une loi électorale qui ne permet pas à la volonté populaire de s'exprimer avec assez de clarté et c'est pourquoi j'ai toujours soutenu, et je soutiens une fois de plus, qu'avec une loi électorale qui n'ayant imposé aucune majorité électorale, ne peut créer ensuite aucune majorité gouvernementale.

Dans une Chambre ingouvernable en raison même de ses origines, il faut regarder les choses en face, il n'y a que deux formations gouvernementales possibles : ou le gouvernement homogène qui permet l'efficacité, mais n'est pas assuré de la durée, ou l'union nationale, qu'on appelle aujourd'hui défense républicaine, qui est très loin de promettre l'efficacité et qui n'est pas assurée de la durée, mais qui peut en avoir l'espérance, sinon l'illusion.
Nous n'avons fait ni l'un, ni l'autre.
Le premier gouvernement constitué a tenu compte certainement des données de la campagne électorale, puisque nous avons jugé inutile et même inopportun d'y convier le Mouvement Républicain Populaire.
Celui-ci nous a cependant assurés pendant la durée du gouvernement Guy Mollet un soutien à peu près fidèle, je dis à peu près, parce qu'il y a toujours eu, dans tous les scrutins, une dizaine de MRP qui se sont tout de même détachés du gros de l'armée, mais les autres ont suivi.
J'étais de ceux qui ne souhaitaient pas la venue au pouvoir du Parti Socialiste. Je dois toutefois reconnaître que l'action gouvernementale, pendant seize mois, que certains aspects plus particulièrement de cette action ont été loin de desservir notre propagande.
Je ne dirai pas seulement que le Parti n'y a rien perdu, je dis et je crois qu'il y a beaucoup gagné.
Mais, lorsqu'on parle de l'autorité de l'Etat, comme on en a parlé tout à l'heure, lorsqu'on se plaint de certaines manifestations, de certaines grèves qui contribuent à détériorer le régime parlementaire et même le régime républicain, alors j'ai le droit de demander - oh ! non pas à Guy Mollet ni à son gouvernement, mais à vous-mêmes, à nous-mêmes - : qu'avons-nous fait pour ne pas permettre à ce trouble de s'installer dans la vie publique ?
La Constitution déclare que le droit de grève doit être régi par la loi.
Qu'avons-nous fait ? Qu'avons-nous demandé depuis que cette Constitution existe pour régler ce droit de grève qui, pour nous, évidemment, est parfaitement respectable et défendable lorsqu'il oppose le monde ouvrier au patronat capitaliste, égoïste et imprévoyant, mais qui mérite cependant d'être discuté et organisé lorsque l'exercice de ce droit dans les services publics met en cause l'économie nationale, certains aspects de la sécurité, et compromet avec l'autorité de l'Etat, l'avenir du régime lui-même !
Nous n'avons rien fait, pas plus pendant ces seize mois que pendant les autres, et je ne suis pas très sûr, au surplus, que si une action avait été tentée, elle n'aurait pas soulevé, dans les assises du Parti, des critiques dont je perçois très bien par avance comment elles auraient pu s'exercer.
Le gouvernement Guy Mollet une fois renversé, le Parti s'est réuni à Puteaux.
Il a rédigé un programme que d'aucuns, irrévérencieusement, appelaient un catalogue, et parce que M. Pflimlin ne faisait pas à ce programme des réponses satisfaisantes, le groupe parlementaire et le Comité directeur refusèrent la participation.
Après quoi, elle fut accordée à M. Bourgès-Maunoury... Celui-ci fut plus heureux. Cela ne veut pas dire qu'il avait été plus précis ! Il avait eu moins de

peine... On lui avait posé moins de questions !
Et je veux rappeler pour mémoire, puisqu'aussi bien c'est le Parti que je veux mettre en face de ses responsabilités, que lorsque je me suis efforcé, au Congrès de Toulouse, de provoquer un vote sur la façon dont les conditions de la participation avaient été méconnues, si j'ai cédé aux instances amicales et pressantes de Commin, et si j'ai retiré mon texte, c'est moins en raison de la pression exercée sur moi par Commin qu'en raison, je le dis nettement, de l'indifférence que le Parti semblait témoigner à cette question que je considérais, moi, comme très importante. J'ai le droit de rappeler cela.
Et ensuite, le gouvernement Bourgès-Maunoury a été renversé. Il n'avait guère vécu que le temps des vacances ; on ne peut pas dire qu'il fut assassiné... C'était presque un enfant mort-né !
Il est renversé et la crise s'ouvre, la crise qui n'est pas encore terminée.
Tout à l'heure, Deixonne a rappelé l'historique ; il avait négligé un petit épisode, l'épisode Pinay.
Je veux rappeler à mon tour les positions contre M. Pinay.
Nous avons naturellement voté, après lui avoir posé un certain nombre de questions auxquelles il ne répondit pas.
Et puis, Guy Mollet est appelé au pouvoir.
Je le dis devant le Conseil national qui a le droit de savoir, j'étais de ceux qui, non seulement ne souhaitaient pas que Guy Mollet revint au pouvoir, mais qui ont pris dans le groupe parlementaire, devant le Comité directeur, une position nettement hostile à ce retour au pouvoir.
Pourquoi ? Parce que je pensais qu'il était inutile de gaspiller ce capital de confiance que le premier gouvernement de Guy Mollet avait amassé à notre profit, parce qu'il n'était pas très difficile de prévoir comment les choses allaient se passer, parce qu'au surplus je restais fidèle à ma conception du début, à savoir qu'il ne peut y avoir de gouvernement valable qu'un gouvernement homogène, pour l'efficacité, ou un gouvernement de très large union pour la durée, parce que je sens petit à petit se détériorer dans l'opinion publique l'affection pour le régime parlementaire qui s'avère incapable et que je voulais éviter au Parti, et à Guy Mollet lui-même, une expérience dont je ne pensais pas que nous ayons à retirer quelque profit que ce soit.
Mais, tout de même, Guy Mollet est allé à l'investiture et je veux rappeler - car ceci a quelque importance - que de même que pour la durée du 1er gouvernement Guy Mollet, personne ne s'était insurgé dans le Parti s'il avait bénéficié en maintes occasions de l'abstention, voire même quelquefois du vote favorable d'une partie des Indépendants, quelquefois même, dans un vote, sur l'Euratom, je crois, du vote unanime des Indépendants, de même, pour la présentation de Guy Mollet, si nous étions francs, nous reconnaîtrions tous que nous espérions que l'attitude des Indépendants lui permettrait de triompher et d'obtenir l'investiture, et je ne suis pas très sûr qu'à ce moment-là, dans un Conseil national ou dans un Congrès, il se serait trouvé quelqu'un pour s'en étonner ou pour s'en indigner car nous sommes, et je le répète, bien loin des temps que j'ai connus où l'on n'admettait pas qu'une majorité puisse se constituer à la

Chambre des députés avec l'appoint de ce qu'on appelait les voix réactionnaires !
Nous n'en sommes plus là !
Alors, si nous n'en sommes plus là, ayons le courage de le reconnaître et regardons la situation en face.
Nous avons, depuis le début de la législature, admis qu'à un certain moment les voix indépendantes pouvaient favoriser le maintien au pouvoir des hommes en qui s'incarnaient nos idées et, après tout, si nous allions au fond de nous-mêmes, êtes-vous bien certains, camarades, que, sous certains aspects, ceux que nous appelons les modérés, pour certains problèmes, soient plus réactionnaires que les hommes du Mouvement Républicain Populaire avec qui, cependant, nous n'hésitons pas une seconde à nous associer ?
Etes-vous bien certains de cela ?
Et, appuyés sur le passé, voulez-vous regarder le présent ?
Voulez-vous essayer de supputer l'avenir ?
Supposez que le Conseil national refuse la participation, je vous demande - et cela ne signifie point que j'en sois partisan, et encore bien moins partisan enthousiaste, cela signifie simplement que, conformément aux enseignements que j'ai reçus, conformément à ce que l'on m'a appris avec le Marxisme, je regarde les faits en face et que j'en tiens compte, et que je suis obligé d'en tenir compte, et que je cherche, non pas à condenser ma pensée dans des formules abstraites basées sur l'idéal, mais à regarder le réel et à chercher où est l'intérêt de mon Parti -, je vous demande, dis-je, en supposant que le Conseil national, c'est possible, émette un vote défavorable à la participation, quelle sera demain notre situation ? Quelle sera demain la situation ?
Ou vous accorderez à un autre, qui sera un MRP, vraisemblablement, la participation que vous aurez refusée aujourd'hui à un Radical, dont je sais quelles critiques on peut formuler à son égard compte tenu de la formation de son esprit et peut-être même de sa marche dans la politique, dont je n'ignore pas quelles réserves on peut faire sur la politique financière et économique qu'il suivait hier et que, naturellement, il est disposé à suivre demain, mais dont je sais aussi, si nous tenons compte des faits, personne ne pourrait le contester, que les réponses qu'il a faites à notre ami Deixonne sur les questions posées par lui, sont, par rapport à notre pensée et à nos préoccupations, beaucoup plus voisines que faisait, il y a quelques-uns mois, M. Bourgès-Maunoury à qui nous avons accordé notre participation,
Quelles raisons valables pourrez-vous donner pour accorder à l'un ce que vous avez refusé à l'autre ? Et si vous refusez au suivant, cela voudra dire que vous refuserez à tout le monde.
La preuve a été faite que le grand rêve que formaient beaucoup de nos camarades, que vous formiez vous-mêmes, de voir revenir aux affaires publiques un gouvernement à direction socialiste, que ce rêve s'oppose actuellement à une impossibilité majeure. Alors, quand vous aurez refusé à M. Gaillard, cela voudra dire - camarades, prenez la décision que vous voudrez, mais ayez du moins le courage d'en mesurer les conséquences -, cela voudra

dire que vous n'accorderez plus à personne votre participation et que c'est vous qui aurez pris la responsabilité de bloquer le système et de l'empêcher de fonctionner !
C'est pour dire cela, parce que je le pense profondément, que j'ai voulu ce matin prendre la parole au début de ce débat.
Camarades, je vous en conjure, réfléchissez, penchez-vous sur la situation actuelle, mesurez le chemin que vous avez vous-mêmes parcouru, d'où vous êtes partis et où vous êtes arrivés.
Nous avons accepté hier encore de donner, dans un gouvernement à direction socialiste, des postes importants, des portefeuilles clés au Mouvement Républicain Populaire, avec lequel cependant il semblait que nous étions séparés pour longtemps. Nous acceptions au même moment, implicitement, non pas la collaboration mais disons, si vous voulez, la complaisance des Indépendants.
Je vous demande de ne pas permettre que, demain, on puisse vous faire ce reproche : "Vous refusez aux autres ce que vous auriez volontiers accepté d'eux" car l'opinion publique ne coupe pas les cheveux en quatre, elle prend les choses comme elle les voit et c'est pourquoi, je vous le dis, après tout ce que nous avons accepté, après ce que vous, le Parti, vous avez accepté, après toutes les autorisations que vous avez données, après toutes les concessions que nous avons faites, aujourd'hui celle qui nous est demandée est peut-être la moins accablante de toutes et, dans les circonstances où nous sommes, à un moment où on attend notre décision pour savoir, non pas si la France aura un gouvernement demain mais peut-être plus simplement savoir si la France pourra avoir un gouvernement, alors, je vous le dis, nous ne pouvons pas, nous ne pouvons plus refuser la participation.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, les orateurs inscrits pour cet après-midi sont, dans l'ordre suivant :
Cassagne (Gironde), Desson (Ardennes), Colin (Oran), Depreux (Seine), Defferre (Bouches-du-Rhône) et Fuzier (Seine).
Cette liste n'est bien entendu pas close, mais il y a alors le plus grand intérêt à ce que les camarades qui voudraient parler l'indiquent dès maintenant.
La séance, cet après-midi, sera présidée par Charles Lussy, assesseurs : Huyard (Vienne), Besson (Haute-Savoie), Porcher (Basses-Pyrénées), Rouzaud (Tarn).
A cet après-midi, 15 heures.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du 3 novembre 1957
Puteaux

Séance du dimanche 3 novembre 1957 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Charles Lussy.

Confédération Jean Jaurès

Assesseurs : Huyard (Vienne), Besson (Haute-Savoie), Porcher (Basses-Pyrénées), Rouzaud (Tarn).

Le président (Charles Lussy)

La parole est à Guy Desson.

Guy Desson

Camarades, à ce lever de rideau, mon propos sera bref, il comportera simplement une question et l'examen de l'homme qui demande la collaboration des forces socialistes pour son entreprise gouvernementale.

La question d'abord : vous avez certainement lu dans nos journaux la magnifique réponse que fit notre camarade Guy Mollet à M. Tremollet de Villiers, porte-parole des Indépendants unanimes ; celui-ci n'avait pas manqué de porter à la tribune l'accusation que nous avons tous entendue que les Socialistes avaient vidé les caisses, qu'il s'agissait maintenant de les remplir, et Guy Mollet avec sérénité, mais non sans vigueur, a répondu : "J'aurai bientôt assez de liberté de parole pour vous parler des gouvernements qui ont précédé le mien."

Alors, je pose la question : si des délégués du Parti Socialiste sont au sein du gouvernement de M. Gaillard avec ceux de M. Tremollet de Villiers, est-ce que nous aurons la liberté totale, la liberté complète que nous voulons pour remettre les choses au point ?

En d'autres termes, le Parti fera t-il, face à la campagne de dénigrement et de calomnie qui nous accuse d'avoir vidé les caisses, les caisses préalablement garnies par cinq ans de gestion des affaires publiques par les gouvernements auxquels nous n'avons pas participé ?

Cette question posée, à laquelle je vous demande de réfléchir, j'en viens à l'homme.

Nous savons dans notre Parti que nous n'attachons pas à l'homme même l'essence supérieure, mais dans un gouvernement qui agira avec les pleins pouvoirs, nous le savons maintenant, l'arbitrage du Président du Conseil revêt une importance primordiale, et sur le plan économique et social, je ne ferai pas l'injure à ceux de nos représentants au sein des conseils de gouvernement de penser qu'ils seront d'accord avec ceux de M. Tremollet de Villiers.

Rappelez-vous Tremollet de Villiers s'opposant, au nom du patronat, à l'extension de la gestion ouvrière des entreprises ! Rappelez-vous le mépris de M. Guy Petit pour les balayeurs !

Alors, si nos amis ne sont pas d'accord avec ceux de M. Tremollet de Villiers, s'ils opposent loyalement, je ne dis pas la totalité de leur programme socialiste, mais ce que nous pensons être le programme minimum, pour défendre les classes qui nous ont fait confiance, alors on recourra tout naturellement à l'arbitrage du Président du Conseil.

Quel est-il ?

C'est un grand bonhomme, sympathique d'ailleurs d'aspect, encore qu'il ait

laissé sa particule au vestiaire, il a conservé une certaine prétention aristocratique et très décontractée ; et puis, il a trouvé dans le dictionnaire l'épithète de "pragmatique", et en réalité, cela veut dire cynique tout simplement, car ceux qui le connaissent savent qu'il ne fait pas mystère d'un certain mépris pour l'idéal et pour les hommes.
D'ailleurs, ne nous a-t-il pas montré ce qu'était son pragmatisme en choisissant plus ou moins arbitrairement les interlocuteurs valables au sein de notre groupe, car les contacts qu'il a pris n'ont pas été avec des délégations désignées par le groupe ou le CD, mais simplement avec les individualités socialistes, camarades, en qui, je le dis, j'ai entièrement confiance, mais il n'en reste pas moins que personnellement, le procédé me choque.
Que M. Gaillard soit inspecteur des finances brillant, ils le sont tous par définition, que ses attaches avec la synarchie soient connues, c'est un fait certain. C'est un élève de René Mayer, de René Mayer contre qui, en d'autres temps, nous avions prononcé des exclusives.
En bref, il est au moins autant que Paul Reynaud, le tenant de l'orthodoxie libérale, et d'ailleurs il ne s'est pas caché de vouloir restreindre la consommation des Français par la restriction du pouvoir d'achat, autrement dit, il voulait restaurer l'impératif du porte-monnaie.
Vous vous rappelez de ces sourires un peu condescendants sur la politique de Paul Ramadier lorsqu'il s'est installé rue de Rivoli ? Eh bien, si les actions des hommes les déterminent ou les suivent, j'espère que vous n'avez pas perdu la mémoire de l'action de M. Gaillard dans les cinq mois écoulés !
Tout d'abord, remise en ordre des prix. Je pourrais sourire, essayer d'être spirituel ou amusant. Ce n'est pas mon propos et je me contenterai de vous inviter à relire le Populaire, l'article qui s'appelle de Ramadier à Gaillard ! Aussi bien pour le maintien des prix, vous savez, camarades, que le radicalisme orthodoxe de M. Gaillard a depuis longtemps sapé et démoli tout système de contrôle et qu'alors même qu'il le faudrait, il serait dans l'impossibilité absolue de peser sur les cours et d'entreprendre les poursuites contre les spéculateurs abusifs.
Ensuite, il y a eu l'opération salaires. Vous savez, la revalorisation du SMIG augmenté de 5% liée à une variation de l'indice de l'échelle mobile, ramené de 5 à 2%.
Quant au relèvement du SMIG, vous êtes trop au fait de la situation pour ne pas savoir que les travailleurs ne pouvaient pas bénéficier beaucoup de cette mesure, car il est heureusement, en France, un nombre infime de travailleurs qui sont encore au minimum.
Quant à la deuxième opération, elle ne pouvait qu'accroître l'instabilité en diminuant le degré, la hauteur de la marche qu'il fallait franchir pour déclancher tout le mécanisme de réajustement des salaires.
Puis, M. Gaillard a prévu des économies budgétaires de 500 milliards sur les dépenses à venir.
Eh bien, après les restrictions certaines, courageuses, de Guy Mollet, s'il existait encore des postes budgétaires en augmentation, c'est, je veux le croire, que ces

augmentations étaient indispensables à l'expansion économique de notre pays, et je voudrais remarquer cette tournure d'esprit qu'a M. Gaillard s'interdisant les réformes profondes sur ce qui existait pour simplement émasculer, couper, élaguer les accroissements de dépenses, certainement, mais accroissements qui devaient être nécessaires.

On pourrait dire en quelque sorte que dans ce domaine, M. Gaillard est sans doute plus timoré que M. Pinay qui n'avait pas hésité à dire à la tribune de l'Assemblée Nationale qu'il ferait des coupes sombres notamment dans le domaine des crédits militaires.

Enfin, la grande opération de M. Gaillard, celle qui a pesé si lourdement sur la situation économique actuelle, cela a été le réajustement de la parité du franc, par l'instauration d'un correctif de change de 20% sur certains produits.

Si cet apprenti sorcier pensait ainsi restreindre les importations et accroître les exportations, je vous renvoie aujourd'hui à notre balance des changes pour voir le résultat obtenu !

Le résultat obtenu, nous le savons surtout depuis dimanche dernier où, bien qu'expédiant les affaires courantes, M. Gaillard a unifié sa mesure de dévaluation, ce qui aura uniquement permis à un certain nombre de spéculateurs, notamment sur l'acier, d'importer des matières premières bien stockées qui du jour au lendemain ont acquis 20% de survaleur.

Enfin, il avait ébauché une reconversion de l'agriculture fixant des prix d'objectifs pour 1961, des prix indicatifs pour la prochaine campagne, mais là je pense que notre camarade Kléber Loustaud est infiniment mieux placé que moi pour vous dire ce qu'il y avait derrière ces mesures et combien il avait dû lutter, lui, pour empêcher que certaines de ces mesures ne soient nocives, non seulement pour l'agriculture, mais surtout pour les petits cultivateurs, et avantageuses pour ceux qui spéculent sur le marché des produits agricoles.

Quand je vous aurai dit que bien naturellement par doctrine, M. Gaillard est contre les nationalisations, quand je vous aurai rappelé son procédé de certificat d'investissement pour les sociétés pétrolières, quand je vous aurai rappelé que c'est tout de même, à ma connaissance, le seul ministre de la République qui ait préféré accorder une interview à la radio privée avant de la donner à la radio d'Etat, vous verrez ce qu'est actuellement le citoyen Gaillard.

Et alors, quand notre camarade Lussy tout à l'heure, après un exposé qui constituait à mon sens une des plus sévères critiques de la politique de notre Parti depuis quelques années, nous dit : nous sommes prisonniers de notre passé, nous ne pouvons plus faire autrement, je ne voudrais pas chanter l'internationale et dire "que du passé, il faut faire table rase", mais je vais dire au moins que nous sommes tout de même libres, et libres de briser ces liens qui sont dangereux, difficiles et nocifs, non seulement pour nous, mais pour ceux que nous représentons.

Voyez-vous, camarades, on nous demande, en réalité, de signer un chèque en blanc. Mais attention, nous ne sommes pas des Radicaux, nous avons un compte créditeur encore dans l'opinion publique. Ce chèque, si on le présente à l'opinion publique, il a encore une valeur. Alors je vous demande de faire

attention, car nous devons conserver le peu de confiance que nous avons encore de la part de la classe ouvrière et de ces travailleurs pour lesquels nous avons déjà fait tant de sacrifices.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Colin, d'Oran.

Colin (Oran)

Mes camarades, je ne vous parlerai pas ce soir des problèmes économiques, sociaux ou financiers.
Au nom des fédérations algériennes unanimes, je vais vous apporter leur point de vue, car pour nous, la crise gouvernementale actuelle retentit lugubrement et tragiquement sur le problème algérien.
Le gouvernement Bourgès-Maunoury est tombé sur la loi-cadre concernant l'Algérie, on semble l'oublier. Evidemment, plus d'un mois de crise en ont fait effacer les origines. Mais pour nous, Socialistes algériens, la question algérienne domine tout car elle conditionne la vie politique française, elle retentit d'une façon étrange sur tous les problèmes, économiques, sociaux ou financiers.
Or, où en sommes-nous maintenant en Algérie, au moment où je vous parle ?
Je ne ferai pas de bilan, je laisserai parler les faits simplement, et croyez-moi, mes camarades, je suis venu spécialement à ce Conseil national - il y avait déjà plus d'un an que je n'avais pas participé à vos travaux - pour apporter ce que nous croyons, nous, être là-bas l'objectivité.
Nous déclarons d'une façon formelle que la situation est nettement améliorée en Algérie depuis quatre à cinq mois.
Ce matin, un camarade des Alpes-Maritimes parlait des récoltes rentrées sans protection militaire. C'est exact. Les vendanges ont été faites - et vous savez très bien que l'Algérie est un pays viticole - avec le minimum de protection militaire. Quand on songe à ce qui s'était passé l'année dernière !
Un test encore plus formel, c'est la rentrée scolaire du 1er octobre 1957.
Au 1er octobre 1956, la plupart des élèves musulmans avaient déserté l'école ; je sais bien que vous me direz : c'est par peur, mais cette peur, cette terreur a donc disparu, puisqu'ils sont revenus, non seulement en nombre égal mais avec encore des effectifs supplémentaires ?!
Je vous citerai simplement deux chiffres qui illustreront le fait que je vous cite.
Dans une école musulmane d'Oran, où étaient inscrits l'année dernière, au 1er octobre 1956, 800 élèves, 27 seulement s'étaient présentés.
Cette année, au 1er octobre 1957, 843 ! De toutes parts parviennent des renseignements favorables, et je vais vous en citer d'autres encore, n'en déplaise à certains qui font beaucoup trop de mal quand ils écrivent certains articles.
La rentrée des classes, donc, normale.
Et maintenant, les Musulmans effrayés par la rivalité, je ne dis pas des deux fractions rivales de la rébellion, mais de deux fractions rivales des Musulmans, le FLN et le MNA, se séparent de plus en plus d'elles. N'oubliez pas que rien qu'en France, il y eut exactement 500 morts en 1956 et 2 500 blessés

Fondation Jean Jaurès

musulmans dans la métropole. Tragique bilan de ces rivalités de fractions que certains voudraient présenter comme les mandataires officiels du peuple musulman.
La plupart des opérations militaires, depuis quatre mois, sont montées, grâce aux renseignements que donnent des Musulmans eux-mêmes, ce qui était impensable ou impossible il y a à peine six mois.
La circulation dans le pays devient de plus en plus facile et alors, ce qui nous a frappés et ce qui frappe surtout les observateurs de la métropole, nos camarades, ou d'autres qui viennent prendre contact avec la situation en Algérie, c'est ce changement de climat psychologique.
Les relations, je vous assure, mes camarades, entre les Musulmans et les Européens sont redevenues à peu près normales sinon amicales. Je pourrais vous apporter des témoignages personnels et si Barbier ou Begarra étaient là aujourd'hui, alors que nous avons un Congrès fédéral ce matin à Oran, eux aussi vous apporteraient ce même témoignage d'optimisme.
Ce qui était impossible il y a six mois se fait maintenant. Le climat psychologique dont je parlais en effet a nettement changé et nous pouvons entrevoir la fin du drame.
Les résultats sont dus à quoi ? Eh bien, au réalisme du Parti Socialiste qui a bien vu la situation à Lille et à Toulouse. Il a vu juste.
Cette nouvelle situation, cette amélioration sont dues à quoi ? À l'énergie, à l'intelligence d'un Guy Mollet, de Lacoste, de Max Lejeune, de Champeix.
Mais la crise gouvernementale est intervenue ; les Musulmans, je vous prie de le croire, ont été déçus profondément par le rejet de la loi-cadre, mais le retour espéré, envisagé, un moment, des Socialistes au gouvernement leur avait redonné confiance.
Quant aux Européens, ne croyez pas que les ultras les représentent tous. Non, ils ne sont plus les plus nombreux. Il faut mettre les trublions à la raison, nous en convenons, et nous insistons sur ce point, mais nous savons que déjà Lacoste s'y est mis et de temps en temps l'opération est faite.
Je puis vous assurer quant à moi, quant à nous, que l'immense majorité des Européens attendait avec ferveur le retour de Guy Mollet et des Socialistes au pouvoir.
Nous sommes sur la bonne voie, je vous le déclare solennellement mes camarades. Mais il nous faut persévérer, donc continuer et pour cela être au gouvernement, sinon nous aurions fait jusqu'ici un marché de dupes.
Comment ! Les ultras se sont réjouis et se réjouissent encore que ce soit ou que ce fut les Socialistes qui aient eu la pénible tâche de rétablir la sécurité et de réduire militairement la rébellion et maintenant que la grande peur est passée et qu'il faut faire cette Algérie nouvelle et démocratique dont on parle tant, alors nous laisserions, nous, Socialistes, à ceux qui n'ont rien compris, le soin de régler à leur manière le problème politique ?
Allons donc ! Ce serait pour un avenir très proche la porte ouverte à une nouvelle aventure, c'est-à-dire à une nouvelle rébellion, et cette fois-ci à une rébellion triomphante.

Collection Jean Rous

Vous nous objecterez que le gouvernement prochain peut faire voter sans que nous participions la loi-cadre prévue qui est acceptée maintenant. Mais soutenir un gouvernement sans y participer, c'est prendre, que vous le vouliez ou non, devant les opinions publiques les mêmes responsabilités sans pour autant contrôler à l'intérieur l'application des mesures acceptées.
Alors ? A nous les seules mesures militaires impopulaires ? Aux autres la loi-cadre dont ils tireraient le bénéfice ?
Mais ne vous rendez-vous pas compte que pour beaucoup c'est l'esprit dans lequel serait appliquée la loi-cadre qui compterait, car il ne s'agit pas simplement de voter des principes, il s'agit aussi de les appliquer.
Or, ce souci nous obsède, camarades, il nous obsède profondément et c'est pourquoi nous demandons au Conseil national, pour sauver le régime, pour sauver l'Algérie, de participer au gouvernement Gaillard, si M. Gaillard accepte la loi-cadre et avec le collège unique.
Il y a autre chose pour nous et sur l'Algérie, et l'immensité du Sahara. Ce matin, on l'a expliqué mais seulement esquissé ; nous craignons, nous, des intérêts privés, des intérêts internationaux qui déjà se sont découverts pour exploiter le Sahara à leur profit ou au profit de nations concurrentes et déjà on ne pourra pas nous démentir sous le prétexte de technicité ; on parle d'évacuer le pétrole d'Edjelé (?) vers la Lybie ; ce serait alors l'ombre d'une nouvelle affaire de Suez qui s'esquisserait.
Nous vous adjurons, mes camarades, de surmonter les rancoeurs, les déceptions souvent compréhensibles et que nous partagerons aussi avec vous, mais pensez à l'avenir, pensez au régime républicain, pensez au devoir et aux droits que vous avez, que vous avez acquis, de faire une Algérie nouvelle.
De toute votre foi ne nous abandonnez pas et n'abandonnez pas les affaires de la France. Les Musulmans ont retrouvé la confiance en la France, c'est nous, Socialistes, qui leur avons montré le vrai visage de la France et vous allez maintenant, par un vote de surprise, barrer le chemin à cette immense expérience ?
Mes camarades, je vous en supplie, ne faites pas ce geste car, en sauvant l'Algérie, vous sauverez la République.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Cassagne, Gironde.

René Cassagne (Gironde)

Mes chers camarades, pour essayer de déterminer la position de la fédération de la Gironde, j'avoue que je n'ai pas trouvé d'autre manière que d'essayer de convoquer le maximum de camarades.
J'ai constaté une chose - que je ne crois pas être le seul, d'ailleurs, à avoir constatée au sein du Parti - c'est que dans notre espèce de jargon politique, nous avons galvaudé un certain nombre d'expressions qui, incontestablement, nous serviraient très bien à l'heure actuelle.
On a parlé si souvent de la défense de la République, de la nécessité d'une

collaboration, que lorsque l'heure est venue de défendre vraiment la République et de faire vraiment la collaboration pour défendre la République ; ces mots ont perdu énormément de leur tonus.
C'est ainsi que les camarades que nous avons pu consulter dans notre fédération ont été réellement déchirés par la situation et par la position qu'il y avait à prendre. Ils m'ont demandé simplement de venir ici, devant ce Conseil national, en demandant de préciser aussi clairement que possible leur position, mais de faire précéder cela par deux remarques d'ordre général.
Nous voulons demander à tous nos camarades qui, ici, viendront répondre par oui ou par non à une offre de participation, de bien vouloir motiver leur position. Ce n'est pas suffisant de répondre par non, ce n'est pas suffisant de répondre par oui, ce n'est pas suffisant non plus, camarades, de poser un certain nombre de questions. Il faut savoir exactement ce qui adviendra demain si, par malheur, nous ne savons pas nous, Parti Socialiste, nous déterminer, quelle sera la situation dans laquelle nous seront plongés, quelles en seront les répercussions et, camarades, nous voulons vous demander, en insistant particulièrement là-dessus, de ne pas commettre la même erreur que l'Assemblée Nationale a commise il y a quelques jours sur la loi-cadre : associer des votes en sens contraire pour trouver une majorité.
Camarades qui n'êtes pas, à l'heure actuelle, pour la participation, il y a parmi vous des camarades qui sont pour un front populaire, et leur attitude est absolument logique, mais ils devraient affirmer ici leur position par un texte pour que nous sachions exactement sur quoi nous allons voter.
Il y a d'autres camarades qui ont une position un peu différente et qui sont aussi contre la participation. Nous voudrions que leurs exposés ne soient pas simplement une critique systématique, mais qu'ils viennent nous dire : "Voilà ce que, par la suite, nous proposons si M. Félix Gaillard ne peut pas constituer le gouvernement, puisqu'il attend ce soir notre réponse."
Voici la première remarque que nous voudrions faire.
La deuxième, camarades, c'est qu'il faut que la décision qui parte de ce Conseil national nous engage pour l'avenir et qu'on ne vienne pas ici soutenir une espèce de politique mosaïque de fédérations, qui ferait que dans certains coins on soutiendrait la participation d'un mouvement parce qu'il serait dirigé par un Radical, parce qu'on connaît dans les fédérations des Radicaux et qu'on connaît des fédérations radicales, mais qu'ayant refusé cela, par exemple, on nous propose, par la suite, une association avec le Mouvement Républicain Populaire, alors que j'ai déjà eu l'occasion de dire à un Congrès national du Parti, suivant les fédérations, les positions du Mouvement Républicain Populaire sont excessivement différentes et qu'il y a une différence absolument extraordinaire entre un Mouvement Républicain Populaire animé, par exemple, par une Confédération générale des Travailleurs Chrétiens, et ceux que nous trouvons dans le sud de notre pays qui sont simplement un mouvement animé par ce qu'il y a de plus rétrograde et de plus conservateur !
Alors, camarades, si nous prenons une position, il faut la prendre de façon absolument définitive.

Permettez-moi de ne pas vous parler de l'économie ; d'autres le feront, plus qualifiés que moi. De ne pas vous dire une foule de choses que vous connaissez d'ailleurs, car vous avez tous lu le discours d'investiture de notre ami Guy Mollet, vous êtes donc au courant et ce n'est pas la peine de vous faire perdre votre temps.
Mais quel est le problème qui se pose à nous à l'heure actuelle ?
Camarades, c'est simplement de l'arithmétique. Opposition ? Je le regrette, mais ce n'est plus possible au Parti Socialiste, non, il faut que vous indiquiez une chose d'une façon très claire. Vous voulez aller au front populaire ? C'est normal, mais dites-le que nous le sachions et que tout le monde le sache. Ce sont les chiffres qui indiquent cela, ce n'est pas de ma faute, c'est la faute à l'arithmétique parlementaire, un point c'est tout !
Le soutien ? Mais jusqu'où ? Vous ne vous rendez pas compte que par l'histoire du soutien ou même quelquefois de l'abstention on est capable de vous faire avaler un certain nombre de choses que vous ne voudriez pas et je vous demande d'essayer ensuite de vous justifier devant la classe ouvrière qui essaiera de vous demander un certain nombre de comptes !
Camarades, vous arrivez, par élimination, mais c'est dramatique, mais je vous assure que je ne vois pas d'autre solution, et personne, jusqu'à ce moment, n'est venu nous apporter une autre solution, vous arrivez incontestablement au problème de la participation.
Eh bien, camarades, dans une proportion très importante, comme on dit, participation bien sûr, mais pas de gaîté de coeur, c'est plutôt la rage au coeur que nous l'accepterions, comme une position qui est absolument indispensable à l'heure actuelle.
Qu'est-ce que cela veut dire ? Participation en acceptant tout ce que l'on va nous proposer ? Pas du tout.
Permettez-moi, camarades, de vous demander de bien vouloir accepter la participation en prenant un certain nombre de mesures que j'appellerai conservatoires.
Camarades, il y a un problème sur lequel le Parti Socialiste, s'il le veut, peut obtenir l'adhésion du peuple de France à l'heure actuelle, c'est en demandant - et cela est possible, qu'on ne me dise pas le contraire, je n'en croirais rien - à toutes les formations politiques qui demain vont soutenir M. Félix Gaillard de bien vouloir prendre l'engagement d'honneur qu'elles le soutiendront exactement comme nous aurions l'intention de le soutenir, c'est-à-dire avec tous les élus du Parti Socialiste et de ne pas accepter, comme on l'a vu lors de l'investiture de notre ami Guy Mollet, que le président d'un groupe et un vague adjoint dans le ministère votent pour, tous les autres votant contre.
Je voudrais qu'on dise à M. Félix Gaillard ce soir : "Nous sommes d'accord pour vous soutenir, pour vous aider et participer avec vous, mais nous voulons que publiquement vous demandiez avec nous au Parti Radical s'il aura la même unanimité pour vous soutenir ?"
(Applaudissements)
Nous voudrions, camarades - ne pensez pas que c'est parce que je suis de la

Fondation Jean Jaurès

Gironde, mais c'est peut-être parce que je connais très bien le problème - que vous posiez la question à ce que j'appelle les "Mirlitons de la IVème République" c'est-à-dire ces Républicains Sociaux.
M. Chaban-Delmas est un homme absolument extraordinaire. Il poursuit, à l'heure actuelle, une chevauchée héroïque dans ce pays. Nous avons un maire de Bordeaux qui essaie de suivre les traces, un peu lointaines bien sûr, de la Pucelle d'Orléans. Il est à Bordeaux avec l'Archevêque de Bordeaux, il est à Paris ministre de Guy Mollet et à Lyon il réclame l'arbitrage du général de Gaulle ! ...
Il faudra, camarades, leur demander, à tous ces gens-là, si oui ou non, ils sont décidés à soutenir le gouvernement, car ce sont eux qui font la faiblesse de la IVème République. Ce sont eux qui apportent l'instabilité gouvernementale et je rappelle simplement cette histoire du dernier vote : 11 pour - 3 contre - 3 abstentions - 3 absences sans excuses et 1 absence par congé. Avec cela, tout le monde pouvait avoir satisfaction !
Eh bien, camarades, il faut dire que si le Parti Socialiste accepte de participer, il ne peut le faire qu'avec des gens qui sont décidés d'aller jusqu'au bout, non seulement pour le vote de l'investiture mais aussi pour le vote d'un certain nombre de propositions de lois impopulaires dont nous ne voudrions pas voir simplement le Parti Socialiste en supporter la charge.
Et puis, camarades, alors, permettez-moi de vous dire autre chose. Si vraiment le Parti, si vraiment le Conseil national acceptait cela, alors, je vous en prie, je vous en prie, ne restons pas comme cela immobiles, au garde-à-vous, les bras croisés, en attendant un Conseil national pour critiquer la direction du Parti.
Essayons, au contraire, de partir et de mobiliser l'ensemble du Parti pour expliquer quelle est la position prise par la SFIO.
Camarades, est-ce que vous croyez qu'il n'est pas possible de mobiliser tout le Parti derrière le Secrétaire général du Parti ? Mais moi je l'invite à Bordeaux et je serais content qu'il vienne expliquer la situation.
Je lui demande d'ailleurs de considérer que cette invitation n'est pas simplement une invitation de tribune, mais une invitation réelle. Qu'il vienne expliquer la situation, pourquoi, pour sauver la République au moment où celle-ci est en danger, le Parti Socialiste a regroupé ses forces, a essayé de faire un effort absolument extraordinaire.
Voilà, camarades, quelle est la position du Parti.
Si vous le permettez, je voudrais vous dire que nous nous rendons compte aussi bien que quiconque quel est le danger de cette position. Mais je crois, camarades, que l'heure est au courage, l'heure est à l'initiative, le chemin que nous vous montrons est un chemin sablonneux, montant et malaisé, comme celui que décrivait La Fontaine dans une de ses fables.
Je sais que nous aurons des difficultés, je sais que nous aurons des embûches, mais je veux croire à la solidité du Parti, à l'énergie qui doit nous animer les uns et les autres pour partir malgré tout, et gagner envers et contre tous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Edouard Depreux.

Edouard Depreux

Camarades, je pense que nous serons unanimes au moins sur un point, nous avons à prendre des décisions infiniment délicates dans une période dont il n'est pas exagéré de dire qu'elle est grave et qu'elle risque de devenir tragique non seulement pour nous mais pour le régime lui-même.

L'autre jour, je disais à la réunion commune du groupe parlementaire et du Comité directeur que j'admirais ceux qui, en présence d'une telle situation, sont sûrs de détenir la vérité absolue et commettent, non pas tellement en leur nom personnel qu'au nom peut-être de leur passé dans le Parti de ce qu'ils incarnent, le péché d'orgueil.

Je tiens tout de suite à dire que je suis sûr qu'il n'y a pas de solution idéale. J'ajoute malheureusement qu'il n'y a certainement pas de bonne solution et que quelle que soit la raison pour laquelle nous nous trouvions là nous n'avons plus qu'à choisir celle que nous considérons comme la moins mauvaise.

Après avoir essayé de penser à haute voix... Oh, plus tard, entre nous, dans un Congrès peut-être, nous rechercherons les responsabilités de la situation, non pas pour faire un procès à qui que ce soit, mais pour essayer de tirer, pour l'avenir, des leçons enrichies par cette expérience du passé... Aujourd'hui, il faut savoir ce que nous allons répondre à une offre précise.

Au début de mes explications, je voudrais dire combien il m'est pénible de voir en permanence la presse de toutes nuances, même la presse amie, la radio, la télévision, les partis politiques qui se disent républicains, nous cerner littéralement, nous assaillir et créer dans le grand public qui nous est sympathisant cette idée fixe : tout dépend des Socialistes. La solution dépend des Socialistes seuls.

(Applaudissements)

Un journaliste de droite n'hésitait même pas hier, en annexant un certain nombre de chèques à la Social Démocratie internationale, à employer le mot de "sentimental" pour nous dire quel péril nous courions si nous ne répondions pas favorablement.

Mais dites-moi, camarades, si la situation est si grave que cela - et elle l'est -, s'il est très vrai qu'étant donné l'arithmétique parlementaire, il faut trouver, sinon un gouvernement, du moins une majorité qui bénéficie de la neutralité bienveillante de tous les groupes, en dehors des Communistes et des Poujadistes, si cela est vrai, pourquoi donc toutes les concessions doivent-elles venir, pour sauver la République, des Socialistes seuls ?

(Applaudissements)

Si les autres sont républicains, ils ont également un effort et un effort important à accomplir.

Hier, à la fédération de la Seine, je disais sur le mode légèrement humoristique : si nous disions, pour que nous puissions gouverner avec efficacité, nous avons besoin de nationaliser la sidérurgie et si nous nous tournions vers les groupes du centre droit disant, je sais que ce n'est pas dans votre programme, mais, par sentiment républicain, vous devez accepter cela pour que les Socialistes n'aient

Fondation Jean Jaurès

pas la vie impossible !!! Que répondraient-ils ?
Je ne défendrai pas cela longtemps sachant que la nationalisation de la sidérurgie n'est pas inscrite dans les faits, dans le contexte politique et social, dans le contexte des forces actuelles, mais lorsque nous allons proposer nos hommes, nos solutions, lorsque nous avons fait un grand nombre de compromis, est-ce encore à nous à faire un pas de plus pour aboutir à ce que nous avons toujours condamné dans nos Conseils nationaux et dans nos Congrès, non pas peut-être l'union nationale, non pas, plus exactement, l'unanimité nationale, mais la participation à un gouvernement qui comprend des Indépendants, et ne venant pas à titre individuel dans le gouvernement mais tenant, avec la bénédiction de M. Duché lui-même, avec une fondation politique néophyte qui a commencé sa campagne électorale, qui n'a qu'une idée, profiter des difficultés du jour et des divisions sans précédent dans l'histoire de la Gauche française, je ne parle pas des Communistes, mais les rapports sont très mauvais entre la direction socialiste et la direction radicale pour conquérir une majorité absolue et faire, dans toute sa splendeur, une politique de classe, car, ne nous y trompons pas, cela, camarades, c'est le programme.
Quoi, que signifie la chute du gouvernement Guy Mollet sinon que la Droite veut bien soutenir, sur le plan militaire, la politique de pacification de l'Algérie mais qu'elle se refuse obstinément à faire payer les frais inévitables entraînés par les privilégiés ?
(Applaudissements)
Que signifie la chute du gouvernement Bourgès-Maunoury sinon que la même Droite, aussitôt, selon l'expression si juste de Mérigonde : "la grande peur passée" que cette Droite, dis-je, est obstinément hostile à toutes réformes, mêmes modestes, en Afrique du Nord, et que si nous remportions une victoire militaire totale, si elle avait le pouvoir demain, on reviendrait exactement, malgré les promesses solennelles faites à l'état de chose qui a engendré la rébellion militaire par la persistance du colonialisme, racisme et l'esprit rétrograde des conservateurs qui n'ont rien appris ni rien oublié.
Quoi, la crise, elle a éclaté sur la loi-cadre, on en a fort peu parlé, on en a parlé de beaucoup d'autres sujets. Il y a eu, entre Socialistes et Indépendants, des dialogues animés dans lesquels nos camarades socialistes ont d'ailleurs exposé ce qu'étaient nos thèses, pas tellement nos thèses révolutionnaires finales, mais nos thèses en présence des difficultés du jour. On a constaté qu'il y avait divergence non pas théorique, doctrinale, mais pratique et alors, camarades, je vous demande si nous devons répondre favorablement, quels que soient les risques, parce que vous savez les arguments qui sont donnés pour la réponse favorable à M. Gaillard ? Permettez-moi de vous dire qu'ils aboutissent à la doctrine de la participation nécessaire, inévitable, à n'importe quel gouvernement, avec n'importe quelle politique, tant que l'assemblée actuelle ne sera pas revenue devant le suffrage universel.
Autrefois, nous posions des conditions de programme, peut-être, des conditions de chef de gouvernement, certainement des conditions de majorité. Puis, peu à peu, nous avons été amenés par les événements à glisser irrésistiblement et alors

je voudrais répondre à deux sortes d'arguments.
1° - Les Socialistes doivent tout faire pour sauver la République.
2° - Si nous ne répondons pas favorablement, la crise risque de s'éterniser.
Première question : je pense que pour sauver la République, les Socialistes doivent d'abord se comporter en Socialistes et qu'il serait très bon que, devant l'opinion, à demi neutre, de nos adversaires, on rétablisse l'équation : Parti Socialiste égale partisans du Socialisme.
J'ai l'air d'enfoncer une porte ouverte, c'est exactement le contraire.
On ne nous connaît plus sous notre véritable jour, on nous aime quelquefois pour des raisons que nous ne méritons pas et l'on nous combat symétriquement parce qu'on fait une caricature de notre véritable position.
Or, je considère que le Parti Socialiste est imparfait, je ne me cache pas pour le dire dans ces assises, je ne le crie pas en réunion publique, où je le défends contre toutes les attaques. Mais cet instrument imparfait n'est-il pas de beaucoup la meilleure chance de salut de la République démocratique elle-même ? Et si nous l'abîmons dans des expériences qui ne sont pas socialistes est-ce que nous ne risquerons pas d'avoir compromis l'avenir ?
C'est Guy Mollet qui, avec beaucoup de force, a dit : "Si l'on fait un gouvernement qui comprend tout le monde, Poujadistes et Communistes, et si ce gouvernement ne réussit pas, que restera-t-il comme ressource, comme recours et espérance ? Les Communistes, les Poujadistes, les sauveurs extraparlementaires dont nous connaissons peut-être les qualités de résistants, mais dont on connaît les imprudences d'hommes d'Etat."
Car si nous n'oublions pas 1944 nous n'oublions pas non plus les années ultérieures. Je ne me suis pas abaissé à traiter le général de Gaulle de fasciste, c'est une accusation injuste, mais dans l'entourage du général de Gaulle il n'y a pas que des républicains et des démocrates, et je ne désire pas faire le lit du général de Gaulle par une crise persistante.
Etes-vous sûrs que vous mettrez fin à la crise si vous participez au gouvernement de M. Gaillard ?
C'est que vous n'avez pas réfléchi aux expériences précédentes, à chaque crise on nous dit : le régime est menacé, il faut participer. On participe, une nouvelle crise surgit, et on dit : il faut encore participer, parce que le régime est plus menacé que jamais.
Je n'en déduis pas que la politique suivie a été mauvaise, mais je vous demande de ne pas en déduire qu'elle a été bonne.
Est-ce que vous avez mis fin à la crise après la chute de Guy Mollet en participant au gouvernement Bourgès-Maunoury? Avez-vous empêché sa chute ? Ou a t-il été culbuté par les autres ?
Je crois bien que c'est Chateaubriand qui, au lendemain de 1830, disait : "Encore un gouvernement qui se précipite vivant du haut des tours de Notre-Dame."
Il y a beaucoup plus un suicide qu'un assassinat, au moins suicide par passivité.
La participation socialiste n'a pas suffi à donner à Bourgès-Maunoury d'allant d'esprit de décision, qualités rigoureusement indispensables à un chef d'Etat, car

pour sauver le régime il faut gouverner, car ce n'est pas avec une caricature de gouvernement qu'on gouverne.
Ce que je regrette, ce n'est pas l'insuffisance évidente, cent fois démontrée par l'exemple du Président du Conseil, c'est le fait que malheureusement, il y a eu des Socialistes avec lui et que le discrédit mérité de M. Bourgès-Maunoury rejaillit d'une manière imméritée, légère, c'est entendu, sur le Parti Socialiste. Mais alors, est-ce vraiment une raison pour continuer, camarades ? Je pense, moi, que si vous participez au gouvernement Gaillard, et s'il y a en même temps des amis de M. Pinay dans le gouvernement Gaillard, loin de mettre fin à la crise, vous prolongerez la crise. Vous ne résolverez rien du tout. Car, à partir du moment où vous aurez des problèmes concrets, des problèmes de finances, des problèmes d'équilibre budgétaire, permettez-moi de dire, des problèmes graves, étant donné l'attitude agressive que vous aurez fait rentrer dans le gouvernement, vous aurez des divergences profondes entre Socialistes et Indépendants, le gouvernement sera miné de l'intérieur et sera conduit à l'impuissance.
Il ne s'agit pas d'unité nationale ou d'union nationale, il s'agit de défense républicaine ; les mots sont en effet très jolis et résonnent agréablement à des oreilles socialistes, mais cela ne change rien au contexte de fond.
Rappelez-vous, camarades, que l'expérience semblable a été faite, il n'y a pas tellement longtemps. M. André Marie a présidé un gouvernement dans lequel étaient entrés alors avec l'autorisation du Parti, Léon Blum, Paul Raynaud. Est-ce qu'on a mis fin à la crise avec le gouvernement Marie, Blum, Raynaud ? Il a tenu exactement trois semaines, jusqu'au moment où il a volé en éclats devant les réalités.
Je dis aux camarades qui disent : "Il faut participer pour sauver le régime, quelles que soient les conditions" : attention ! La logique de votre attitude, cela veut dire qu'il faut aussi rester au gouvernement quel que soit le programme, quelles que soient les réalisations, et alors, est-ce que vous aurez augmenté la stabilité du régime si vous demandez au ministre socialiste de partir.
Vous avez déjà fait des compromis et je ne le reproche à personne, ce sont les événements et non les hommes que nous devons analyser ici ; il ne s'agit pas de responsabilités personnelles de tel ou tel camarade ou de telle ou telle majorité ; nous aurons d'autres occasions de discuter sur ce point du fond.
Il n'est plus question de réforme fiscale, il n'est plus question de la fameuse décote qui a provoqué la chute du gouvernement, j'allais dire Ramadier, Guy Mollet-Ramadier ; il n'est plus question de telle ou telle réforme à laquelle nous tenions passionnément.
Croyez-vous que dans les circonstances présentes, la loi Gazier a une chance quelconque d'être votée par l'Assemblée, et croyez-vous que le gouvernement Gaillard fera le maximum d'efforts pour que la réforme de l'enseignement à laquelle nous tenons tous beaucoup, puisse être votée ?
Allons ! Vous savez très bien que si l'on veut des Socialistes dans le gouvernement, c'est parce qu'on sait que dans quelques jours, dans quelques heures peut-être, il faudra quelqu'un de dévoué pour venir au Parlement dire :

"On ne peut pas rembourser les milliards prélevés sur la Banque de France, il faut en ajouter quelques-uns, que deuxièmement il n'y a pratiquement plus de devises et qu'il faudra ou les emprunter aux USA ou les emprunter à l'Union Européenne de paiement, et vous savez très bien quelle en sera la source.
Pour menacer notre épiderme patriotique, on parle de l'Union Européenne de paiement. Vous savez qui prêterait, quels grands pays européens, en vertu des contradictions anti-capitalistes, souffrent autant d'avoir une monnaie trop forte que d'autres d'avoir une monnaie trop faible.
Quelles seraient les conditions de ce prêt ? Quelles seraient les conditions de cet emprunt ?
Vous savez, d'autre part, que la situation sociale est troublée à la fois dans l'industrie privée et la fonction publique et qu'il n'est peut-être pas bon que les Socialistes soient au pouvoir au moment où, en vertu de nécessaires ouvertures d'éventail, on va donner des avantages considérables aux hauts fonctionnaires, et ceux qui gagnent 30 000 francs par mois seront acculés peut-être à des mouvements importants.
On agite quelquefois le spectre du front populaire, camarades, est-ce que vous ne pensez pas au front populaire à la base, à nos camarades se trouvant dans une situation impossible vis-à-vis de la politique inévitable aujourd'hui, d'un gouvernement à participation socialiste, balayant tous les barrages, balayant toutes les promesses ?
Non, ce n'est pas une politique avancée, une politique audacieuse qui risque de créer les programmes du front populaire, c'est une politique conservatrice, et pour ma part il y a une chose que je redoute plus que le gouvernement de droite, c'est un gouvernement à participation socialiste qui fasse une politique de droite ou une politique insuffisamment différenciée de la politique de la Droite.
Voilà le cri d'alarme que je voulais pousser ici, cri d'alarme qui, bien entendu, n'a rien à voir avec telle ou telle position précédente que j'ai pu prendre ou que d'autres camarades ont pu prendre au sein d'un Conseil national ou au sein d'un Congrès.
Voyez-vous, nous avons le devoir de légitime défense socialiste, et en défendant le Parti, en défendant sa raison d'être, on défendra partout son vrai visage, nous travaillons en même temps pour la véritable défense républicaine, et j'avoue, sans forcer les mots, pour la véritable défense nationale.
J'ai été très frappé par un incident, au moment de la présentation de Guy Mollet devant le Parlement, c'est lorsque la Droite a littéralement aboyé au moment ou Guy Mollet avait commencé une phrase qui lui paraissait évidente et qui devrait paraître à tous évidente : "Les travailleurs, disait Guy Mollet, en attendant de gérer leurs propres instruments de travail..." Tumulte, murmures, cris.
Comment les Socialistes osent dire cela ! Mais camarades, c'est rabaisser le Socialisme ; seulement si les gens de droite ne le savent pas, il y a peut-être une excuse, c'est qu'on ne le leur a pas assez dit, assez crié ; on ne le leur a pas assez crié, non pas Guy Mollet, puisque tu l'as fait toi-même, mais le Parti dans l'ensemble n'a pas assez montré son véritable visage.
Et si nous faisons un peu l'auto-critique collective, je dirai que je regrette après

Fondation Jean Jaurès

coup, moi comme les autres, j'en suis coupable, que nous avons fait notre campagne électorale 1956 avec un programme républicain, démocratique, mais qui n'était en rien l'estampille socialiste.
Alors, on nous confond avec d'autres, on nous prend tout simplement pour des républicains un peu plus logiques, un peu plus démocrates que les autres et l'on considère que le fin fond du Socialisme c'est une sorte d'"Etat Providence", postulat beaucoup trop favorable à un régime capitaliste dont nous supposons qu'il peut tout supporter à la fois, tout digérer à la fois, comme il était nécessaire de ne faire aucun choix et comme si l'on pouvait mener de front telle ou telle politique.
Je ne veux pas le qualifier pour l'instant, je me cantonne sur le plan économique et social, camarades, voilà mon cri d'alarme.
Le camarade Cassagne demandait que nous allions tous devant le pays, pourquoi ? Pour faire connaître le Socialisme, pour attaquer tous nos adversaires, pour montrer l'insuffisance des autres et montrer que nous sommes le seul espoir.
Camarades, cet espoir nous n'avons pas le droit, dans une improvisation, et dans une atmosphère de quasi panique, créée par d'autres, de le sacrifier ; c'est parce que je suis contre la prolongation de la crise, parce que je suis pour un gouvernement efficace, que je pense qu'aujourd'hui nous devons répondre non à la formation d'un gouvernement qui, s'efforçant de concilier les contraires, nous marierait avec nos adversaires normaux, les Indépendants.
Camarades, restons socialistes, c'est la meilleure manière d'être républicains, et répondons non aux offres qui tendent à nous faire dévier de notre ligne.
(Applaudissements)

Gaston Defferre

Camarades, certains secrétaires fédéraux ont déclaré, ce matin, qu'ils n'avaient pas eu la possibilité matérielle de réunir leur fédération. Nous avons eu cette chance dans les Bouches du Rhône de pouvoir tenir, hier, après-midi, un conseil fédéral, où nous étions non seulement très nombreux, mais où étaient représentées presque toutes les sections de notre fédération, et en particulier les sections rurales qui passent dans la fédération des Bouches du Rhône - je ne sais pas s'il en est ainsi dans les autres fédérations où il y a à la fois des grandes villes et des sections rurales - qui passent pour les plus modérées et pour celles qui, en général, tiennent le langage le plus raisonnable.
Hier après-midi, au conseil de la fédération des Bouches-du-Rhône, l'unanimité a été acquise contre la participation au gouvernement de M. Gaillard.
Je tiens à préciser qu'étaient présents à nos délibérations de la fédération tous les élus parlementaires, sauf un qui n'avait pas pu venir à Marseille, et que tous ceux qui étaient là ont manifesté clairement leur accord sur la décision qui était prise, ou qui devait être prise par la fédération des Bouches du Rhône.
Je pense, d'ailleurs, que nous devons éviter, nous, Socialistes, que l'on oppose les militants que l'on présente quelquefois comme des obsédés de l'opposition, de la non-participation, comme des hommes qui n'ont pas cette connaissance

Fondation Jean Jaurès

des choses, cette sagesse qu'acquièrent les parlementaires qui ont fréquenté pendant de longues années les couloirs du Palais Bourbon. Je crois, en effet, camarades, que cette distinction que l'on entend faire quelquefois dans la presse, entre le Parti Socialiste comme on le représente quand il refuse sa participation, notamment comme un agglomérat de militants à l'esprit étriqué, un peu obtus, qui ne comprennent pas les grands impératifs de la politique nationale, cette opposition que l'on peut faire entre les militants du Parti Socialiste et les hommes d'Etat qui, eux, sont capables de comprendre les nécessités de la politique nationale, cette distinction ne doit pas être faite, et pour ma part je dois dire que je préfère de beaucoup le bon sens populaire que manifestent beaucoup de nos militants, à l'esprit très particulier que l'on trouve dans les couloirs du Palais Bourbon et qui caractérise un certain nombre de parlementaires, notamment à droite, qui voudraient nous donner des leçons, à nous, Socialistes.

Je voudrais pour expliquer le vote de la fédération des Bouches du Rhône, revenir très vite, un peu comme l'a fait notre ami Charles Lussy, sur le passé, et d'abord rappeler les conditions dans lesquelles est tombé le gouvernement de notre camarade Guy Mollet, car c'est, je crois, ce jour-là, qu'a été créée la situation politique qui dure depuis, à laquelle nous avons à faire face maintenant. Guy Mollet a été renversé parce qu'il demandait au Parlement de voter l'impôt sur la décote des stocks.

Je suis personnellement convaincu, et je ne crois pas que Guy Mollet me démentira, que si ce jour-là, tout en maintenant la demande qu'il présentait au Parlement, il avait accepté de déclarer que le projet Gazier était renvoyé à plus tard, et notamment celui qui concerne le remboursement des honoraires médicaux, et que la réforme de l'enseignement ne serait examinée que dans six mois ou un an, peut-être que le gouvernement Guy Mollet n'aurait pas été renversé.

Je sais bien qu'il est clair maintenant qu'en vérité c'est que la Droite n'a pas voulu, au mois de juin 1957, à la fois de l'impôt sur les décotes des stocks, qui était qualifié par certains d'impôt sur le capital, et aussi des projets de notre ami Gazier et des projets sur la réforme de l'enseignement.

Puis, M. Gaillard est arrivé au ministère des Finances et c'est une chose que nous ne devons pas oublier.

Un camarade a rappelé, ce matin, qu'il a cherché... Je ne veux pas employer de mot trop fort, j'ai trop d'estime et trop de sympathie affectueuse pour notre ami Ramadier, je ne voudrais rien dire qui puisse dépasser ma pensée ou le blesser, mais il a cherché à ridiculiser Ramadier et la politique que Ramadier avait suivie, cette politique de subvention économique qui a toujours été une politique défendue par le Parti Socialiste, qui a toujours été une politique qui a consisté à consacrer une partie des deniers publics à empêcher la hausse des prix, car quand on ne peut pas accorder d'augmentations de salaires, le devoir d'un gouvernement à direction socialiste et le devoir d'un ministre socialiste est d'essayer d'empêcher l'augmentation du prix de la vie.

Et vous vous rappelez que dans la première partie de son règne, le ministère des Finances, la politique de Gaillard a consisté à supprimer les subventions

économiques dont il a déclaré qu'elles ne servaient à rien, qu'elles étaient ridicules, dont il se demandait pourquoi on avait pu les inventer, il a laissé les prix grimper allègrement.
Et puis, quand les prix ont monté de 20 à 25%, M. Gaillard s'est rendu compte qu'il risquait de se trouver dans une situation explosive, et qu'à laisser monter les prix on risquait de provoquer ou de créer une situation sociale tellement grave qu'elle coûterait encore plus cher au Trésor que la hausse des prix ou la hausse des salaires, et c'est alors que M. Gaillard a déclaré, tout en maintenant le blocage des salaires, qu'il allait bloquer les prix.
Quand M. Gaillard bloque les prix, nous savons ce que cela veut dire. C'est un langage qui est tenu pour essayer de nous rassurer, car aucune des mesures coercitives qui sont nécessaires pour le blocage des prix n'a été prise par M. Gaillard.
Et quand, à la tribune de l'Assemblée Nationale, lors de son investiture, Guy Mollet a déclaré qu'il fallait prendre des mesures contre un certain nombre de commerçants, M. F. Dupont et toute la Droite se sont dressés indignés, en pensant que l'on risquait de faire de la peine à certains commerçants, et quand Guy Mollet a précisé sa pensée, en disant : "Je parle des commerçants malhonnêtes", M. F. Dupont et toute une partie de la Droite ont fait semblant de ne pas comprendre.
M. Gaillard, lui, tant qu'il a été au pouvoir, a pratiqué cette politique. Nous savons donc ce que nous réserverait demain son accession au pouvoir.
Pour faire une analyse complète de la situation telle qu'elle se présente à nous aujourd'hui, telle qu'elle se présentera à nous demain, quelle que soit la décision du Parti Socialiste, il faut aussi se rappeler ce qui a été dit par M. Pinay lors de son investiture.
Vous vous rappelez d'abord que M. Pinay ne voulait pas se présenter devant le Parlement et que c'est M. Duchet et le Centre national des Indépendants, dont je dirai un mot tout à l'heure, en ce qui concerne le rôle qu'on veut faire jouer à Gaillard, c'est le Centre des Indépendants qui a exigé que M. Pinay se présente devant l'Assemblée, et nous avons eu le sentiment, et le pays tout entier a eu le sentiment que c'était une opération purement électorale, qu'on envoyait Pinay à la tribune pour présenter une affiche qui servirait ensuite de propagande au Centre national des Indépendants. Mais M. Pinay a cet avantage qu'avec son air loyal et de sincérité, il arrive à convaincre un certain nombre de gens et que ce qu'il dit, qu'on le veuille ou non, porte sur le public. Quand M. Pinay a dit un certain nombre de choses, cela a un retentissement beaucoup plus grand que quand ce sont d'autres modérés qui disent les mêmes choses.
Or, qu'a dit M. Pinay ?
M. Pinay a dit : il faut supprimer le déficit. Il n'a pas parlé de diminuer l'impasse, il n'a pas dit de la ramener à 600 milliards, il a dit : il faut supprimer le déficit, sans augmentation d'impôts.
J'aimerais qu'il nous dise le moyen.
J'aperçois notre ami Jean-Raymond Guyon, dans la salle, c'est un financier distingué ; il pourra peut-être nous dire comment supprimer le déficit sans

augmentation d'impôts.
M. Pinay a dit : il faut faire face à la situation sociale, c'est-à-dire qu'il faut éviter des grèves, il faut améliorer la situation sociale, sans augmentation de salaires ; mais il n'a pas dit qu'il fallait arrêter les hausses des prix. M. Pinay a ajouté, et c'était le troisième thème essentiel de son discours : il faut augmenter les exportations, en aidant et en facilitant les exportations, sans pour cela grever en quoi que ce soit le budget de l'Etat ; j'avoue que personnellement je ne suis pas un spécialiste des questions financières, mais j'ai cherché à me renseigner et personne n'a été capable de me dire comment supprimer le déficit sans augmentation d'impôts, comment on pouvait faire face à la situation sociale sans blocage des prix, sans augmentation de salaires, comment augmenter les exportations sans grever, si peu que ce soit, le budget de l'Etat, et pourtant M. Pinay l'a dit et il y a un certain nombre de gens de ce pays qui le croient, qui le croient d'autant plus qu'au cours de la séance d'investiture de notre camarade Guy Mollet, M. Tremollet Devillers est monté à la tribune et a dit : "Il suffit de restaurer la confiance." C'est un langage, camarades que nous connaissons bien ; on l'entendait souvent avant la guerre, à l'époque où il y avait non pas le front populaire, mais à l'époque ou il y avait le Cartel, à l'époque où quelques-uns uns d'entre vous étaient déjà des militants, certains qui sont dans cette salle étaient déjà des élus, ils connaissent bien cela.
Quand j'ai cherché, il y a quelques temps, à me renseigner, ces jours-ci, sur la façon dont avait opéré M. Poincaré quand il est arrivé au pouvoir, pour rétablir la situation financière, j'ai fait faire des recherches, notamment dans les mémoires de M. Herriot, au cours d'un passage particulièrement amer dans lequel Herriot déclare que la détérioration de la situation financière était sans doute d'aspect plus psychologique et politique que technique ou plus réelle, car il a suffi que la Droite arrive au pouvoir pour que, du jour au lendemain, ce qui paraissait irréalisable soit réalisé.
Et aujourd'hui, c'est le langage que l'on me tient, si bien que si, demain, nous rentrons dans le gouvernement Gaillard, si demain, les ministres socialistes, et les 100 députés socialistes derrière eux, appuient le gouvernement Gaillard pour voter des impôts, pour prendre des mesures impopulaires, vous aurez dans tout le pays le Centre national des Indépendants qui dira : "Regardez-les, cette bande d'incapables - pour ne pas dire cette bande d'imbéciles - regardez-les, ils ne sont bons qu'à augmenter les impôts, à vous faire payer davantage, alors que nous, si nous avions été au pouvoir, c'est par la confiance que nous aurions rétabli la monnaie, nous aurions évité l'inflation, nous aurions évité tous ces maux, parce que nous, nous avions des remèdes que, eux, ils sont incapables d'appliquer." Et cela, camarades, c'est un danger qui nous menace gravement car, que nous propose M. Gaillard ? Je vais y arriver maintenant, notre ami Deixonne nous l'a dit ce matin : M. Gaillard nous propose d'entrer dans le gouvernement, il sait très bien que si nous entrons dans le gouvernement, c'est tout le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République, c'est tout le Parti Socialiste qui entre dans le gouvernement du même coup.
Il nous dit ; quant aux modérés, je ne demande pas au Centre national des

Indépendants d'entrer dans le gouvernement. Il pense ainsi nous ménager, nous faire plaisir, à moins qu'il ne nous prenne pour vraiment naïfs. Il nous dit : "Je demande simplement à quelques modérés, à ceux qui ont manifesté leur sympathie ces derniers temps au gouvernement Guy Mollet en particulier, de s'asseoir autour de la table ministérielle avec vos amis socialistes." Alors, que se passera-t-il, camarades ? D'un côté le Parti Socialiste sera engagé à fond, de l'autre, le Centre national des Indépendants ne le sera pas.

Alors, je me tourne vers ceux de nos amis qui sont partisans de la participation et je leur dis : "Si vous êtes vraiment partisans de la participation, si vous croyez véritablement que c'est l'intérêt de la République que la participation entre dans ce gouvernement, alors, notre devoir est d'exiger que les Indépendants y soient aussi et non pas par quelques isolés non représentatifs, mais par le Centre national des Indépendants lui-même, nous ne pouvons pas accepter de revivre ce que nous avons vécu à l'époque du tripartisme, quand le Parti Communiste était dans le gouvernement et, en même temps, combattait le gouvernement, dans le pays et au Parlement.

Alors, camarades, si vous êtes partisans de la participation, ayez le courage d'aller jusqu'au bout, ne nous dites pas : nous acceptons M. Jacquinot, M. Temple ou tel ou tel autre parce qu'ils ont voté pour le gouvernement Guy Mollet, prenez M. Duchet, prenez M. Pinay, faites-en des otages au même titre que nous, mais nous ne pourrons pas accepter, nous, militants socialistes, d'être prisonniers et d'assister à ce spectacle auquel nous assisterions certainement, de voir les Indépendants se dresser contre nous et nous ridiculiser, si tout ce que ferait le gouvernement, dans lequel siègeraient les Socialistes et les modérés, les Socialistes étant engagés et les Indépendants ne l'étant pas.

Et puis, camarades, il y a un autre aspect du problème, dont on a parlé ce matin - c'est notre camarade Boutbien -, c'est la situation sociale.

Il a parlé de la grève de l'EDF ; cette grève est, je crois, l'une des plus graves que nous ayons jamais connues dans ce pays. Je suis personnellement maire de Marseille ; pendant une matinée entière, j'ai dû téléphoner à Paris, à Marseille et dans la région pour faire rétablir le courant dans les hôpitaux de Marseille et si des dispositions n'avaient pas été prises pour que certains services puissent fonctionner, les couveuses notamment, dans lesquelles se trouvent les enfants prématurés, n'auraient pas eu de courant, ces enfants seraient morts, c'est très grave.

Mais je ne me suis pas contenté, pendant une matinée, de téléphoner parfois de façon un peu violente aux dirigeants de l'EDF, pour essayer d'avoir du courant. Le lendemain et le surlendemain, je suis allé les voir pour leur demander comment une grève pareille avait pu se produire, et savez-vous ce qu'ils m'ont répondu ? Ils m'ont dit que si cette année, cette fois-ci, non seulement les subalternes, mais tous les cadres de l'EDF, avaient fait grève, c'est parce que le gouvernement avait pris à leur égard un engagement formel et qu'il n'avait pas été tenu.

C'est M. Ramonet qui a pris cet engagement et qui ne l'a pas tenu, et ce que vous ne savez pas, camarades, c'est que d'autres engagements de même nature

ont été pris vis-à-vis d'autres grandes entreprises, vis-à-vis d'autres catégories de travailleurs ; est-ce que vous ne savez pas que, demain, ces engagements ne seront pas davantage tenus ! Est-ce que vous ne savez pas que le Parti Socialiste, demain, va se trouver devant une situation sociale particulièrement difficile !
Alors, que ferons-nous ? Est-ce que nous serons du côté de ceux qui condamneront les grévistes ou est-ce que nous serons, comme en 1953, sous le gouvernement Laniel, du côté des grévistes ?
Est-ce que vous ne croyez pas qu'il y aura de bons esprits, notamment du côté des Communistes, si nous soutenons le gouvernement, qui combat les grévistes, pour nous rappeler qu'en 1953, nous avons été le groupe qui a demandé le rappel du Parlement au mois d'août pour examiner la situation sociale et pour prendre des mesures qui s'imposaient ?
Oh ! Je sais que, ce matin, notre ami Boutbien nous a dit que le droit de grève devait être réglementé. Je suis de son avis, mais je voudrais faire deux remarques à ce sujet :
D'abord, je ne pense pas qu'on puisse procéder à une réglementation du droit de grève dans une période où il y a de graves difficultés sociales. Ce n'est pas une chose qui peut être faite à chaud. Cela ne peut être fait qu'à froid, et à une période de détente sociale.
Et puis, si les modérés ont quelque chose à dire à ce sujet, nous pourrions peut-être leur rappeler qu'ils ont été au pouvoir de 1951 à 1956 et nous pourrions leur demander ce qu'ils ont fait pour réglementer le droit de grève de 1951 à 1956 ! Ils n'ont rien fait parce qu'ils n'ont rien osé faire et aujourd'hui, ils voudraient que nous le fassions pour eux, que nous soyons leur caution au moment ou ils le feront.
Je crois, camarades, que ce n'est pas le rôle du Parti Socialiste et que si un jour, nous devons nous engager dans cette voie, ce sera au moment que nous aurons choisi et de la façon que nous aurons choisie, et non pas pour obéir aux injonctions qui pourront nous être adressées par un groupe du centre ou par un groupe de droite de l'Assemblée Nationale ou du Conseil de la République.
Je voudrais enfin, camarades, en ce qui concerne le programme qui nous est présenté par M. Gaillard, faire quelques remarques.
D'abord, je voudrais faire une première remarque, je m'en excuse, et je regrette beaucoup que M. Gaillard ne soit pas là, parce que, comme je vais parler de lui personnellement, j'aurais préféré le lui dire. Je crois qu'il y a deux choses qu'il ne faut pas confondre. Je crois qu'il ne faut pas confondre, et dans l'opinion publique, on est en train de le confondre en ce moment, deux choses tout à fait différentes, qui sont la jeunesse, l'âge et le caractère.
Il y a des hommes qui ont véritablement le caractère radical, c'est-à-dire, disons-le, qui n'ont pas de caractère. Et puis, il y a des hommes vieux, il y a eu Clemenceau qui, à 70 ans, avait encore beaucoup de caractère.
Par conséquent, qu'on ne vienne pas nous dire aujourd'hui que M. Gaillard a du caractère parce qu'il est jeune, ce sont deux questions qui sont complètement différentes l'une de l'autre.
M. Gaillard, d'ailleurs, a une conception des méthodes gouvernementales un peu

particulière, en ce sens que, tantôt il joue l'homme fort, tantôt il oublie que, demain ou aujourd'hui, il aspire à être chef de gouvernement. Il floue l'homme fort quand il dit : "Je choisis mes ministres", sous-entendu parce que c'est populaire dans l'opinion de droite. "Je choisirai mes ministres sans en référer aux partis politiques parce que les partis politiques, en ce moment, sont responsables de tout." Je reconnais que non seulement les partis, mais les parlementaires, sont en ce moment assez impopulaires, et j'en dirai un mot tout à l'heure.

Et puis, après avoir lancé cette affirmation virile, chaque fois qu'un problème lui est posé, un problème de fond, M. Gaillard, qui veut être demain chef de gouvernement, qui devrait avoir une opinion précise sur ces problèmes et qui devrait nous dire : "Voilà ce que je vais faire, voilà dans quelle voie je vais m'engager, et je poserai la question de confiance pour faire triompher mon point de vue sur la solution que je propose", eh bien, Gaillard, chaque fois, nous répond : "Moi, je propose une table ronde."

Cela veut dire qu'il se démet de sa qualité de chef du gouvernement, c'est-à-dire d'homme qui a le pouvoir et même qui a le devoir de choisir et d'arbitrer, et qu'il s'en remet non pas à son Conseil des ministres - moi, j'avais toujours cru, naïvement, jusqu'à maintenant, et c'est ainsi que cela se passait dans les gouvernements où j'ai été, que la meilleure de toutes les tables rondes dans un gouvernement, c'était la table du Conseil des ministres, même si elle n'est pas ronde de forme ; il paraît que maintenant ce n'est plus ainsi et qu'il faut choisir en dehors du Conseil des ministres une autre table autour de laquelle on réunit d'autres honmes pour arriver, pour essayer d'arriver à une solution -, qu'il s'en remet non pas à son Conseil des ministres, mais à un Conseil de table ronde !

Alors, M. Gaillard nous dit tantôt : "Je choisirai mes ministres, je suis un homme énergique", et puis, quand on lui dit : "Qu'est-ce que vous pensez de ce problème ?", il répond : "Oh ! Moi, vous savez, je m'en remets à la table ronde."

Alors, camarades, soyons sérieux, nous savons très bien que la table ronde sera composée de telle façon que nous n'y serons pas majoritaires, nous savons très bien qu'on réunira autour de cette table ronde un certain nombre d'hommes qui n'ont pas les mêmes idées que nous, que ni la réforme de l'enseignement, ni les projets Gazier n'auront la chance de voir jamais le jour. Et j'aperçois notre ami Lacoste qui est ici et qui sourit à mes propos. Il sait très bien, lui-même, que ses propres propositions, avec lesquelles, pourtant, je ne suis pas d'accord - il le sait, nous nous sommes assez longuement expliqués là-dessus pour que je ne recommence pas aujourd'hui, ce n'est pas l'objet du débat -, il sait que ses propositions en ce qui concerne la loi-cadre, par exemple, ne seraient pas acceptées par la table ronde présidée par M. Gaillard.

M. Bourgès-Maunoury s'était engagé sur la loi-cadre, Lacoste, il l'avait déposée, ta loi-cadre, Lacoste ! Moi, je n'étais pas d'accord avec la loi-cadre Lacoste, mais la majorité du Parti était d'accord. Mais M. Gaillard, lui, n'est pas d'accord et si, demain, il réunit une table ronde, nous savons très bien que dans le domaine de l'Algérie, qui est un domaine essentiel, il ne sera pas d'accord avec nous.

Et je ne sais pas si Colin faisait allusion à moi tout à l'heure, sur un ton extrêmement péjoratif, et qui semblait contenir une condamnation de certains articles de presse. Je t'indique, mon cher Colin, que nous sommes encore dans un pays de liberté et tout de même, si cela doit te déplaire, je continuerai, dans la mesure où je n'enfreindrai pas la discipline du Parti, à écrire des articles, même si je ne suis pas d'accord avec toi ; personnellement, je t'indique que si la table ronde est réunie, ni toi, ni Lacoste, ni Guy Mollet, vous ne serez d'accord avec la majorité qui sera réunie autour de cette table ronde et que, comme l'a très bien dit notre ami Mérigonde, une fois la grande peur passée, les modérés voudront purement et simplement revenir au statu quo ante. Et alors, camarades, je vais conclure : actuellement, comme l'a dit Depreux, on nous parle de défense de la République. Qu'est-ce qui peut nous permettre de défendre véritablement la République ?

Je crois que nous devons nous poser la question. Il est incontestable que dans l'opinion, les parlementaires sont mal vus. Il n'est pas douteux que le régime parlementaire en ce moment, après avoir donné lieu à une grande indifférence, à un certain mépris, provoque une certaine colère.

Est-ce que vous croyez que c'est un programme comme celui de M. Gaillard, est-ce que vous croyez que c'est un gouvernement comme celui-là, même si nous y sommes, qui va changer le climat qui existe actuellement dans le pays ?

Vous le savez très bien, la réponse est négative quand on pose cette question.

En vérité, dans le pays, que dit l'opinion ?

La grande masse de l'opinion déclare qu'il faut dissoudre cette assemblée, qu'il faut en élire une autre.

Mais les gens ne réfléchissent pas bien souvent et ne se rendent pas compte que dissoudre cette assemblée, sans avoir changé la loi électorale, c'est retrouver demain une assemblée composée de façon à peu près identique. Mais si nous, Socialistes, nous prenons l'initiative de dire que, maintenant, notre préoccupation numéro 1, c'est de faire voter une loi électorale, pour qu'en cas de dissolution, nous ne nous trouvions pas dans la même situation qu'au mois de décembre 1955, alors, camarades, nous frapperons l'opinion publique et, par-dessus le marché, nous ferons notre devoir de républicains.

Or, cette loi électorale, nous l'avons choisie, nous l'avons décidée en Congrès national, nous avons dit que ce devait être le scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours, si bien que si nous voulons véritablement défendre la République, camarades, il ne s'agit pas de s'engager dans la voie qui, je m'en excuse, est la voie de la facilité, celle qui consiste à entrer dans un quelconque gouvernement Gaillard ; si nous voulons véritablement défendre la République, notre préoccupation numéro 1, aussi étonnant que cela puisse être, au moment où nous nous trouvons en présence des problèmes de l'Algérie, des problèmes financiers, des problèmes économiques et des problèmes sociaux, c'est de faire voter une loi électorale pour que si, demain, l'Assemblée est dissoute, nous puissions retrouver au Parlement une Assemblée gouvernable.

Voilà, camarades, ce que le Parti Socialiste doit proposer. Si nous savons le proposer et surtout, si nous savons l'imposer, alors, de nouveau, nous pourrons

Fondation Jean Jaurès

retrouver la faveur de l'opinion publique et nous pourrons alors véritablement défendre la République et les institutions parlementaires.
Je voudrais ajouter un mot à ce sujet. Je sais qu'on dit que, dans cette assemblée, il est impossible de faire voter un scrutin majoritaire.
Camarades, il y a dans l'Assemblée Nationale, en ce moment, un groupe, et je dois reconnaître que jusqu'à maintenant, il a été très fidèle au principe qu'il a énoncé, c'est le groupe MRP qui a déclaré qu'il n'accepterait jamais d'entrer dans un gouvernement dans lequel ne seraient pas les Socialistes. Eh bien, c'est l'occasion ou jamais de mettre les MRP à l'épreuve. Nous pouvons leur répondre qu'en ce qui concerne notre condition numéro 1, le scrutin majoritaire, nous verrons à ce moment-là si le MRP maintient la position qu'il a prise jusqu'à maintenant ou s'il en change. Ce serait assez intéressant de leur poser la question.
Enfin, camarades, je voudrais ajouter une dernière observation : on nous a dit jusqu'à maintenant que nous devions rentrer dans le gouvernement parce qu'il est impossible de constituer un gouvernement sans les Socialistes. C'est parce qu'on a dit cela et c'est parce qu'on a pensé cela, non seulement au Parlement, mais, semble-t-il, dans des lieux administrativement et hiérarchiquement plus élevés encore - et qu'il n'est pas d'habitude de citer à la tribune de l'Assemblée et des Conseils nationaux - qu'on a cherché le Président du Conseil qui pouvait permettre aux Socialistes d'entrer dans le gouvernement.
Mais si, au lieu de poser le postulat qu'il faut faire un gouvernement avec les Socialises, on admettait le postulat inverse, c'est-à-dire si on admettait qu'on peut faire un gouvernement de centre-droite, et qu'au lieu de chercher un Président du Conseil qui puisse réunir sous son aile à la fois le centre, certains modérés et les Socialises, on cherche un Président du Conseil qui, au contraire, puisse réunir sous sa direction toute la Droite et le centre-droit, alors, camarades, peut-être s'apercevrait-on qu'il existe une majorité pour cela. Appelons les choses par leur nom, si au lieu de faire appel à M. Pflimlin ou à M. Robert Schuman, on faisait appel à M. Georges Bidault, il est absolument évident que le problème se poserait tout autrement et que nous nous apercevrions peut-être qu'un gouvernement de centre-droit est possible. Et c'est parce que nous, Socialistes, jusqu'à maintenant, nous avions laissé dire qu'il n'était pas possible de faire un gouvernement sans nous, qu'on s'est obstiné à chercher un Président du Conseil qui, évidemment, ne peut pas obtenir l'investiture sans les Socialistes et qui, par conséquent, ne peut pas constituer un gouvernement sans nous. Si nous refusons de participer aujourd'hui, si nous refusons de nous engager dans le gouvernement, alors, on s'apercevra peut-être qu'il est possible de trouver une majorité sans nous et, comme le disait Depreux, nous allons aboutir à la même conclusion. Je veux être plus bref que lui, parce que je n'ai pas son éloquence et, comme il le disait, essayons, nous, Socialistes, de rester fidèles à nous-mêmes, n'oublions pas que si nous voulons défendre la République, ce qui compte pour nous, c'est de garder un Parti Socialiste fort qui reste au contact de la classe ouvrière, qui ne soit pas coupé de la classe ouvrière, comme il le serait si, demain, nous rentrions dans un gouvernement Gaillard, car n'oublions pas qu'à

ce moment-là, nous risquons d'être laminés entre les mirages que fait briller la Droite avec les soi-disant solutions qu'a présentées M. Pinay, et l'attitude que prendrait le Parti Communiste.
Je me demande alors quels contacts le Parti Socialiste garderait avec la classe ouvrière.
Le meilleur moyen de défendre la République, camarades, c'est d'avoir un Parti Socialiste qui soit fort et qui soit capable de défendre le Parti Socialiste non seulement au Parlement, mais aussi dans le pays.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fuzier, de la Seine.

Claude Fuzier (Seine)

Camarades, la fédération socialiste de la Seine, à une très forte majorité, à une majorité que je qualifierai même d'exceptionnelle puisqu'elle dépassé 90% des mandats, s'est prononcée contre la participation au gouvernement que M. Félix Gaillard se propose de constituer.
Inutile de vous dire que cette majorité est composite et la loyauté exige, comme je l'ai fait hier devant mon Conseil fédéral, que nous avions eu aussi la chance de pouvoir réunir, la loyauté exige que je dise que, sur ce problème particulier, nous avons pu trouver une majorité aussi large parce que nous nous sommes cantonnés strictement au problème qui est celui que nous avons à traiter aujourd'hui : celui de l'offre faite par M. Félix Gaillard de constituer un gouvernement qui, avec des formules différentes, reste en définitive un gouvernement d'union nationale ou d'union des partis dits nationaux.
Nous ne pouvons pas nous laisser prendre à l'astuce qui consiste à déclarer qu'on ne fera pas appel au Centre national des Indépendants mais à certaines personnalités des Indépendants !
Je suis convaincu, quant à moi, qu'un Indépendant n'est pas un homme de droite parce qu'il est membre du Centre national des Indépendants, même si cette réflexion peut déplaire à M. Duchet, mais qu'il l'est parce qu'il représente un courant social ou certaines classes, et nous en avons eu, je crois, la preuve dans cette forme d'unanimité que notre camarade Guy Mollet a rencontrée contre lui lorsqu'il s'est présenté lundi dernier devant l'Assemblée Nationale.
En réalité, il s'agit bien d'un gouvernement d'union nationale, il s'agit bien d'un gouvernement d'union des partis dits nationaux et je voudrais rappeler que cette formule, nous l'avons fermement condamnée le 3 juin dernier, lors d'un Conseil national tenu dans cette même salle, sur le problème de la participation, sans qu'à l'époque se pose très exactement un nom en face de la demande qu'on nous faisait.
Que disions-nous à l'époque ?
"Par contre, la formule de gouvernement d'union nationale ou d'union des partis nationaux ne peut être retenue par le Parti Socialiste car elle implique la confusion la plus préjudiciable à la démocratie et mène inévitablement, soit à l'immobilisme, soit à la désagrégation rapide du gouvernement."

Fondation Jean Jaurès

Je suis persuadé que ce que nous disions en juin dernier reste encore entièrement valable et que la proposition qui nous est faite aujourd'hui aurait très exactement les mêmes résultats, c'est-à-dire que nous serions amenés soit à l'immobilisme, soit à la désagrégation rapide du gouvernement.

Je voudrais en voir - sans insister tout particulièrement sur les aspects du programme de M. Félix Gaillard - un certain nombre de preuves dans les réponses qu'il a pu nous faire et dans les réponses qui ont déjà été faites, camarades, par certains des partis qui sont appelée à participer à l'équipe de M. Gaillard.

Nous connaissons la personnalité de M. Gaillard ; elle ne prête pas, pour nous, à une confiance absolue. Nous avons même eu l'occasion de voir quelle était la politique qu'il a pu suivre pendant qu'il était ministre des Finances du gouvernement de M. Bourgès-Maunoury.

Je sais bien que c'était la période des congés payés, mais j'ai encore en mémoire les événements de juillet dernier lorsqu'il a fallu entamer une lutte extrêmement dure, à la fois pour protéger la politique qui avait été défendue jusqu'ici par notre camarade Ramadier et qui, peut-être souvent critiquée, avait eu au moins le mérite de freiner la permanence de la hausse des prix, et, d'autre part, fait plus grave, pour protéger la sécurité sociale que M. Gaillard voulait intégrer dans l'économie générale du budget de l'Etat.

Il a fallu se battre et, en réalité, si nous avons gagné dans cette bataille c'est parce que nous avons bénéficié à ce moment-là de l'arbitrage d'un Président du Conseil qui, sur ces problèmes, et je ne cherche pas à savoir pourquoi, était décidé plutôt à soutenir la thèse des ministres socialistes que la thèse des autres ministres.

Est-ce que, demain, M. Gaillard nous donnera la garantie que nous aurons le même arbitrage lorsque des problèmes aussi importants se poseront ?

Mais, camarades, ce matin même, le Centre national des Indépendants s'est réuni et il a publié une sorte de décision. Cette décision dit quoi ? Elle dit que le Centre national des Indépendants est tout à fait d'accord pour participer au gouvernement de M. Félix Gaillard, à condition qu'il n'y ait pas de conditions et qu'en particulier il n'y ait pas de calendrier en matière sociale qui soit présenté.

Comment réagira M. Gaillard devant cette exigence du Centre national des Indépendants ? Nous sommes en droit de dire, quant à nous, que la présence côte à côte, dans le même gouvernement, de représentants du Parti Socialiste et d'hommes de la Droite, des modérés ou des Indépendants, vouera en réalité ce gouvernement à l'immobilisme et à la désagrégation ensuite, chaque fois qu'il se posera un problème sur lequel nous ne pourrons pas, quant à nous, céder, parce que ce sera totalement contraire aux principes que nous n'avons cessé de défendre jusqu'ici.

Les arguments "pour" qui nous ont été opposés sont en général de trois sortes.

D'une part, on nous indique qu'il y a des décisions fort importantes qui devront être prises et que ces décisions, il vaut mieux les contrôler de l'intérieur que de l'extérieur.

On nous dit aussi qu'on ne peut pas, dans la Chambre actuelle, gouverner sans

nous, ou plutôt je dirai qu'on ne veut pas gouverner sans nous, mais les résultats sont les mêmes.
On nous dit enfin que la longueur de la crise risque de mettre en péril le régime.
Je voudrais essayer de reprendre l'ensemble de ces arguments.
Le contrôle intérieur. Je ne dirai pas que nos ministres se trouveront en minorité, c'est le propre à l'heure actuelle, même dans un gouvernement à direction de tous les partis, à partir du moment où on veut réunir le plus large éventail possible de partis sur le plan parlementaire. On a fait d'ailleurs la démonstration avec l'expérience de notre camarade Guy Mollet, lundi dernier, que ce n'était absolument pas une garantie de majorité sur le plan parlementaire, et le fait, par exemple, d'avoir dans notre gouvernement les Radicaux de la tendance Morice aurait été rentable dans la mesure où on aurait fait 13 ministres avec les 13 membres de ce groupe, puisque, en réalité, nous n'avons reçu que les deux voix des deux ministres que nous avions retenus. Mais ce qui est plus important et ce qui rejoint ce que je disais tout à l'heure, c'est que pour être efficace dans un gouvernement, l'action des ministres suppose d'abord un choix dans les hommes, et je ne suis pas convaincu que nous disposerons de tous les hommes dont nous aurons réellement besoin, soit par la volonté des autres, soit par leur propre volonté, mais aussi de la possibilité de bénéficier, auprès du Président du Conseil, lorsque des conflits graves se présenteront, d'un arbitrage qui soit favorable aux thèses que nous voulons défendre.
Et comme je le disais tout à l'heure, je ne peux pas, quant à moi - et la fédération de la Seine est unanime - avoir une très grande confiance dans les arbitrages qui seront rendus par M. Félix Gaillard pour les raisons que j'ai indiquées, et je crois que ce serait de la part de nos camarades sous-estimer considérablement la chance de lutte sur le plan parlementaire que de dire qu'il n'est possible d'agir auprès d'un gouvernement que lorsqu'on est à l'intérieur, et ce serait même en réalité arriver à nous condamner à une participation de principe qui est contraire à ce que nous affirmions en juin dernier devant le Conseil national de Puteaux, qui fait de notre participation au gouvernement des raisons de circonstances et non pas des raisons de principe ou des raisons de doctrine.
Un autre argument est de dire qu'on ne peut pas gouverner sans nous, mais cela, camarades, ce n'est pas nous qui l'avons dit les premiers, ce sont les gens qui sont autour de nous qui ne cessent de l'affirmer. Est-ce que, en face de cela, nous avons, nous, clairement affirmé que nous n'étions pas décidés à nous laisser enfermer dans cette sorte de chantage qui était pratiqué ? Les leçons que M. Pierre Brisson, qui n'écrit que dans les grandes circonstances, nous donne dans le Figaro d'hier matin, je ne pense pas quand même que nous devons les prendre automatiquement pour paroles d'évangile. En d'autres circonstances, M. Pierre Brisson s'abstient de donner des conseils de modération aux modérés de l'Assemblée Nationale, c'est à nous qu'il les donne en faisant appel une fois de plus à notre traditionnel sens national et je pense qu'on n'a pas besoin de faire appel à ce sens national. Nous avons donné en de nombreuses circonstances suffisamment la preuve que nous faisions passer l'intérêt de la nation avant l'intérêt quelquefois même de notre propre Parti. Mais en réalité, est-ce qu'il ne

serait pas temps d'affirmer que nous refusons cette forme de chantage ? Est-ce que, dans la mesure où nous affirmerions que nous n'acceptons pas de pénétrer, pratiquement à n'importe quelle condition, dans une équipe ministérielle aux côtés de gens dont nous savons qu'ils sont décidés à pratiquer une politique totalement contraire à celle que nous avons retenue, est-ce que, dans la mesure où nous affirmerions nos positions là-dessus, nous ne pourrions pas obtenir des réponses différentes des gens qui nous entourent ?

A l'heure actuelle, on profite, en réalité, du fait que nous ne sommes pas extrêmement clairs sur ce problème, pour essayer de nous imposer la participation des autres, au travers de notre propre participation. Je ne suis pas convaincu qu'en étant extrêmement clairs nous n'arriverions pas à obtenir une réponse différente des gens qui nous entourent et, en particulier, des gens du Centre, parce que la participation socialiste - ce n'est pas moi qui l'ai dit, cela a été dit précédemment -, la participation socialiste n'est pas un article de la Constitution et il est très possible d'envisager des gouvernements qui ne bénéficient pas de la participation, qui bénéficient de notre investiture, qui bénéficient peut-être de notre soutien dans certaines circonstances, ou d'un soutien assez prolongé lorsque, évidemment, il s'agit des questions sur lesquelles nous ne pouvons absolument pas nous incliner, il y en a quand même quelques-uns unes, aussi bien en matière de politique intérieure qu'en matière de politique d'Outremer, mais en réalité je ne vois pas pourquoi on ferait peser sur nous cette sorte de fatalité, de "malédiction" arriverai-je à dire aujourd'hui, dans les circonstances actuelles, qui fait qu'en toutes circonstances on ne peut gouverner, en France, qu'avec la participation des ministres socialistes !

Je pense que, sur ce point, l'expérience tentée par notre camarade Guy Mollet nous a apporté une réponse !

Nous avons vu, avec un programme dont Guy Mollet a dit lui-même, si je ne m'abuse, qu'il était vraiment le minimum possible pour le Parti Socialiste, avec le programme présenté lundi dernier, nous avons vu une opposition fondamentale des gens de droite.

Est-ce que l'on pense que, par le fait que, demain, nous serions dans le même gouvernement avec eux, nous pourrions lever cette opposition et que nous ne serions pas obligés de faire des concessions supplémentaires qui dépasseraient ce minimum possible que nous avons envisagé lundi dernier avec un gouvernement ayant une large assise parlementaire ?

Enfin, la crise de régime. Je ne crois pas qu'on résout la crise de régime sans avoir résolu vraiment au fond la crise tout court. Or, à l'heure actuelle, on ne nous propose pas une solution à la crise tout court, on nous propose une solution de fortune.

Monsieur Gaillard pense que pour résoudre la crise, il faut un gouvernement qui réunisse l'ensemble des partis dits nationaux à l'Assemblée Nationale, excluant les Communistes, d'une part, et les Poujadistes, d'autre part,

Nous avons dit - je m'excuse d'avoir des références permanentes - nous avons dit, au Congrès de Puteaux de juin dernier, au Conseil national de Puteaux, que l'expérience des seize derniers mois prouvait qu'un gouvernement ne disposant

pas de majorité préalable peut durer et agir efficacement. Nous en avons eu la manifestation avec le gouvernement présidé par Guy Mollet, mais nous avons eu l'expérience contraire avec l'expérience de lundi dernier, puisqu'un gouvernement disposant, en principe, d'une sorte de majorité préalable, n'a pas été capable même de se constituer, ayant été renversé pas seulement par l'opposition des gens qui étaient dehors, mais par une défection extrêmement nombreuse des gens qui se trouvaient en dedans. Il n'y avait pas seulement des Radicaux de M. Morice, mais il y avait aussi une partie du groupe radical, car on en arrive, dans les circonstances actuelles, à constater que lorsque les Socialistes participent, ils s'engagent avec la totalité de leurs députés, mais lorsque M. Gaillard vient nous dire qu'il sera Président du Conseil, il le sera peut-être avec les voix socialistes mais certainement pas avec la totalité des voix radicales, une partie de ces voix radicales restant totalement en dehors du coup !

En réalité, pour éviter une aggravation de la crise, pour éviter que cette crise aboutisse à la crise de régime, cela ne peut être fait que dans la mesure où nous aurons un gouvernement qui aura un programme extrêmement précis.

On peut prévoir un gouvernement limité, avec un programme très limité, on peut prévoir un gouvernement qui réunira, sur un vaste programme d'ensemble, une majorité très large, mais on ne peut pas prévoir un gouvernement qui aura peut-être, au départ, une majorité très large à condition qu'il n'ait pas de programme sur lequel s'appuyer, car cela c'est reculer pour mieux sauter, c'est reporter à un mois ou deux mois la solution, l'arrivée d'une nouvelle crise ministérielle, c'est en réalité fuir devant la difficulté réelle, la difficulté réelle étant d'essayer de trouver un programme dans une Assemblée profondément divisée et des gens capables de faire une majorité.

Alors, camarades, je ne crois pas que la voie dans laquelle on essaye de s'engager, si on répond favorablement à M. Gaillard, soit une voie qui puisse apporter une solution.

On a évoqué tout à l'heure le problème social.

Je vous affirme que les camarades qui se trouvent dans certains départements où la crise sociale est extrêmement aiguë, comme nos camarades de la Loire-Atlantique et nous-mêmes, dans la fédération de la Seine - où des menaces permanentes pèsent sur eux, se trouvent devant une situation littéralement impossible à l'heure actuelle.

Nous avons, vous savez, des difficultés, des crises de conscience devant le choix qui nous est proposé. A l'heure actuelle, nous aimerions bien qu'il y ait un gouvernement, c'est-à-dire une autorité auprès de qui les travailleurs puissent trouver, tout au moins une réponse, même si elle est négative, mais est-ce que vous pensez qu'on arrivera à résoudre cette crise sociale qui menace si lourdement si vous avez un gouvernement qui sera incapable de donner une réponse positive ? Tout à l'heure, Gaston Defferre citait la grève d'Electricité et de Gaz de France et il disait quels étaient les engagements pris par M. Ramonet. Mais M. Ramonet, qui était le ministre de tutelle en la matière, était disposé à donner une réponse positive pour avoir la paix, seulement à partir du moment où une décision prise par un ministre de tutelle ne répond pas aux idées des autres

membres du ministère, vous avez une grève de l'électricité ! Aussi, quand vous n'avez pas, au départ, de la part du ministère, la volonté d'arriver à un accord, pensez à ce que cela peut donner et cette volonté n'est possible que lorsqu'il y a un certain nombre de points communs entre nous et les membres du ministère car vous ne pouvez seulement tabler sur la solidarité ministérielle pour régler les problèmes les plus graves.

Or, pensez-vous que dans un gouvernement où il y a des amis de M. Villars de Trémolet ou de M. Trémolet de Villars, je ne sais pas au juste, et des membres du Parti Socialiste, il y aurait la possibilité de trouver aujourd'hui des bases d'accord permettant de résoudre les problèmes les plus graves qui se poseraient à nous ?

Enfin, est-ce qu'on aurait sauvé le régime si, dans cette formule disparate d'union nationale on arrivait, en réalité, à laisser tous les mécontents se tourner vers les gens du Parti Communiste ou du Poujadisme, et non seulement les mécontents mais l'ensemble des travailleurs puisqu'ils ne pourraient plus espérer trouver des gens capables de leur apporter des solutions qu'en dehors même des partis du gouvernement puisque, à ce moment-là, nous serions, en particulier sur le plan social, littéralement paralysés par les initiatives qui pourraient être prises par le gouvernement !

C'est pour toutes ces raisons, camarades, que la fédération de la Seine a été capable, pour une fois, de trouver une assez large majorité sur un problème donné.

Je ne cache pas - et je ne crains pas de le dire parce que c'est mon devoir de vous l'indiquer avec toute la confiance qui vous est due - que les raisons qui nous font nous mettre d'accord contre la participation au gouvernement de M. Gaillard peuvent être différentes ! Chez les uns, il y a la volonté pratique d'être, en toutes circonstances, actuellement, contre toute participation ; il y a des camarades, parmi nous, qui ont été contre la participation, contre la direction socialiste, même, du gouvernement que Guy Mollet a essayé de faire lundi dernier ; il y en a d'autres, parmi nous, qui changeraient sans doute de position demain si on leur proposait d'autres formules, mais dans l'état actuel des choses, devant une proposition concrète qui est celle qui nous est faite par M. Gaillard de créer en réalité un gouvernement d'union nationale, nous ne pouvons que dire : "Non", nous avons été à peu près unanimes à dire "Non", et je suis convaincu que la décision prise ce matin par le Centre national des Indépendants, de subordonner sa participation au fait que nous appliquions absolument tout notre programme sur le plan social - car ça veut dire cela, en clair - d'une part, et les réponses très imprécises données sur ces problèmes fort importants pour nous et pour ce que nous représentons par M. Félix Gaillard, d'autre part, font qu'aujourd'hui nous ne pouvons que dire "Non" à la participation d'un gouvernement qui, en définitive, sombrerait dans l'immobilisme, dans la désagrégation.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Deixonne, du Tarn.

Maurice Deixonne - En raison de l'heure tardive, je renonce à prendre la parole.

Le président - La parole est à Guibert, du Cantal. Je vous demande à tous de faire un effort et d'être brefs pour que nous puissions terminer à 8 heures.

M. Guibert

Vous pouvez être tranquille, je serai très bref.

Notre camarade Depreux a évoqué tout à l'heure la réunion du groupe parlementaire du Parti Socialiste où il nous avait dit combien était grave la situation. Sur ce point-là je suis absolument de son avis, et soyez assurés que je ne parlerai pas avec la vanité dont il a lui-même parlé.

Il est certain que devant notre conscience à chacun de nous il se pose des problèmes tellement graves que je ne pense pas qu'on puisse dire : "Moi seul ai raison."

La documentation de Depreux m'a ébranlé, et beaucoup ébranlé. J'ai beaucoup réfléchi, et je suis allé dans ma circonscription prendre l'avis de la base et du bon sens populaire dont tout à l'heure notre ami Defferre tout à l'heure faisait état.

Cette fois je n'hésite plus, j'hésite encore moins devant les arguments qui viennent de nous être donnés.

Notre ami Defferre parle de la dissolution, d'une loi électorale ; mais ce n'est pas la question : pour cela, il faut d'abord le gouvernement, et la question se pose aujourd'hui de savoir si nous le faisons ou si nous le renvoyons aux calendes.

Notre camarade de la Seine qui vient de parler dit : investiture, soutien. Mais pas de ministre socialiste dans le gouvernement. Alors à quoi cela rime ? A peu près à rien. Cela ne tient pas.

En effet, si nous soutenons, nous aurons aussi la responsabilité des voix populaires qui seront obligées de venir demain, sans avoir la possibilité de les freiner au sein du gouvernement.

Je veux faire état surtout du bon sens populaire qui s'est exprimé pendant ces deux jours. Nous avons tous au coeur, c'est certain, le souci de l'intérêt du pays, le souci de l'avenir du Parti. Il est évident que l'intérêt du pays commande que la France ne reste pas une "femme sans tête", comme disaient les étrangers. Il est évident que l'intérêt du pays commande que les organisations démocratiques continuent à fonctionner et ne soient pas bloquées.

Il est évident que l'intérêt du pays exige que des mesures financières soient prises immédiatement. Je pense que là-dessus il n'y a doute pour personne.

J'en arrive à l'intérêt, cette fois, du Parti, que je fais passer avant l'intérêt du pays. Je juge la position du Parti à la facilité ou à la difficulté avec laquelle je veux défendre ses mots d'ordre devant le pays.

Il m'est arrivé des moments où je défendais le gouvernement. Je sentais moi-même que tous les arguments n'étaient pas très forts. J'évoque en ce moment les événements qui s'étaient passés en Algérie, à Oran en particulier, je n'avais pas

Fondation Jean-Jaurès

encore pris connaissance de l'instruction n°5 de notre ami Lacoste, donnant l'ordre de se montrer humain. Je disais a priori que s'il y avait eu des exagérations, ce n'était pas le fait des ordres donnés par les Français, et en particulier par des Français socialistes. Je n'en étais pas sûr, et j'étais gêné.
Mais je puis affirmer qu'aujourd'hui je ne serais pas gêné pour aller devant le pays.
Premièrement, la chute elle-même de Guy Mollet lundi dernier : oui, il a été battu, mais ses vainqueurs ont remporté une victoire manquée ; encore des victoires comme cela, et c'est le Parti qui sera en tête des partis français ! Ses répliques, la manière dont il avait préparé le dénouement de la crise, prouvent une patience que moi plus âgé je n'aurais pas eue, une volonté, un geste énergique ; et je pense à l'ultimatum de 2 heures, un geste énergique qui montre sa sûreté.
Tout cela est bénéfique pour le Parti, et le soir, lundi dernier, nous étions fiers de notre Parti, nous étions fiers de son chef, et nous sommes sûrs que nous pouvons aller le dire devant tout le pays.
Nous n'avons pas dénoué la crise, mais nous avons remporté une victoire morale ; et en bons tacticiens que nous sommes, nous devons assurer l'exploitation de cette victoire.
Nous ne pouvons l'exploiter, cette victoire morale, que si aujourd'hui nous continuons à prendre une position qui peut dénouer la crise. Car l'électeur de la base dit : "D'abord, donnez-nous un gouvernement."
Ensuite ceux de gauche disent : "Nous voulons un gouvernement de gauche", et vous savez combien nos amis, plutôt nos camarades du Parti Communiste, appuient là-dessus pour essayer d'introduire le front populaire.
Je laisse leur tentative de côté pour en revenir à l'électeur de gauche. L'électeur de gauche, c'est le Radical d'autrefois, celui qui a fait la laïcité, le Socialiste, et c'est aussi le Communiste, parce que le Communiste, pour la masse de ses électeurs, est à peu près inconnu ; il est camouflé. Ils croient encore voter à gauche, la grande majorité n'a pas encore compris qu'ils votaient à l'Est, selon l'expression de notre ami Guy Mollet.
Mais ce que nous pensons aujourd'hui qu'il faut faire, c'est tout naturel ; même pour les hommes de gauche, celui qui vote souhaite que son gouvernement arrive au pouvoir. S'il ne le peut pas, il souhaite que ce soit le gouvernement le plus voisin qui y arrive. Il est tout naturel que nous fassions de la politique de gauche avec le gouvernement le plus voisin que nous puissions avoir.
Car demain, vous serez peut-être obligés d'aller chez Pflimlin, et sinon de participer, du moins de soutenir, comme disait la section de la Seine tout à l'heure, ou chez un autre.
J'estime que Gaillard restant en deçà de la limite qui reste encore vivante dans le pays de la laïcité, restant de notre côté, nous donne absolument les facilités sans rien trahir.
Et alors nous avons à nous défendre contre la Droite actuellement. Nous avons le droit de lui dire : "Si la crise continue, si la crise a duré plus d'un mois, c'est à vous la faute ; c'est vous qui avez tenté un essai impossible au départ, qui

ensuite avez voté contre le gouvernement de Guy Mollet ; c'est vous qui avez prolongé de quinze jours la crise, tandis que nous, nous faisons l'impossible pour la rendre plus courte."
Lorsqu'on va nous attaquer sur notre gauche, c'est-à-dire plutôt du côté de l'Est, nous dirons tout simplement : "Le pays a voté à gauche pour un gouvernement de gauche ; mais il ne tenait qu'à vous de l'avoir, la Gauche : vous n'aviez qu'à vous abstenir ou à voter pour Guy Mollet. L'électeur veut un gouvernement de gauche. Est-ce que vous pensez qu'un gouvernement Thorez soit possible ? Même un Communiste vous répondrait non. Alors ?"
J'ai tenu ce raisonnement, et même des militants communistes n'ont pas su quoi répondre. Ils ont dit : "Peut-être, la prochaine fois, nous serons amenés à voter pour Guy Mollet."
C'était le soir de la crise, et j'ai répondu que "ce n'était pas le moment de chercher le pot quand on avait pissé au lit" !
Lorsqu'ils nous font des offres actuellement, il nous est facile de répondre : "Dans quelle mesure êtes-vous sincères, puisque vous aviez à la main un gouvernement de gauche, puisqu'il a été attaqué violemment par toute la Droite, unanimement par tous les Indépendants. Je ne peux pas faire un gouvernement voisin à ma droite ? Et bien j'en fais un au Parti d'à côté, et je suis sûr qu'ainsi je réponds aux voeux des électeurs. Et c'est vous, Communistes, qui avez trahi vos électeurs en laissant agir ceux de l'Extrême Droite, y compris les Poujadistes."
De cette façon-là, soyez tranquilles, je peux aborder n'importe quel public, je suis sûr que je peux défendre le Parti.
Mais pour que je puisse le défendre ainsi, il ne faut pas que nous soyons, nous, les responsables de la continuation de la crise. Il faut que demain, il faut que ce soir nous disions : "Nous avons fait tous nos efforts pour que la crise soit courte, nous continuons nos efforts. Le pays jugera."
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lamine Gueye, du Mouvement Socialiste africain.
(Applaudissements)

Lamine Gueye

Camarades, je voudrais vous expliquer en très peu de mots le sens de ma présence à cette tribune et de l'intervention que je suis appelé à faire au nom du MSA.
Je suis entré dans le Parti Socialiste à une époque que je n'ai pas besoin de préciser, un peu par coquetterie parce que je veux paraître jeune ; je me contenterai de dire qu'à ce moment-là ce n'était pas une sinécure que d'être socialiste en Afrique.
J'ai été élu au Comité directeur du Parti à la Libération, sur la même liste que Guy Mollet. J'ai été réélu dix fois, et à deux ou trois reprises en réunissant un nombre de suffrages qui faisaient de moi le premier élu.
Aujourd'hui ce n'est pas comme Socialiste SFIO que je parle, mais comme

représentant du MSA, Mouvement Socialiste Africain, que nous avons constitué au début de cette année à Conakry, en accord avec nos amis du Parti Socialiste et en présence d'une délégation très importante, mandatée là-bas pour nous assister de son amitié et de ses conseils.
Eh bien aujourd'hui, il s'agit de savoir si le Parti Socialiste va accorder ou non sa participation au gouvernement que se propose de former M. Félix Gaillard.
Nous ne pouvons pas, nous, cumuler les avantages de notre nouvel état, que nous avons demandé et obtenu avec votre accord, avec les avantages de l'intégration. Mais nos statuts respectifs sont tels que lorsque nos instances sont réunies, des délégations permanentes de l'une ou de l'autre formation y siègent. C'est dans ces conditions que je me trouve ici.
Nous serons solidaires de vous, de la majorité qui s'affirmera, dans le sens qu'il nous appartiendra de déterminer. Etre avec vous, être avec les Français, faire partie de la communauté franco-africaine ne signifie pas être avec n'importe quel groupe, n'importe quel parti. Nous avons entendu ces temps derniers des hommes proclamer à la tribune : "Parce que nous sommes pour la communauté franco-africaine, quel que soit le formateur du gouvernement et quel que soit le parti en cause, nous en sommes."
Et bien non ! Nous sommes avec les Socialistes, nous sommes avec la classe ouvrière, nous sommes avec la démocratie dans sa véritable expression.
(Applaudissements)
C'est parce qu'il en est ainsi que nous voulons, du haut de cette tribune, exprimer nos soucis.
Nos soucis, vous les connaissez. L'Afrique a reçu une impulsion à cause de la loi-cadre ; et quand je dis loi-cadre, il y en a beaucoup : il y a celle qui concerne l'Algérie, il y a la loi-cadre préparée par Bernard Chochoy ; mais nous, Africains, nous faisons allusion à la loi-cadre à laquelle Gaston Defferre a été et demeure attaché.
Eh bien cette loi-cadre, il s'agit de la mettre en oeuvre. Est-ce que les Socialistes se désintéresseront du problème qui consiste à assurer la mise en oeuvre et l'application honnête des droits qui sont pour nous le point capital ? Voilà notre problème.
Il paraît que M. Félix Gaillard n'entend pas s'expliquer plus qu'il ne l'a fait. Il entend se réserver la faculté de choisir ses hommes, et de les placer où il veut.
Nous ne demandons pas à tout le monde d'avoir à notre égard le geste hautement amical que Guy Mollet a accompli lorsque non seulement il a consulté le groupe du MSA au moment de son action, mais lorsqu'il a réservé une place dans son gouvernement à un membre du MSA.
Le MSA, camarades, est un petit groupe, mais je voudrais vous dire qu'en Afrique on a voté le 31 mars ; sur 6 millions de suffrages exprimés, le MSA en a réuni 900 000 passés. Le Parti arrivait en tête en Afrique, il a eu 2 millions de voix.
Nous contrôlons deux gouvernements en Afrique occidentale et en Afrique équatoriale. A l'Assemblée Nationale, les voix du MSA représentent au moins le double des voix qui se sont portées sur le nom de notre camarade Guy Mollet de

Fondation Jean Jaurès

la part d'un parti métropolitain qui avait pourtant au gouvernement un ministre d'Etat et un ministre plein, puisque ce parti n'a donné que deux voix au gouvernement, encore qu'il fût représenté, comme je viens de le dire, par un ministre d'Etat et par un ministre plein.
Mais la question dépasse ces faits.
Il faut que vous sachiez que grâce à vous et par vous, l'Afrique est en train de réaliser son destin, dans des conditions qui ne peuvent pas vous laisser indifférents. Le mouvement est très en marche. Guy Mollet lui-même et Gaston Defferre disaient l'année dernière que c'était un mouvement irréversible. Par conséquent il ne doit pas être indifférent au fait que n'importe qui soit appelé à pratiquer n'importe quelle politique, surtout une politique qui tourne le dos à celle que vous avez définie, et que vous avez concrétisée par la loi-cadre de Gaston Defferre.
Nous n'allons pas ici faire une menace, nous ne ferons pas de chantage. Mais nous disons : ouvrez les yeux. Le Congrès de Bamaco a été largement exploité.
Ce qu'il faut retenir simplement, c'est que les hommes qui aujourd'hui vont se fédérer pour constituer avec vous un ensemble franco-africain sont attentifs à tout ce qui sera fait par vous dans le domaine de l'émancipation, de l'égalité, de la liberté et de la démocratie.
Si M. Gaillard n'a pas voulu, comme Guy Mollet l'a fait, nous honorer d'une convocation qui nous aurait permis de lui dire ce que nous pensons, du moins vous qui allez lui porter une réponse dans un sens ou dans un autre, vous qui aurez l'occasion de lui dire ce que vous pensez, n'oubliez pas que nous avons également notre mot à dire. La France sans l'Outremer, nous savons ce que ce serait ; la France avec l'Outremer, nous savons ce que cela peut devenir.
C'est dans ce sens que nous avons tenu à venir vous apporter ces explications, et vous exprimer notre souci, avec la conviction que dans les conversations que vous êtes appelés à avoir avec le formateur du gouvernement l'Afrique ne sera pas absente, mais sera à la place qui lui est due par son attachement à la démocratie, par son idéal socialiste, et par un long passé de luttes et de souffrances communes qui fait que vous et nous sommes solidaires d'un même destin, solidaires en bons Français de la classe ouvrière et du Socialisme dans sa véritable définition.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes chers camarades, depuis longtemps je n'avais abordé la tribune d'un Conseil national avec autant d'inquiétude, je pourrais presque dire d'incertitude au coeur.
J'ai aujourd'hui entendu des exposés de camarades qui abordent différemment le problème qui nous est posé. Les uns se prononcent contre, mais avec beaucoup d'inquiétude ; avec tellement d'inquiétude que je ne suis pas sûr - et ce n'est pas une méchanceté, ce que je dis ; je vais être plus sévère pour moi-même que pour

les autres ; pardonnez-moi celle-là - que tous voteraient encore contre s'ils étaient sûrs d'avoir la majorité contre.
D'autres camarades se prononcent pour, mais avec je ne sais quelle atmosphère de résignation, ce qui prouve bien que le Parti traverse une heure difficile.
Vous allez me permettre, je le sais, même si cela exige un peu de patience, d'essayer devant vous à mon tour de tracer un historique et une analyse de la situation. Car j'ai entendu aujourd'hui des propos sévères sur la politique du Parti depuis quelques années. C'est drôle, il suffit que tout d'un coup nous soyons confrontés avec une difficulté grande et un peu imprévue, il suffit que ça n'aille pas exactement comme nous l'avions pensé pour que, paraît-il, tout ce que nous avons fait jusqu'à aujourd'hui soit devenu ou mauvais, ou dangereux.
Je suis convaincu, moi, que le Parti s'est bien battu depuis des années, et qu'il est en train d'en tirer profit à l'heure actuelle dans l'opinion du public.
Il n'y a à dire le contraire que ceux qui, depuis le début, ont été contre cette politique du Parti, et qui voient dans ce qu'ils appellent "les difficultés actuelles" je ne sais quelle victoire personnelle ; car il y a chez nous des malades comme partout, qui n'ont satisfaction que quand le Parti a tort.
Je vais refaire un peu d'historique, Front républicain d'abord. Je suis à mon aise, j'étais de ceux qui pensaient qu'il eut mieux valu, la première fois, que ce ne fut pas nous, mais je le dis sans fausse modestie, quand le gouvernement que nous avions bâti sur les bases du front républicain est tombé, au bout de seize mois, le crédit du Parti n'avait pas baissé dans le pays, je dis, au contraire, et je suis sûr que nous avions été compris d'une grande partie de l'opinion publique.
Si nous avions eu, dans ces heures-là, des élections générales en France - ce pour quoi je ne suis pas, je suis contre la dissolution dans les heures présentes - mais si nous avions eu, à ce moment-là, des élections en France, nous aurions entendu ceux-là même qui avaient été contre la politique du Parti se féliciter des résultats que l'on aurait obtenus grâce à la politique du Parti.
Il y a donc eu ce gouvernement de Front républicain, puis le gouvernement avec participation à Bourgès-Maunoury, puis la crise, l'appel aux uns et aux autres, l'appel à moi-même, pour finir, avant Gaillard, mon échec, etc.
Ce n'est pas cela que je veux analyser, je veux retenir là-dedans ce qui a été l'attitude des conservateurs, l'attitude des modérés de l'Assemblée, tâcher de l'apprécier pour y voir clair. Et quand je parle des modérés, je regrette, je ne suis pas d'accord avec ceux qui y mettent seulement l'IPAS, les Indépendants Paysans d'Action Sociale, et même rurale.
Non, il y a là-dedans, dans ce que j'appelle les modérés, un certain nombre de membres du Parti Radical-Socialiste, un certain nombre, une immense majorité, si ce n'est la totalité, de ceux qui ont quitté le Parti Radical-Socialiste, pour créer le nouveau Parti Radical-Socialiste, le RGR, une fraction importante des Républicains Sociaux et, bien sûr, les IPAS.
Quelle a été leur attitude ?
La Droite, d'abord, cette Droite a été, au lendemain des élections de 1956, un peu abasourdie, abasourdie par notre succès mais, plus encore, par le bruit qu'on a fait sur ce succès car, dans les chiffres, il est moins vrai que certains

camarades, tellement convaincus par ce qu'ils ont répété dans les réunions publiques, sont venus dire aujourd'hui ici.
Il y avait eu un résultat sérieux, solide, mais pas de l'ampleur qu'on avait bien voulu dire. J'ai entendu un camarade dire que s'il y avait eu un mode électoral différent on aurait constaté que le Front Républicain avait une majorité en France. Même si vous ajoutiez aux résultats les élus à la proportionnelle appartenant aux partis qui se réclamaient du Front Républicain, il fallait être très généreux et vraiment ne pas éplucher pour arriver à 200.
Mais enfin, l'attitude de cette Droite, quelle a-t-elle été ?
D'abord effrayée, peu à peu elle a repris confiance en nous, pas en elle encore, c'est plus tard, mais en nous.
C'est un des phénomènes les plus extraordinaires de la période que nous vivons que la Droite s'est rendue compte qu'il y avait en France un parti qui était capable d'être un parti de gauche, authentiquement de gauche, foncièrement socialiste, ne le cachant pas, mais attaché à la nation.
Pendant un certain temps, on nous en a fait louange, on a bien voulu dire combien cette attitude était valable, et puis peu à peu cela s'est tour à tour modifié, d'abord dans le souci que nous ne soyons pas, selon leur expression, "prisonniers des votes des Staliniens", lesquels votaient pour nous sans que jamais la moindre concession ne leur ait été faite.
Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu un Président du Conseil qui ait, à l'égard des Staliniens, été aussi dur que je l'aie été dans toutes mes interventions, je ne le crois pas, mais pendant longtemps ils ont voulu quand même nous apporter leurs voix.
Je ne crois pas non plus, et je le dis pour Depreux, qu'il y ait jamais eu beaucoup de Présidents du Conseil depuis la Libération qui aient plus que moi - il y en a qui l'ont fait autant que moi, je leur rends justice, mais plus que moi je ne le crois pas - dit à la Droite ce que nous étions.
C'est inexact, Edouard Depreux, qu'il y ait des militants qui aient laissé oublier depuis la Libération que nous étions un parti révolutionnaire, un parti de transformation sociale.
Il y a ici des camarades de toutes les fédérations. Je suis allé dans toutes les fédérations. Quel est celui qui se lèvera pour dire que je ne dis pas dans toutes les réunions publiques le but révolutionnaire du Parti Socialiste, mène quand j'étais Président du Conseil ?
Je dis que nous avons dit la vérité à tous mais que, pour éviter que nous soyons prisonniers, la Droite, au début, adjoignait ses voix. Cela l'a même amenée, un moment, à prétendre que c'était grâce à elle que nous avions pu vivre. Ce n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour mais pour la propagande il est bon tout de même que le Secrétaire général du Parti rétablisse un certain nombre d'idées fausses.
Camarades, vous avez tous des élections, de temps à autre : c'est une élection partielle à l'Assemblée Nationale, ou au Conseil de la République - là il y a moins de propagande -, quelquefois au Conseil général. Le thème des Indépendants est, inlassablement : "Nous avons prouvé que nous étions de bons

patriotes puisque, malgré la politique qu'il faisait, nous avons permis au gouvernement Guy Mollet de vivre." C'est cela, leur thème : des opposants, mais des opposants nationaux. Et il y a des camarades qui, à force d'entendre cela, ont fini par le croire, à telle enseigne qu'ils nous l'opposent en réunion de groupe ou de Conseil national. Il n'y a qu'un malheur, c'est que c'est faux, archi faux. Prenez les chiffres. J'ai fait ce travail - je suis un maniaque des chiffres, j'aime mieux les chiffres que les discours pour apprécier une situation.

J'ai eu 34 scrutins de confiance. Dans 16, ils ont voté à l'unanimité contre, dans 4, ils ont voté à la majorité pour, sauf dans le dernier, ce sont les 4 scrutins sur la troisième des congés payés. Ils ont voté pour sur toutes les dépenses, ils n'ont pas voté pour pour les recettes. Mais qu'on les mette tous "pour", ou tous "contre", cela ne change rien au résultat final. Il y en a 6 dans lesquels ils aient voté "pour", il n'y avait pas besoin d'eux et c'était sur quel thème ? Scrutin sur l'Euratom ! Ce n'est pas un vote de confiance, c'est un vote simple avec boîtier. Scrutin sur l'Algérie, scrutin sur les crédits militaires, les scrutins sur l'Algérie et Suez.

Ce n'est qu'à partir du 10 décembre 1956, dans un scrutin spécial sur les anciens combattants que mon gouvernement a dû l'existence au fait que, cette fois, les Indépendants s'étaient abstenus. A partir de ce moment-là, on pouvait considérer qu'il était renversé ; ils avaient, à partir de ce moment-là, la possibilité de nous renverser mais pendant onze mois, ce n'était pas vrai ; pendant onze mois les suffrages qu'ils apportaient ne changeaient rien.

La grande transformation c'est que, peu à peu, les Indépendants se rendaient compte que les Communistes commençaient à s'abstenir, au mois de juin votaient "contre", une fois en juillet votaient "contre" définitivement et, pour la première fois - et après ils n'ont plus changé - début août.

A ce moment-là, la Droite a commencé à se dire : on peut faire confiance, les Socialistes sont des gens qui savent ce que serait une direction communiste en France et, fort de cela, ils ont commencé à employer une première formule, celle d'arbitrage contre les partis de la majorité, en disant : "Il y a une majorité entre un certain nombre de partis opposés politiquement, que tout distingue, mais qui ont en commun une seule chose : ils acceptent de travailler dans le cadre des institutions républicaines, et ces partis cela va des Socialistes inclus aux Indépendants inclus."

Alors, ils disaient : on accepte l'arbitrage.

Ce n'est pas vrai, c'est encore un mensonge, ça n'a été qu'une période. Ils vous opposent cela partout, ils me l'ont opposé lundi dernier à la tribune de la Chambre ; ils ont hurlé quand j'ai employé cette formule.

Faites des calculs, camarades, c'est si simple.

Et j'ai toujours recours à l'arithmétique. L'arbitrage, il se calcule de la façon suivante :

- Vous dites qu'est-ce que veulent ces partis qui acceptent le fonctionnement de la démocratie dans le cadre des institutions parlementaires actuelles ? Que veulent-ils ?

Vous ne tenez pas compte des Communistes, d'un côté, sur ce plan, vous ne

Fondation Jean Jaurès

tenez pas compte des Poujadistes et des apparentés, des uns et des autres - vous vous rendez compte de la concession que cela représente ! Cela fait 150 d'un côté, 50 de l'autre.
Quand j'accepte que l'on ne tienne pas compte de cela, c'est sur ce plan-là, alors qu'à la tribune de la Chambre, je leur ai à tous expliqué, aux gens de droite, qu'ils n'avaient pas le droit d'éliminer les 5 millions de gars qui se trompent ou que l'on trompe. Mais, sur le simple plan parlementaire, éliminez ceux-là, éliminez les 120 Socialistes, les 98 voix des Indépendants et demandez-vous ce que disent les autres partis à l'intérieur ?
En comparant simplement l'investiture Pinay à la mienne, les deux plus mauvaises, c'est un bon critère, vous vous apercevrez que dans les partis radicaux-socialistes, MRP, radicaux de toutes nuances, RGR, républicains sociaux, Pinay a mérité 60 voix, j'en ai obtenu 143.
Alors, ils ont renoncé très vite à ce type d'argument et ils sont arrivés maintenant au dernier qui consiste à dire : "Rien n'est possible sans nous."
Ah, vous dites, les Socialistes, que rien n'est possible sans vous, eh bien nous disons, nous, les Indépendants, les gens de droite, les modérés de toutes sortes, que rien n'est possible sans nous.
C'est trop facile à répondre, pendant 18 mois, 2 ans presque maintenant, nous avons fait passer la préoccupation nationale avant la préoccupation électorale. Nous sommes un des rares partis qui n'ait pas fait d'électoralisme depuis deux ans.
Vous savez, camarades, maintenant, en tout état de cause, participation ou non-participation, je vais être libre et on va mettre les choses au point, car ils ont toutes raisons de se taire, les gens de droite, dans tous les domaines, quand nous allons maintenant simplement dire ce qu'était la situation réelle, comment on a pris la situation marocaine, comment on a pris la situation tunisienne, comment on a pris la situation algérienne, comment on a pris la situation européenne, comment on a pris le problème de la Sarre, comment on a pris le problème économique et financier sans que, pendant des années, personne n'ait rien fait pour redresser la balance des comptes, en vivant uniquement sur l'aide extérieure.
A l'argument que Pinay a utilisé à la tribune de la Chambre en réponse à Charles Lussy qui, pertinemment, lui avait dit : "Vous avez eu une baisse des prix mondiaux pendant ce temps-là", Pinay impertinemment répond : "Plus tard, mais depuis cela, il y a toujours une baisse des prix."
C'est vrai, il a pris l'exemple du cuivre. C'est vrai pour le cuivre, c'est vrai pour 2 ou 3 autres métaux non ferreux, mais prenez toutes les statistiques internationales, les prix sont en hausse dans tous les pays du monde, les prix de vente sur tous les marchés sont en hausse dans tous les pays du monde et, à l'heure actuelle, il y a une tendance à l'inflation partout.
C'est trop facile !
Alors, camarades, après ce préambule, cette analyse de la situation, je comprends qu'il en soit de nombreux parmi vous qui disent : "Il y en a assez ; ils nous disent qu'il n'est rien possible de faire sans nous, on va leur prouver que

si."
Et, lorsque les "Indépendants" disent : "Nous allons mettre les Socialistes au pied du mur et voir s'ils sont capables d'entrer dans l'opposition", je comprends qu'il y en a qui disent : "Chiche !"
Je reviendrai tout à l'heure aux conséquences de cet éventuel "Chiche", et je voudrais analyser maintenant la situation telle que je l'ai trouvée dans ces semaines car elle n'est plus tout à fait la même que celle que nous avions lorsque j'ai quitté le gouvernement et même lorsque nos camarades qui participaient ont été renversés avec Bourgès-Maunoury.
Il s'est produit quelque chose de très grave, c'est que tout s'est particulièrement aggravé par la crise, non pas pendant la crise, mais du fait de la crise.
Sur le plan international, il n'y a pas de faits nouveaux. Il est dramatique que nous n'ayons pas de gouvernement, ce n'est même pas la peine de le dire ; au moment où Anglais et Américains sont peut-être en train de trouver entre eux un accord sur les problèmes essentiels, qu'il n'y ait pas de gouvernement français, je dois dire que c'est grave ; au moment où, en Amérique, la politique du gouvernement Eisenhower, qu'on appelle pompeusement la doctrine Eisenhower, est battue en brèche par presque tout le monde, où on est en train de se rendre compte que c'étaient les Anglais et les Français qui avaient raison dans l'affaire du Moyen-Orient, qu'à ce moment-là il n'y ait pas de gouvernement, je dis que c'est grave.
Sur le plan du Maroc et de la Tunisie, à l'heure actuelle, beaucoup de choses sont possibles. Dans les deux pays il y a une très grande tension et dans les deux pays on est en train, à l'heure actuelle, de subir une évolution réelle, de se rendre compte, dans l'un comme dans l'autre, que si ce n'est pas avec la France qu'ils travaillent, ils risquent l'existence même de leur pays. Cela ne les travaillerait pas beaucoup, les hommes au pouvoir, mais ce qui les travaille davantage, c'est que les hommes au pouvoir, en Tunisie, comme au Maroc, savent que si ce n'est pas avec la France, leur propre pouvoir est maintenant menacé, que le sort de Bourguiba est beaucoup moins solide, que certains Français l'écrivent ou le disent ; il y a là une politique française à tenir.
L'Outremer. C'est vrai qu'avec la loi-cadre on a fait du bon travail. C'est vrai que notre gouvernement peut être fier, c'est vrai qu'on continuera à parler longtemps de la loi Defferre, mais c'est vrai aussi que tout cela, ça peut être foutu. C'est vrai aussi qu'il ne va peut-être ne plus rien rester de ce que l'on a essayé de bâtir dans l'Outremer si très vite il n'y a pas des gouvernements et des gouvernements solides, car il se produit des drames, là-bas, c'est que ceux-là sur qui on aurait dû le plus compter de notre administration, cette administration où nous faisions souvent le reproche à des hommes de ne pas être progressistes au vrai sens du mot, de ne pas être partisans de l'évolution, où le patronat était réactionnaire à un point fou, eh bien les uns et les autres se transforment presque tous en domestiques, en larbins à la disposition de la nouvelle administration autochtone, et que tout peut sauter là-bas s'il n'y a pas des gouvernements dignes de ce nom.
Il faut que l'on ait le courage de voir les problèmes en face à l'intérieur du Parti

Fondation Jean Jaurès

si nous sommes appelés demain ou après-demain à des responsabilités gouvernementales.
Sur le plan intérieur, notre économie, notre balance des comptes - ah ! camarades, bien sûr ! On peut ne pas être demain aux responsabilités, on peut faire la politique et jouer les Ponce Pilate, mais nul de nous n'a le droit d'ignorer que les problèmes sociaux avec lesquels nous allons être confrontés aux mois de novembre et de décembre, et qui vont être graves, que la Droite française a l'air de croire d'être réglés, comme si les problèmes qui avaient été posés au moment des grèves avaient été réglés, ces problèmes-là, écoutez mon propos, ne sont rien, rien, ceux qui vont nous être posés pour les augmentations de salaires ne sont rien en comparaison de ceux auxquels nous serons confrontés au printemps prochain s'il est vrai que, n'ayant pas réglé le problème de la balance des comptes, il nous faut réduire nos importations au point que ce pays, aujourd'hui en suremploi, risque de connaître, avant quatre mois, le chômage.
C'est cela la situation, c'est ça le problème qu'il faut avoir le courage aujourd'hui d'évoquer ensemble et non pas de dire simplement : "Cela ne nous regarde pas, que les autres se débrouillent avec."
Sur le problème financier, oui, il y a des impasses. Ce n'est pas le plus grave. Il faut ramener l'impasse financière à 600 milliards ; elle est actuellement théoriquement de 800 ; elle sera pratiquement de 900 et peut aller à 1 000 ; il faut la ramener à 600. C'est un effort énorme.
Des gouvernements, appuyés sur la Droite, y parviendront plus facilement peut-être que des gouvernements dans lesquels nous serons ou que nous dirigerons. Il y a une certaine forme de confiance qu'ils sont plus susceptibles d'obtenir que nous, il n'y a pas de doute, mais ce n'est pas le problème essentiel. Le problème essentiel est de faire que dans ce pays, les Français, les petites gens, reprennent confiance en la valeur de la monnaie, faute de quoi tout va sauter, faute de quoi le peu que nous avons fait, le trop peu que nous avons fait depuis un an et demi, deux ans, va disparaître.
Il avait raison Mérigonde, il l'a dit sous une forme sévère, mais il avait raison : qu'est-ce que qui restera de ce qu'on a pu faire pour les vieux si l'augmentation du coût de la vie avale tout cela rapidement ; qu'est-ce qui restera ? Il restera les congés payés, la 3ème semaine, la disparition d'une tranche de zone de salaires. Ce sont là les seules choses qui resteront.
Or, il y a un effort à faire, et cet effort peut-il être fait ? Je dis oui. Mais où la Droite est folle c'est quand elle s'imagine que cet effort peut être fait, je ne dis pas "contre" la classe ouvrière, mais sans la classe ouvrière. Il n'y a plus personne d'assez fou pour craindre que cela peut se faire contre maintenant, mais eux sont assez fous pour croire que cela peut se faire sans la classe ouvrière ; or, ce n'est pas vrai. L'effort qui est à faire par ce pays, qui est un effort d'une ampleur telle que si on n'a pas avec soi la partie vraiment, honnêtement révolutionnaire de la classe ouvrière, mais raisonnable, non pas la partie révoltée, non pas la partie bolcho, si on ne l'a pas avec soi, cette partie, l'effort ne sera pas fait.
Camarades, il faut bien se rendre compte, c'est à mon avis un des éléments

essentiels de la situation, que l'on va nous enfermer dans ce dilemme ou bien pour maintenir sur le plan national purement et simplement un certain niveau de vie tel qu'il est, avec des améliorations salariales, avec des améliorations à coup sûr qui pourront profiter d'une inflation ou bien pour maintenir cela, on sacrifiera l'essentiel, ou bien, au contraire, pour sauver l'essentiel, ce que j'appelle l'essentiel, moi, c'est le lendemain, c'est l'Eurafrique, c'est l'union entre la France et l'Afrique, c'est-à-dire les investissements importants pour l'Afrique, c'est le Sahara, c'est le maintien des liens algériens. Pour maintenir cela, eh bien c'est vrai qu'il faut que pendant un certain temps nous soyons assez courageux, avec la classe ouvrière, non pas sans elle mais avec la classe ouvrière, pour faire que, sur le plan national, nous n'allions pas au-delà de ce qui est possible.

Oh, les bolcheviks vous soutiendront le contraire ; je leur ai demandé à la tribune de l'assemblée : "Comment font-ils dans votre URSS adorée, comment fait-on pour réaliser les grands problèmes, pour bâtir les Spoutnik ou le reste, si ce n'est en exigeant, sur le plan intérieur, un certain nombre de sacrifices ?"

Nous n'en demandons pas autant, mais nous disons que, très vite, on va nous poser le dilemme, que des grands techniciens vont nous dire - ça commence à être dit - : "Mais faites donc comme la Hollande, renoncez donc à tout cela, enfermez-vous sur vous-même, avec cela vous avez des possibilités d'existence."

C'est vrai d'ailleurs qu'il y a des possibilités d'existence ; il y a, dans le même sens, des possibilités de disparition pour la France et le peuple français en tant que tel. C'est vrai qu'on peut, peu à peu, devenir à notre tour un satellite de je ne sais quel grand Européen, Etats-Unis ou autre.

Si c'est cela, ce n'est certainement pas, à mon avis, une solution socialiste. C'est la raison pour laquelle, dans tous les domaines, notre position doit être bâtie sur un point ; il y a deux tableaux :

Oui, la pacification en Algérie, mais en contrepartie la solution politique.

Oui la présence française en Afrique noire, mais il y a l'évolution permanente.

Oui il y a en France, en permanence, le choix des grands objectifs, mais, dans le même temps, la sauvegarde de la classe ouvrière.

Nous avons un drame en France, qui est particulier à la France, c'est que nous avons la Droite la plus bête du monde. Il n'existe nulle part dans le monde une Droite aussi stupide que la Droite française !

Oui, oui, je rêve d'un parti conservateur à la mode anglaise, je rêve d'un parti conservateur à la mode allemande. Des gens qui sentent quand même que, de temps en temps, ils sont obligés de lâcher, mais qui lâchent à point, qui lâchent à temps.

En France, non. La Droite française vient de refaire son unité, c'est une unité factice, d'ailleurs. Le Parti qu'a bâti M. Duché est basé sur une chose toute simple, sur le fait que l'étiquette I passe, le cachet Indépendant Paysan d'Action Sociale, ça vaut d'être élu dans son département et ça vaut je ne sais combien de millions pour faire sa campagne électorale. Et les bougres en ont profité une fois, mais sont inquiets avec la double idée de ne plus l'avoir la fois d'après ou

qu'un tiers puisse l'avoir contre eux ! C'est cela l'unité des Indépendants paysans ! Or, c'est dramatique.
Camarades, on m'a fait un reproche - on m'en a fait un certain nombre -, on m'a fait le reproche d'avoir fait des différences entre les Indépendants et paysans. Mais comment ! Ce n'est pas moi qui les ai faites, ce sont les intéressés qui les ont faites eux-mêmes !
Quoi ? Il n'y a pas des Indépendants paysans qui appartenaient au Comité national de la Résistance ? Il n'y a pas des Indépendants paysans qui ont signé le programme du CNR ? Il n'y a pas des Indépendants paysans qui, à l'époque où ils étaient du PRL, ont accepté les grandes transformations sociales, nationalisations et autres ?
Est-ce notre faute à nous si ces imbéciles sont devenus maintenant les domestiques des anciens Vichystes, sont devenus les domestiques des anciens Maurassiens, est-ce notre faute à nous si ces gens-là se donnent aujourd'hui comme porte-parole à un Monsieur - non superlatif puisqu'il s'appelle Trémollet - qui semble bien, à la tribune de l'Assemblée, tenir un langage qu'on n'avait pas entendu en France depuis 1905 ? Il déforme les lois du patronat en des termes tels qu'il ne manquait, quand il parlait de patronat, que le complément ordinaire de droit divin ! Ce n'est pas notre faute à nous, c'est le drame de notre période.
Alors, cette fois encore, je comprends bien les réactions de certains copains ; à cet égard, je vais dire un mot. J'ai été dur avec les intéressés à la séance de lundi.
Ah, je regrette que ce qui se passe à la Chambre, personne ne le sache ! La presse du lendemain n'a pas rendu la séance du lundi ; à la radio, j'aime mieux ne pas en parler ! Nous en sommes là, les Socialistes qui défendons tellement la liberté de la presse et de la radio ! Maintenant, on a le droit de tout faire et tout dire dans la presse et à la radio ; même les journalistes de la radio sont maintenant devenus des journalistes indépendants ; ils peuvent annoncer à la radio d'Etat toutes les nouvelles, y compris les plus fausses, ça n'a aucune espèce d'importance. Il paraît qu'ils en ont le droit maintenant et c'est nous les défenseurs du statut de la radio et de la presse ! Je peux en donner des exemples précis de communiqués parfaitement faux... Enfin, personne n'a su, dans le pays, ce qu'a été cette séance.
Même il m'est arrivé aujourd'hui un accident ; même notre ami Deixonne - dont j'ai, par ailleurs, apprécié l'humeur et l'objectivité dans son compte-rendu - a donné une impression que je crois erronée des raisons pour lesquelles j'ai été dur. Deixonne a fini par croire, tellement ça a été dit et répété, que si j'ai été dur, c'est parce que, tout à coup, je me suis rendu compte que je n'avais pas la majorité !
Je pourrais apporter la preuve du contraire. C'est que dans mes réponses, il en est certes d'improvisées, mais les meilleures improvisations sont tout de même celles qu'on prépare longuement, si bien que j'en avais quelques-uns unes auxquelles j'avais pensé depuis déjà quelques 5 ou 6 jours, et qui étaient toutes prêtes pour le cas où on m'aurait objecté tel ou tel argument.

Pourquoi j'ai été dur ? Ce n'est pas tout à fait pour cela, ce n'est pas tout à fait parce que j'ai senti l'attitude des autres. C'est beaucoup plus parce que j'avais une crainte, celle d'avoir la majorité, et que dans l'hypothèse où ce gouvernement ait la majorité, il était absolument nécessaire qu'il ne puisse y avoir entre les participants au gouvernement aucune espèce d'illusion sur ce que serait la politique de ce gouvernement.
Camarades, il y a, dans cette salle, 2 camarades qui sont Gazier et Commin, qui ont assisté, un certain samedi après-midi, au langage que j'ai tenu aux membres de mon éventuel gouvernement. J'aime mieux vous dire que j'y ai été plus dur encore que je ne l'ai été à la tribune de l'Assemblée !
Quand on essaie de bâtir un gouvernement comme celui que le groupe m'avait donné mandat de bâtir - car je veux bien me faire engueuler mais je veux bien aussi qu'on partage les responsabilités entre tous...

Dans la salle - Très bien !

Guy Mollet - Quand on bâtit un gouvernement de cet ordre, alors que j'avais moi-même dit que c'était folie, il faut bien se rendre compte qu'un semblable gouvernement risque d'être une petite Assemblée, une petite Assemblée à l'intérieur de laquelle vous allez avoir des bagarres permanentes, et dans lequel vous êtes à la merci de ce que, tous les matins, on vous dise : si vous ne nous donnez pas cela, nous, on f... le camp, on démissionne, etc. Vous allez avoir le chantage permanent.
C'est pour éviter cela que j'ai tenu d'abord à mes futurs collaborateurs un langage assez dur, que, ensuite, je l'ai tenu à la tribune de l'Assemblée.
Quant au résultat, il faut qu'aucun camarade du Parti ne s'y trompe. Je suis loin d'être amer de ce résultat, je ne le regrette pas. J'étais prêt à prendre les responsabilités, ayant parfaitement conscience que ça aurait été plus dur que la première fois. La première fois, j'avais une équipe du tonnerre. Cette fois-là, j'aurais eu des palabres terribles à l'intérieur du gouvernement. J'étais prêt à le faire, mais je ne suis pas amer du résultat. Si j'ai une amertume au coeur, je veux la dire tout haut : c'est celle de ce qu'ont été les réactions de certains copains ! Ça, c'est moche ! Il faut parler franc. Quand, dans des journaux, dont un qui se réclame du Parti, Le Bail peut écrire que je suis allé là pour satisfaire je ne sais quelle ambition personnelle ! Vous savez, on n'envoie pas des copains à une bagarre semblable à celle à laquelle vous m'envoyez pour ensuite leur tirer dans les jambes par des procédés pareils ! ...
(Applaudissements)
... Là est mon amertume et ma seule amertume, pas sur d'autres plans.
Seulement, à cause de ce résultat, je comprends encore une fois les camarades qui se disent : "Mais enfin, si c'est cela l'attitude de la Droite, puisqu'il y a eu une semblable bagarre, alors, comment accepter cette idée que demain on se trouve côte à côte avec certains de ces hommes ?" Et je comprends qu'ils soient arrivés, pour beaucoup, à dire - je le comprends pour l'avoir pensé moi-même - : "Il est grand temps que la Droite française ait peur." Oui, je l'ai pensé moi-

même, il est grand temps que la Droite française ait peur.
Seulement, camarades, c'est alors qu'intervient pour nous un élément supplémentaire et un élément qui, quant à moi, quant à mon appréciation personnelle, est déterminant. C'est lui qui entraîne ce soir ma conviction et même si c'est à contre-courant ça n'a pas d'importance, ma prise de responsabilité. Cet élément, c'est le suivant :
J'ai pris conscience - et non pas à travers cette presse à laquelle je ne crois pas, qui nous cache la vérité - qu'il n'est de presse valable en France que la presse de province, la pseudo presse parisienne est un leurre. Ce n'est donc pas à cause de tout ce que je sens, de tout ce que je vois pas tous les copains avec qui je discute, la vérité dont j'ai pris conscience est la suivante : le pays en a assez. C'est cela qui est dramatique. Ce pays qui est foncièrement républicain, qui est attaché à ses institutions, ce pays dans lequel les meilleurs des nôtres se sont battus, les meilleurs d'autres formations, pour rétablir les institutions républicaines, ce pays en a marre, il ne croit plus en nous, c'est pire que cela, il croit encore peut-être un peu aux institutions, il ne croit plus aux parlementaires qui sont dedans.

Dans la salle - Très bien, très bien !

Guy Mollet - Vous entendez ? Et tous, sans distinction, où est le fou qui croit qu'il va échapper à cela ? Où est celui qui s'imagine qu'on va faire des distinctions ? Ce n'est pas vrai !
A l'heure actuelle, il y a dans l'opinion publique plus que du mépris, on nous considère comme des incapables, on considère que nous participons à des jeux subtils, on s'attend à ce que ce soir - c'est à cela qu'on a préparé l'opinion - les uns aient été plus malins que les autres, que les Républicains Sociaux aient attendu après la réponse des Socialistes, que les Indépendants aient mis - et c'est vrai paraît-il - une condition qui dépend des Socialistes ! Et on s'attend à ce que nous soyons, nous, à notre tour, assez malins pour que notre réponse soit telle que nous rejetions sur d'autres la responsabilité.
Le pays en est à nous juger tous de la même façon. Le pays en est à dire : ces gens-là sont incapables, parfaitement incapables.
Alors, ce n'est pas un fait nouveau, il y a toujours eu cela en France ; vous savez, ça a commencé à être terriblement sensible à la fin 1955 ; souvenez-vous de l'histoire de la dissolution, souvenez-vous du climat des élections, souvenez-vous du succès de Poujade qui a suffoqué tout le monde. Première histoire du coup de balai, les sortants à sortir, etc.
Et puis, camarades, je le dis avec orgueil, mon équipe, mon gouvernement ont redonné confiance au pays dans les institutions républicaines. On a commencé à croire que c'était possible, que c'était vrai ; que quand une équipe voulait se battre, elle pouvait maintenir le pays.
Et puis alors c'est reparti. Ç'a été Bourgès, maintenant c'est une cascade qui dure depuis plus d'un mois. Alors tout le monde actuellement se rend compte dans le pays qu'il faut absolument un gouvernement.
N'avez-vous pas été émus ce matin par la première intervention, celle de

Fondation Jean Jaurès

Bailly ? Je m'excuse, je ne l'ai pas vu mais je sais qu'il est dans la salle. Ceux qui connaissent Bailly, qui l'ont entendu maintes fois, ont dû être émus en l'entendant dire : "Comment ! J'ai les prolos ; il y en a assez de tout ça."
Il a même été d'une injustice flagrante à notre égard ; il est allé jusqu'à nous reprocher d'apporter une attention exagérée à des projets de caractère socialiste, et jusqu'à nous dire - et là je ne suis pas d'accord avec lui - que la classe ouvrière à l'heure actuelle est moins intéressée par ce qui peut se passer sur le plan des comités d'entreprise et de tout cela qu'au fait d'avoir un gouvernement.
Je ne crois pas qu'il ait tout à fait raison, mais il a tout de même traduit un sentiment profond, c'est que même chez les travailleurs à l'heure actuelle, il y en a assez.
Alors il se dégage un double courant, camarades, il faut qu'on en ait conscience, c'est qu'à tort ou à raison, parce que mal informé ou bien spontanément, l'ensemble de la nation en est à ce point : une partie dit : "il faut un chef", l'autre partie dit : "mais pourquoi ne font-ils pas un gouvernement, puisqu'il existe une majorité de gauche ?"
Ah ! Oui, oui, c'est dans la classe ouvrière que ça va être le plus grave ; c'est là que ça va faire son bonhomme de chemin. Les Communistes ne sont pas des fous, ils ont trouvé le bon slogan : "Une majorité de gauche est possible." "Cela a été vrai dans toute l'Europe." Je sais qu'il en est parmi vous qui acceptent cette thèse ; à l'intérieur du Parti, je la considère comme dramatiquement dangereuse.
Ah ! Quand j'entends des copains dans le Parti, quand j'ai entendu Mazier au groupe, quand j'en ai entendu quelques uns aujourd'hui, mais avec moins de conviction que Mazier l'avait fait au groupe, tenir le langage qu'ils ont tenu, je n'ai pas pu m'empêcher d'évoquer une autre figure, celle de Juste, vous vous en souvenez les anciens, Juste à Meung-sur-Loire, à la belle réunion de Meung-sur-Loire lorsque notre camarade Juste est venu nous tenir le même langage.
Et ils ont fait le Front National, ils l'ont fait en Hongrie, ils l'ont fait en Tchécoslovaquie, ils l'ont fait en Pologne ; il n'y avait pas que le Parti Socialiste et que le Parti Communiste, il y avait des cinq ou six partis, il y avait des Paysans, il y avait des Démocrates, il y avait des Chrétiens ; enfin il y avait cinq ou six partis qui fabriquaient des Fronts Nationaux. Où sont-ils ? Où est Juste ? Il est mort pendu, où sont tous les autres ? Tous disparus !
Et cependant, je sens avec une angoisse tragique que cette idée-là est en train de monter dans la classe ouvrière ; des quantités de gens en ont marre de cette Droite imbécile, de cette Droite folle, ils sont en train de se dire : "Après tout, est-ce qu'on n'arriverait pas à les contenir ?"
Ce n'est pas vrai, ni vous, ni moi, ni personne, nous ne les contiendrons, ce n'est pas vrai, même avec tout notre courage nous ne les contiendrons pas.
Tâchez de penser à ce que devient la forme de quelque chose, à ce que devient l'organisation de la base, à ce comité de femmes se battant sur les prix, se battant sur tout. Ils auraient créé, et très vite, cette organisation qui ferait d'eux les maîtres du régime.
Pas d'illusions ! S'il n'y avait que nos peaux en jeu, on pourrait tout de même ! Un certain nombre ont prouvé à certaines heures que c'est un risque qu'on

accepte de prendre, quelques-uns même qui le prennent encore maintenant.
Mais il n'y a pas que cela aujourd'hui, il y a toute notre raison d'être, il y a toute la liberté qui est en cause, il y a l'avenir du Socialisme qui est en cause ; car le jour où cela serait fini vous ne bâtiriez plus jamais le Socialisme, personne, ni vos descendants.
Camarades, devant ce risque-là il faut se battre.
Oh ! Je sais combien les solutions qu'il nous faut aujourd'hui envisager sont difficiles ; je sais qu'il n'est pas sûr que des majorités se dégagent dans un sens ou dans l'autre ; je vous mets à l'aise, aujourd'hui, où je puis parler sur un ton que je n'aurais jamais employé autrefois, aujourd'hui où je sais ce qu'est l'amitié, la confiance des camarades en moi.
Le jour où vous aurez besoin pour une autre chose de votre liberté entière, en me rendant ma propre liberté, je suis à votre entière disposition, mais pas pour cela, pas pour tuer ce qu'il y a de chances de Socialisme en France, pas pour faire que demain, avec les bolchevicks, plus forts que nous, parce qu'ils sont des menteurs, alors que nous avons la faiblesse d'être honnêtes et d'être francs...
(Applaudissements)
Or, camarades, nous en sommes là. Si demain il n'y a pas un gouvernement, tous ceux qui, même à tort, seront représentés comme les responsables de cette absence de gouvernement, tous ceux-là seront condamnés en commun, par cette opinion publique dont je parlais.
Alors, il faut donc un gouvernement, et je vais avoir fini ; l'analyse est plus longue que la conclusion.
Qu'existe-t-il comme gouvernement possible, un qui tienne compte de l'essentiel de nos préoccupations ?
Il n'est pas possible d'aller plus loin dans le compromis que ce à quoi j'ai abouti lundi dernier ; c'est impossible.
Donc, un gouvernement qui tienne entièrement compte de nos préoccupations, actuellement, parlons clair, il n'y en aura pas.
Un gouvernement contre nous, c'était le cas de Pinay, nous avons dit "non".
Ah ! Je veux parler franc, j'ai caressé pendant deux jours au moins l'espoir que Pinay nous rendrait possible une abstention ; je parle franchement. On se doit tout dans le Parti. Oui, j'avais rêvé qu'on puisse s'abstenir pour permettre à une autre politique d'être faite et qu'on fasse la démonstration dans le pays de ce qu'il valait. Ils nous l'ont rendu impossible, ils sont trop bêtes, même pour cela !
Alors qu'est-ce qu'il y a ?
Un gouvernement sans nous ? Ah ! Oui, c'est un rêve qu'on est nombreux à avoir caressé. Il y a deux obstacles, l'un qui tient à nous, un qui tient aux autres.
Celui qui tient aux autres, c'est le fait qu'actuellement il n'y a pas, à côté de nous, de parti politique qui accepte de faire un gouvernement sans nous.
Les Radicaux-Socialistes, il faut comprendre pourquoi ; en d'autres heures, ils l'auraient fait. Aujourd'hui, ils ne le peuvent pas, à cause de leur division interne et les Radicaux-Socialistes de la nuance orthodoxe, les Valoisiens, qui ont bâti toute leur politique sur la nuance du Socialisme ne peuvent pas le faire, ils ne le feront pas.

Fondation Jean Jaurès

Peut-être, si nous allons plus loin, les MRP accepteront peut-être, je n'en suis pas sûr. L'hypothèse n'est pas totalement exclue, car ils n'ont pas les mêmes problèmes de division, de faire des gouvernements dans lesquels nous ne serions pas.
Et c'est alors qu'intervient l'objection tenant à nous, devant l'état actuel des choses, camarades, il n'est plus possible, avec le fonctionnement actuel du système parlementaire, il n'est plus possible, si l'on veut faire face à la situation que nous confrontons, il n'est plus possible d'attendre des décisions strictement parlementaires, il n'est pas possible qu'on attende la loi.
C'est vrai, si l'on n'a pas pris avant le 1er janvier certaines décisions, il faut des pouvoirs spéciaux, alors les pouvoirs spéciaux aussi sur le problème fiscal, aussi sur le problème économique, peut-être même sur le plan social.
Quand on parle fiscalité, qu'on donne les pleins pouvoirs, on peut en faire des impôts différents, qui peuvent toucher des catégories différentes de la société !
Et c'est alors à vous que je pose la question : êtes-vous sûrs que l'on votera demain l'investiture à un gouvernement en prenant l'engagement de lui voter des pouvoirs spéciaux le lendemain ?
C'est là la deuxième difficulté.
En tout état de cause, actuellement, il n'y a pas de gouvernement qui l'accepte, alors nous en sommes à ceci : est-ce qu'il y aura des gouvernements pas trop loin de nous, pas trop loin de nous, ah ! qui ne feront pas ce que nous appellerions l'essentiel ?
Il y en a de possibles. Et ce soir, je veux que vous sachiez où j'en suis, l'engagement que je tiens à l'occasion de M. Gaillard, je le tiendrai demain, à l'occasion de n'importe quel président MRP s'il tient sur le programme le même langage que M. Gaillard, je ne veux pas que personne se trompe ; on m'a fait raconter, dans la presse, des histoires folles : que je défendais la candidature Gaillard, pour éviter un MRP, si ce n'est pas Gaillard, que ce soit Pleven, si ce n'est pas Pleven que ce soit un autre.
Je dis qu'à l'heure actuelle nous en sommes là, ou il n'y aura pas de gouvernement et nous en prendrons la responsabilité, ou il y aura un gouvernement, nous demandant notre participation ; la même argumentation vaut pour tous.
A vous de savoir si parmi les intéressés il n'y en a pas qui paraissent mieux que d'autres ; c'est un autre problème. Dans un gouvernement, je dis qu'on n'évitera pas la participation socialiste ; quel type de participation ? Dans quelles conditions ?
Je parle franchement ; la participation supposera deux conditions : la première, qu'on envoie dans le gouvernement des camarades qui se battent. Faites attention, ce n'est pas la même participation que celle qu'on accordait quand j'étais Président du Conseil, ou quand Ramadier l'a été ; ce n'est pas vrai ; là on entre chez l'ennemi.
Là, on y va pour se battre. Ce n'est pas une participation signifiant l'adhésion ; c'est une présence, un combat permanent pour essayer d'y faire triompher nos points de vue, pour exercer, en tout cas, le contrôle nécessaire. C'est la première

Fondation Jean Jaurès

condition.
Quant à la seconde, plus vraie aujourd'hui que jamais, je l'avais demandée à l'époque même où dans les Congrès, les Conseils nationaux, j'avais à défendre le travail de l'équipe que j'animais, celle de mon gouvernement. Je disais qu'il faut qu'on arrive à différencier le Parti. C'était difficile. Différencier la politique du Parti de celle du gouvernement, alors que j'étais Secrétaire du Parti et Président du Conseil.
Il va falloir que nous différenciions nettement devant le pays la politique de ce gouvernement de la politique socialiste, il faut une véritable mobilisation du Parti. En ce qui me concerne, j'en prends l'engagement ; je commence dès dimanche prochain mon tour de France, je vais aller dans toutes les grandes villes dire ce qu'est la politique socialiste, pourquoi on l'a refusée.
Si l'on veut mobiliser le Parti, il y a un bon travail à faire dans l'ensemble de l'opinion publique.
Cette phase difficile, ingrate, il faut qu'on l'aborde, comme des combattants, comme des militants d'un Parti qui ont confiance dans leur Parti.
(Applaudissements)

Mme Mazier - Est-ce que le Congrès me permet de demander au camarade Guy Mollet de préciser ce qu'il a voulu dire afin de pouvoir le répéter, parce que je connais mon mari et j'ai compris, d'après ce qu'a dit Guy Mollet, qu'il avait proposé un front populaire, et tout le monde a compris cela.

Guy Mollet - Camarades, ce n'est pas dans mon style d'attaquer quelqu'un qui ne peut pas répondre ; si j'ai évoqué le nom de Mazier c'est effectivement parce que c'est lui qui a le mieux défendu cette thèse qu'il était absolument impossible que nous ne tenions pas compte de l'existence du Parti Communiste ; c'est lui et aussi un autre camarade qui n'a pas non plus le droit de parler ; si bien que pour mieux résumer leur pensée, je crois qu'un autre le ferait bien, si le président du groupe, Deixonne, voulait le dire, ce qu'a été la position de ces camarades dans la discussion, les conclusions auxquelles ils ont abouti, car c'était bien cela les conclusions, c'est qu'il y a une majorité de gauche, et on y compte bien le Parti Communiste.

Maurice Deixonne

Mes chers camarades, je ne m'attendais pas à voir ma caution intervenir au cours de ce débat, à la vérité l'intervention à laquelle a fait allusion Guy Mollet, je n'en ai pas gardé un souvenir très précis, mais il se trouve, chose extraordinaire, que j'ai eu un entretien personnel avec Antoine, avant de venir ici, et alors, je suis bien obligé, ayant recueilli directement sa propre pensée, d'en faire état ; il est effectivement de ceux qui pensent, il me l'a dit en clair, qu'une entente avec le Parti Communiste est non seulement possible, mais souhaitable, et il m'a défendu cette thèse que si, en effet, une entente fondamentale arrivait à nous faire, en quelque sorte, bouffer par les Communistes, un bout de chemin ensemble, était, selon lui, souhaitable et

réalisable.
Je ne vois pas que l'affirmation de Guy Mollet soit attentatoire à quoi que ce soit ; elle est l'expression réelle des sentiments dont Antoine a bien voulu m'entretenir directement, alors que j'allais - je crois que c'est mon devoir de président, lui dire : "Enfin, tu ne veux pas de cela, qu'est-ce que tu proposes, quelle idée as-tu en tête ?"
Il m'en a fait état et je suis heureux, en effet, que certains camarades qui sont venus ici défendre des positions purement négatives soient en mesure de nous donner, quand on les presse, un élément de satisfaction et une curiosité que vous savez très légitimes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Commin.

Pierre Commin

Camarades, c'est pour vous proposer la nomination d'une Commission des résolutions. Nous vous proposons, conformément au règlement, 31 noms, bien entendu nous n'avons pas cherché à faire une répartition proportionnelle ce qui serait, en effet, très difficile, étant donné que nous ignorons complètement les courants qui peuvent s'exprimer dans ce Conseil.
Voilà les noms que nous soumettons à votre verdict :
Baraton, Bidet, Boutbien, Cassagne, Charlot, Colin, Comte, Coutant, Defferre, Deixonne, Delabre, Depreux, Desson, Fusier, Gazier, Jacquet, Lamousse, Lapie, Augustin Laurent, Lejeune, Lussy, Mérigonde, Métayer, M. E. Naegelen, Mireille Osmin, Peyrassol, Pic, Pineau.
Peyrassol n'est pas là.
Gustave Robert, Savary, Tanguy-Prigent.
On me dit que Peyrassol n'est pas là, Charlot non plus ; je l'ai vu ce matin, je crois. Lapie non plus. Alors il manque actuellement trois noms ; si vous voulez bien envoyer des candidatures.
Guillemoteau, Lecoutaller, Meunier ; voici nos 31 noms. Notre Commission est au complet.
Les membres de la Commission des résolutions sont priés de se réunir immédiatement dans la salle derrière la tribune.
Reprise de séance à 19 heures 30.

Le président - La séance est reprise.
Camarades, la Commission des résolutions n'a pas pu réaliser l'accord. Vous allez donc être saisis de deux motions, l'une rapportée par Pierre Commin et l'autre par Mérigonde. La parole est à Mérigonde.

Marcel Mérigonde

Camarades, la Commission des résolutions, après avoir échangé un certain nombre de points de vue, s'est divisée en deux groupes qui vont chacun vous

Fondation Jean-Jaurès

rapporter un texte.
Le groupe auquel j'appartiens a examiné la situation et a considéré que dès les premiers pas, le Président pressenti Gaillard s'est trouvé aux prises avec des difficultés telles qu'il n'a que sur peu de points pris des positions extrêmement précises, laissant à une quantité de tables rondes le soin de présenter des travaux de départ.
Dès le début, donc, nous avons noté dans la personne de Gaillard un manque d'assurance qui n'est pourtant pas le fait de la jeunesse. Dès le début, nous avons constaté que le président pressenti serait voué, ou son cabinet serait voué à l'impuissance, car, avant même de le faire, obligé de composer avec les Indépendants d'une part, et les Socialistes d'autre part, il considérait fort imprudent de faire des déclarations nettes aux uns et aux autres.
Nous le comprenons bien, s'il est trop précis, il risque de se mettre en contradiction avec les modérés et les Socialistes, en faisant des promesses qui peuvent donner satisfaction au Parti ou donner satisfaction aux Indépendants. En réalité, pour employer une formule plus ramassée, il ne peut à la fois satisfaire Guy Mollet et son superlatif Trémolet de Villers.
Le seul dénominateur commun de ce gouvernement serait, nous le pensons, l'immobilisme auquel ce gouvernement serait fatalement conduit, et, ce qui serait peut-être plus grave, l'expérience nous l'a prouvé, un gouvernement qui ne serait pas capable de durer plus de 3 semaines comme celui qui avait été composé, partant de notre ami Léon Blum jusqu'à Paul Reynaud, et nous pensons que ceci est encore plus grave que tout.
Nous pouvons prendre un exemple, un seul : comment pourra-t-il aboutir à une réforme électorale valable, capable d'extraire du pays une majorité de gouvernement lorsqu'il aura dans son sein M. Barrachin, les représentants du MRP, le Parti Radical attaché au scrutin d'arrondissement, et nous, qui sommes attachés au scrutin d'arrondissement également, ou en tout cas à un scrutin majoritaire nous repliant au besoin sur le scrutin ?
D'autre part, nous avons pensé que les conflits sociaux vont se poser très rapidement, Guy Mollet ne nous l'a pas caché, et justement, nous pensons que, devant ces conflits sociaux, l'incapacité du gouvernement serait réelle et qu'il ne pourrait régler ces problèmes. Mais ce que nous craignons par-dessus, c'est que nos camarades socialistes, dans ce gouvernement, soient obligés de couvrir une action gouvernementale en contradiction avec l'action syndicale, ou alors de quitter le gouvernement et faire rebondir une crise dont on nous rendrait à nouveau responsables.
C'est la raison pour laquelle nous pensons que nous ne pouvons pas, dans l'état actuel des choses, accorder une participation au ministre qui fut en réalité celui de le hausse des prix après le ministre Ramadier qui fut celui qui a tenu les prix.
Nous ne pouvons pas non plus accepter de participer avec un gouvernement qui, par son incapacité, mettrait nos camarades syndicalistes FO dans une position extrêmement grave, alors que chacun se plaît à rendre hommage à leur courage civique, à leur vertu et, surtout, à leur esprit de combativité.
Nous aurions pu, bien sûr, donner une réponse conditionnée, nous aurions pu,

bien sûr, dire à M. Gaillard : le Parti Socialiste est prêt à collaborer avec vous, à la condition que vous acceptiez tel et tel point de notre programme. Nous aurions pu rééditer en réalité les cahiers de Puteaux. Nous ne l'avons pas fait ; pourquoi ?
C'est que nous connaissons un certain nombre de réponses où certains autres Partis acceptent de coopérer avec M. Gaillard sans conditions à la condition que les autres Partis ne mettent pas de conditions.
Ç'aurait donc été en réalité prendre un faux-fuyant et c'est pour ne pas prendre de faux-fuyant et pour prendre toutes nos responsabilités que les camarades qui ont rédigé cette motion demandent de la voter.
Je lis cette motion :
"Le Parti Socialiste qui, en la personne de son Secrétaire général Guy Mollet, a prouvé qu'il était prêt à prendre ses responsabilités pour mener une politique de défense du pouvoir d'achat des masses laborieuses des villes et des campagnes, condition nécessaire à une véritable défense du régime, constate que cette volonté s'est heurtée à l'hostilité systématique de la Droite et que la proposition de M. Félix Gaillard tendant à constituer un gouvernement allant des Socialistes aux Indépendants l'amènerait à participer aux côtés des représentants de cette Droite.
Ce gouvernement serait fatalement voué à l'impuissance et la crise, loin d'être résolue, s'en trouverait aggravée au plus grand détriment de la nation."
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Commin.

Pierre Commin

Camarades, l'autre partie de la Commission des résolutions vous présente un texte qui résulte de l'examen critique auquel un certain nombre de nos camarades se sont livrés aujourd'hui dans ce débat.
Vous verrez qu'il fallait répondre à une question posée. Un certain nombre de nos camarades répondent "non" ; nous répondons "oui".
Nous répondons "oui" en fonction de considérations d'intérêt supérieur, cet intérêt supérieur de la République auquel le Parti ne peut pas être indifférent dans les circonstances actuelles comme en toutes circonstances.
Le texte que nous vous proposons constate évidemment que notre ami Guy Mollet a proposé récemment un plan d'ensemble capable de résoudre les difficultés du moment. Ces difficultés, je ne les rappellerai pas, elles sont cependant si sérieuses qu'on a le droit de se poser la question de savoir si, dans un climat détérioré, il nous serait possible de pouvoir traduire concrètement les inspirations du monde du travail.
Je suppose que vous avez été attentifs a la partie de l'exposé de Guy Mollet lorsqu'il a fait allusion aux possibilités de crise financière ou monétaire.
Camarades, une crise sociale, c'est très grave, et l'effort de nos amis, demain, dans les responsabilités du gouvernement, devra être très grand, et ils devront tout faire pour essayer de réduire cette crise et de lui trouver une solution, si elle

se produisait, conforme aux intérêts du monde du travail.
Mais, il y en a une autre que personne n'a le droit d'oublier, ce sont les possibilités de crise non seulement économique, mais financière et monétaire, et le drame, c'est que dans une crise financière et monétaire, des intérêts, les plus divergents parfois, se trouvent solidarisés. Le petit rentier, dans une fuite de la monnaie, a tendance à se croire solidaire de celui qui dispose sans doute de plus de moyens mais qui, lui aussi, est anxieux à l'idée de cette crise.
C'est uniquement en raison de ces considérations d'intérêt supérieur que la résolution que nous vous proposons conduit à dire "oui" aux propositions de M. Gaillard. Je vous lis le texte sans autres commentaires :
"Le Conseil national
Félicite Guy Mollet d'avoir proposé au Parlement et au pays un plan d'ensemble capable de résoudre les difficultés de l'heure présente,
Regrette que la conjonction de la Droite française, du Parti Communiste et de ses complices ait empêché de créer le climat nécessaire au redressement économique et financier,
Mais, désireux de tout faire pour assurer le fonctionnement des institutions républicaines que pourrait mettre en péril une vacance prolongée du pouvoir, prend acte des propositions de M. Félix Gaillard, émet un avis favorable à la participation, donne mandat au Comité directeur, au groupe parlementaire et aux camarades désignés au gouvernement de défendre avec énergie et ténacité les mesures de justice sociale sans lesquelles il n'est pas de redressement national."
(Applaudissements)
Le président - Personne ne demande la parole ?

Marcel Mérigonde - Je m'excuse, mais puisque nous ne pouvons pas voter séparément sur les deux textes, il est bien entendu que les camarades qui m'ont chargé de rapporter le mien sont d'accord pour approuver les considérants touchant la personne de Guy Mollet, son action, et que si nous ne pouvons pas voter pour cette partie-là, puisque nous nous distinguons, nous acceptons volontiers cette première partie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fouquart.

M. Fouquart

AEF : 6 mandats.
Ain : 9 mandats, Commin : 3 ; Mérigonde : 6.
Aisne : 31 mandats, Commin : 15 ; Mérigonde : 16.
Alger : 15 mandats, Commin :15 ; Mérigonde : 0.
Allier : 38 mandats, …
Basses Alpes : 7 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 7.
Hautes-Alpes : 5 mandats, …
Alpes-Maritimes : 16 mandats, Commin : 6 ; Mérigonde : 10.
Ardèche : 14 mandats, Commin : 1 ; Mérigonde : 14.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Ardennes : 32 mandats, Commin : 4 ; Mérigonde : 28.
Ariège : 41, Commin : 41 ; Mérigonde : 0.
Aube : 16 mandats, Commin : 14 ; Mérigonde : 2.
Aude : 72 mandats, Commin : 8 ; Mérigonde : 64.
Aveyron : 17 mandats, Commin : 13 ; Mérigonde : 3.
Belfort : 18 mandats, Commin : 18 ; Mérigonde : 0.
Bône : 6 mandats, Commin : 5 ; Mérigonde : 1.
Bouches-du-Rhône : 347 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 347.
Calvados : 9 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 9.
Cantal : 9 mandats, Commin : 9 ; Mérigonde : 0.
Charente : 12 mandats, Commin : 5 ; Mérigonde : 7.
Charente-Maritime : 36 mandats, Commin : 6 ; Mérigonde : 30.
Cher : 18 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 18.
Constantine : 9 mandats (absents).
Corrèze : 12 mandats, Commin : 10 ; Mérigonde : 2.
Corse : 11 mandats, Commin : 6 ; Mérigonde : 5.
Côte-d'Or : 15 mandats, Commin : 8 ; Mérigonde : 7.
Côte d'Ivoire : 8 mandats, …
Côtes-du-Nord : 28 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 28.
Creuse : 6 mandats, Commin : 3 ; Mérigonde : 3.
Dordogne : 64 mandats, Commin : 60 ; Mérigonde : 4.
Doubs : 31 mandats, Commin : 21 ; Mérigonde : 10.
Drôme : 14 mandats, Commin : 14 ; Mérigonde : 0.
Eure : 11 mandats, Commin : 6 ; Mérigonde : 5.
Finistère : 39 mandats, Commin : 15 ; Mérigonde : 24.
Gard : 73 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 70. Abstentions : 3.
Haute-Garonne : 112 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 112.
Gers : 24 mandats, …
Gironde : 110 mandats, Commin : 80 ; Mérigonde : 30.
Guyane : 5 mandats, …
Hérault : 71 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 71.
Ille-et-Vilaine : 14 mandats, Commin : 6 ; Mérigonde : 8.
Indre : 27 mandats, Commin : 27 ; Mérigonde : 0.
Indre-et-Loire : 19 mandats, Commin : 18 ; Mérigonde : 0. Abstention : 1.
Isère : 43 mandats, Commin : 13 ; Mérigonde : 30.
Jura : 30 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 30.
La Guadeloupe : 37 mandats, Commin : 37 ; Mérigonde : 0.
Landes : 41 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde 41.
Loir-et-Cher ; 22 mandats, Commin : 21 ; Mérigonde : 1.
Loire : 20 mandats, Commin : 10 ; Mérigonde : 7. Abstentions : 3.
Haute-Loire : 8 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 8.
Loire-Atlantique : 26 mandats, Commin : 15 ; Mérigonde : 11.
Loiret : 15 mandats, Commin : 4 ; Mérigonde : 11.
Lot : 9 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 9.
Lot-et-Garonne : 19 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 19.

Confédération Jean-Jaurès

Madagascar : 6 mandats, abstentions.
Maine-et-Loire : 14 mandats, Commin : 10 ; Mérigonde : 4.
Manche : 21 mandats, Commin : 14 ; Mérigonde : 7.
Marne : 21 mandats, Commin : 14 ; Mérigonde 7.
Haute-Marne : 5 mandats, Commin : 2 ; Mérigonde : 3.
Maroc : 11 mandats, …
Martinique : 41 mandats, Commin : 41 ; Mérigonde : 0.
Mayenne : 5 mandats, Commin : 4 ; Mérigonde ; 1.
Meurthe-et-Moselle : 29 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 29.
Morbihan : 27 mandats, Commin : 7 ; Mérigonde : 20.
Moselle : 14 mandats, …
Nièvre : 17 mandats, …
Nord : 409 mandats, Commin : 409 ; Mérigonde : 0.
Oise : 25 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 25.
Oran : 28 mandats, Commin : 28 ; Mérigonde : 0.
Orne : 6 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 6.
Pas-de-Calais : 398 mandats, Commin : 392 ; Mérigonde ; 6.
Puy-de-Dôme : 30 mandats, Commin : 26 ; Mérigonde : 4.
Basses-Pyrenées : 22 mandats, Commin : 12 ; Mérigonde : 10.
Hautes-Pyrénées : 12 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 12.
Pyrénées-Orientales : 47 mandats, Commin : 47 ; Mérigonde : 0.
Réunion : 5 mandats, …
Bas-Rhin : 24 mandats, Commin : 24 ; Mérigonde : 0.
Haut-Rhin : 34 mandats, Commin : 34 ; Mérigonde : 0.
Rhône : 24 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 24.
Haute-Saône ; 6 mandats, Commin : 4 ; Mérigonde : 2.
Saône-et-Loire : 23 mandats, Commin : 15 ; Mérigonde : 8.
Sarthe : 16 mandats, Commin : 6 ; Mérigonde : 10.
Savoie : 15 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 15.
Haute-Savoie : 12 mandats, Commin : 0 ; Mérigonde : 12.
Seine : 270 mandats, Commin : 24 ; Mérigonde : 245. Abstention : 1.
Seine-Maritime : 37 mandats, Commin : 30 ; Mérigonde : 7.
Seine-et-Marne : 23 mandats, Commin : 5 ; Mérigonde : 18.
Seine-et-Oise : 106 mandats, Commin : 87 ; Mérigonde : 19.
Deux-Sèvres : 14 mandats, Commin : 14 ; Mérigonde : 0.
Somme : 70 mandats, Commin : 45 ; Mérigonde : 25.
Vietnam : 5 mandats, Commin : 5 ; Mérigonde : 0.
Tarn : 35 mandats, Commin : 32 ; Mérigonde : 3.
Tarn-et-Garonne : 10 mandats, Commin : 10 ; Mérigonde : 0.
Tunisie : 6 mandats, Commin : 5 ; Mérigonde : 1.
Var : 70 mandats, Commin : 20 ; Mérigonde : 50.
Vaucluse : 14 mandats, Commin : 9 ; Mérigonde : 5.
Vendée : 14 mandats, Commin : 8 ; Mérigonde : 6.
Vienne : 6 mandats, Commin : 4 ; Mérigonde : 2.
Haute-Vienne : 111 mandats, Commin : 111 ; Mérigonde : 0.

Collection Jean-Jaurès

Vosges : 9 mandats, …
Yonne : 15 mandats, Commin : 7 ; Mérigonde : 7 ; abstention : 1.
Je rappelle les fédérations qui n'ont pas voté :
AEF : 6 mandats (absents).
Allier : 38 mandats, Commin : 30 ; Mérigonde : 8.
Hautes-Alpes : 5 mandats, …
Côte d'Ivoire : 8 mandats, …
Gers : 24 mandats, Commin : 13 ; Mérigonde : 11.
Eure-et-Loire : … Commin : 1 ; Mérigonde : 12 (?).
Guyane : 5 abstentions.
Maroc : un télégramme est au bureau : réservé.
Moselle : 14 mandats, …
Nièvre : 17 mandats, …
Réunion : 5 mandats, …
Vosges : 9 mandats, …
(La séance est suspendue quelques minutes pour établir les résultats du vote)

Le président - Voici le résultat du vote :
Voix exprimées : 3 912.
Pour Pierre Commin : 2 087.
Pour Mérigonde : 1 732.
Abstentions : 20.
Absents : 73.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès